# Perspective COI



COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

# LE PLUS GRAND

## DISTRIBUTEUR DE MATELAS IMPORTÉ À MAURICE

## 6 SHOWROOMS À TRAVERS L'ILE

MEMORY GEL | LUXURY BEDDING | HOTEL SIGNATURE | LATEX COMFORT
ORTHOPEDIC MATTRESS | MEDICAL ORTHOPEDIC | MEMORY GEL PILLOW

HOTLINE **52 50 03 22 | 466 88 99**



KALACHAND
BEDDING WORLD®

www.kalachandbedding.com

Kalachand Bedding World is a member of The World Sleep Foundation

**5 Stars Mattress Co. Ltd - Showrooms:**

- Trianon Shopping Park
- Montée 's', Black River Road
- Sottise Road, Grand Bay
- Royal Road, Coromandel
- Corner Edith Cavell & La Chaussée Streets, Port Louis
- Factory: Ave. Dr Reid, Beau Bassin

# Une communauté de destin

**Par Hamada Madi,**
Secrétaire général de la
Commission de l'océan Indien



En 1982, l'économiste mauricien Pierre Yin reçoit une commande du gouvernement de son pays : analyser les implications de la création d'une Commission de l'océan Indien.
Rapidement, l'auteur évoque non pas une Commission mais une Communauté de l'océan Indien. Il écrit : « *le projet de la Communauté de l'océan Indien n'est pas une pure invention de l'esprit mais répond bien à une nécessité historique dans toutes ses dimensions économiques, culturelles, sociales et politiques.* »
En prenant les rênes du Secrétariat général de la COI, il ne m'a pas fallu beaucoup de temps pour mesurer l'étendue réelle de notre organisation et l'essence de sa mission : animer la solidarité naturelle et les liens d'amitié qui prévalent entre nos îles qui forment une authentique communauté de destin. Tout ceci se résume en un mot, d'ailleurs inspiré par un écrivain mauricien, promu par la COI et adopté par les décideurs de ses Etats membres : Indianocéanie.
Ce deuxième numéro de « Perspective COI » donne à lire et à comprendre notre action régionale qui donne corps à notre communauté insulaire, qui défend ses intérêts spécifiques et promeut sa singularité. Avec l'implication de ses Etats membres et grâce au soutien de ses partenaires techniques et financiers, la COI agit en faveur de la préservation des milieux marins et côtiers, de la sécurité, de la santé publique, de la gestion responsable des ressources naturelles ou encore du progrès économique et social. Cette action, multiple et ambitieuse, permet à la COI d'accompagner les Etats de l'Indianocéanie dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) adoptés par les 195 Etats membres des Nations unies en septembre 2015.
Nous avons choisi de consacrer le cahier central de cette édition à nos activités en faveur de l'économie bleue / océanique. La COI, en effet, contribue activement à la réalisation de l'ODD 14 sur la vie aquatique. C'est d'ailleurs une priorité de chacun de nos Etats membres qui considèrent les vastes zones océaniques qu'ils contrôlent comme la nouvelle frontière du développement.
Il reste que le potentiel de l'économie bleue ne pourra être pleinement exploité que si nos espaces maritimes sont sécurisés. C'est le prérequis d'un développement authentiquement durable. C'est pourquoi j'ai choisi de faire des questions de sécurité, sur tous les fronts, la priorité de mon mandat. Je suis heureux que la présidence mauricienne du Conseil de la COI en ait fait de même.

PERSPECTIVE COI — Le magazine de la Commission de l'océan Indien

**Perspective COI** est une publication de **la Commission de l'océan Indien**
réalisée en partenariat avec **Premium Partners Communication Ltd**.

**Coordonnateur de la publication :** Gilles Ribouet
**Comité de rédaction :** Pascaline Alexandre, Fanny Lacroix, Camille Martin, Mihary Randrianarivelo, Valérie Rasoahaingo, Toky Rasoloarimanana, Fanny Vidal
**Photos** : © COI sauf mention contraire
**T :** ( +230) 402 6100 / **E :** communication@coi-ioc.org

**Premium Partners Communication Ltd**
RNS Complex, Lotus, Ave Xavier Nalletamby, Phoenix. / **T :** ( +230) 606 2132 / **E :** contact.ppc@gmail.com
**Directeur général** : Eric Pellegrin / **Directeur d'édition** : Christian Empinat / **Directrice de création** : Anouska Cuniah

Imprimé sur papier recyclé

# BANK OF THE FUTURE

Owned by some 18,000 domestic and international shareholders, with over 500,000 customers, SBM Holdings Ltd is a leading financial holding company listed on the Stock Exchange of Mauritius. Besides Mauritius, SBM Group is present in Madagascar and Kenya. The Group also has offices in India, which will become a wholly owned subsidiary in the near future, and a representative office in Myanmar. SBM Group is also expanding into the region mainly in the Indian Ocean and East Africa. In line with its expansion plans, the Group has recently been granted a banking licence in Seychelles subject to conditions which it has undertaken to fulfil. Its portfolio of services covers banking, non-banking financial services and non-financial investments. Innovation, flexibility, accessibility and reliability are at the root of the SBM reputation and brand.

Established in 1973 as its banking entity in Mauritius, SBM Bank (Mauritius) Ltd is the Group's flagship. With a domestic market share of over 30%, the Bank delivers solutions for its diverse customer base: Consumer, SME, Corporate, International and Financial Institutions.

SBM's major products and services are:

- Global Business & International Banking
- Investment Solutions
- Treasury Services
- Cross Border Financing
- E-commerce
- Trade Finance
- Wealth Management
- Investment Banking

To tap the potential of emerging markets, the Group is gearing up for further expansion plans in the East African, Indian and Asian regions, thus further strengthening the existing continental links with Mauritius.



T: (230) 202 1111 E: sbm@sbmgroup.mu www.sbmgroup.mu

SBM







6
**Interview**
Vishnu Lutchmeenaraidoo, président du Conseil de la COI

10
**Indianocéanie**
Nos îles, notre identité : l'Indianocéanie

16
**La COI et les Objectifs de développement durable**

18
**Une force politique et diplomatique**
La COI renforce son rôle politique

26
**Agriculture**
Pour la souveraineté alimentaire de l'Indianocéanie

28
**Catastrophes naturelles**
Plus d'investissements pour la gestion des risques de catastrophes

33 - 70
**Cahier économie bleue**

34
**L'économie bleue, c'est quoi ?**

36
**La pêche : tradition, enjeux et avenir**

48
**Sécurité en mer**
La région mobilisée

52
**Zones côtières**
Des crêtes aux récifs

56
**Lagon**
Nos fonds marins, notre première richesse

59
**Faune**
• La mégafaune marine : un trésor à préserver
• Les cétacés : plaisir des yeux et opportunités économiques

62
**Ports**
Association des ports des îles de l'océan Indien

64
**#OurOcean**
Notre océan, un océan pour la vie

68
**Culture**
Mer de demain

71
**Infrastructures**
METISS, câble à très haut débit indianocéanien

72
**Energies renouvelables**
Une dynamique vertueuse

78
**Santé**
La COI veille sur l'Indianocéanie

82
**La parole aux partenaires**
• L'Agence Française de Développement
• L'Union européenne

90
**#ChangeMakers**
La jeunesse engagée pour le développement durable


# SOMMAIRE

# Vishnu Lutchmeenaraidoo :
# « Pour nous, Etats océans, l'économie bleue est porteuse d'une croissance nouvelle »


© Préfecture de La Réunion

**Soucieux d'amplifier le rôle de la Commission de l'océan Indien sur la scène régionale, Vishnu Lutchmeenaraidoo, chef de la diplomatie mauricienne et président du Conseil de la COI, entend rapprocher l'organisation des populations et rendre plus visibles ses résultats sur le terrain. Il expose ici ses priorités pour la COI qui recoupent celles des autres îles de l'Indianocéanie : sécurité, adaptation au changement climatique, croissance et économie bleue.**

***Dès votre prise de fonction à la tête de la diplomatie mauricienne en mars 2016, vous avez indiqué vouloir donner la priorité à la coopération et à l'intégration régionales…***

En effet, l'intégration régionale et l'ouverture vers l'Afrique sont deux des principaux axes de mon action. Et pour cause : notre pays est pris dans le piège des Etats à revenus intermédiaires et n'arrive pas à s'en libérer avec le modèle de croissance actuelle.

C'est la raison pour laquelle le budget 2015-2016 de Maurice mise sur une nouvelle architecture de l'économie avec trois principaux piliers : l'économie bleue, le hub maritime et l'ouverture vers l'Afrique. Nous voulons marquer notre présence en Afrique continentale mais aussi dans le voisinage immédiat.

C'est pourquoi je suis fier et honoré d'assumer les fonctions de président du Conseil de la COI alors que notre région fait face à de grands défis sur les plans économiques, sécuritaires et environnementaux. L'économie bleue et la pêche, la sécurité maritime, les énergies renouvelables, la protection de nos écosystèmes, ou encore la connectivité numérique, maritime et aérienne sont parmi les grandes thématiques qui demandent notre attention.

***Comment la COI peut-elle accompagner ses Etats membres à relever ces défis ?***

La COI est le vecteur de rapprochement par excellence des îles de l'Indianocéanie. Je réalise, néanmoins, que notre organisation doit se réinventer face aux grands enjeux de développement de la zone et des pays membres. Nous




Avec l'Ambassadeur Barry Faure des Seychelles et le ministre Abdirahman Abdi de Somalie lors de la session plénière du Groupe de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes (CGPCS), en juillet 2017

voulons faire de la région un espace économique dynamique qui puisse offrir à nos populations de nouvelles opportunités pour accroitre la richesse de nos économies et améliorer la qualité de vie de nos concitoyens.
Il y a des choix à faire. Nous devons réinventer nos modèles économiques. A plus forte raison, avec la montée du protectionnisme dans plusieurs parties du monde occidental, nous devrons trouver des moyens pour dégager de nouvelles sources de richesse dans notre espace commun.

***Et les espaces maritimes de nos Etats sont une des sources de cette nouvelle richesse, c'est ça ?***
Je conçois nos îles comme des Etats océans, compte tenu de l'immensité des espaces marins qui sont sous notre contrôle. Le potentiel d'exploitation est énorme ! Je parle de revalorisation de nos ressources marines dans une logique de développement durable. L'économie bleue est indéniablement porteuse d'une croissance nouvelle pour nos îles. Toutefois, le secteur de l'économie océanique est relativement nouveau, et il nous faut engager une réflexion stratégique avant d'envisager des résultats à brève échéance. Il nous faut, par ailleurs, créer un environnement propice pour exploiter pleinement et de manière responsable son potentiel.

***Ce potentiel ne pourra s'exprimer pleinement que si la sécurité est assurée…***
Tout à fait ! Nos espaces océaniques, s'ils ne sont pas surveillés, contrôlés, sécurisés, peuvent constituer une source de danger pour nos populations, un facteur de déstabilisation économique et social. La sécurité maritime est un enjeu de développement de taille. Notre océan est sous la menace de nombreuses forces malveillantes. Notre région est devenue une plaque tournante dans le circuit mondial des stupéfiants. Il y aussi les risques de piraterie aux larges des côtes de la Somalie. Nous faisons face aussi au trafic humain, à la pollution marine, à la pêche illégale et à la contrebande. La COI en est pleinement consciente, et elle agit. Je souhaite pour ma part que son action soit renforcée et amplifiée avec le soutien de nos partenaires.

**Nous voulons d'un espace économique dynamique qui offre de nouvelles opportunités à nos populations**

***Concrètement, quelles sont les actions stratégiques que vos préconisez ?***
En tant que président du Conseil de la COI, je m'investis beaucoup dans les efforts de lutte contre le crime organisé dans la zone. La COI se dote de moyens pour assurer une plus



Lors de l'atelier COI-ONU sur la paix et la sécurité en Indianocéanie en août 2017, avec Hamada Madi, Secrétaire général de la COI, et Samba Sane, directeur adjoint de la division Afrique 1 des Nations unies

grande surveillance de nos mers, avec l'opérationnalisation du Centre régional de fusion de l'information maritime basé à Madagascar et du Centre régional de coordination de l'action de l'Etat en mer aux Seychelles.
Puisque nous n'avons pas les moyens pour combattre à nous seuls le trafic de drogues et d'autres sources d'insécurité, j'ai préconisé un rapprochement effectif avec l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), ce qui passera par la signature d'un accord de coopération avec la COI.
Parallèlement, nous misons beaucoup sur l'échange de renseignements entre les services nationaux compétents pour maitriser les risques sécuritaires dans la région. Avec 5,5 millions de km² de zones économiques exclusives, il ne fait aucun doute que seule la coopération entre les îles peut nous aider à mieux surveiller ces grands espaces maritimes qui sont le théâtre de plusieurs crimes et délits.

***Vous souhaitiez également impliquer directement les ministres chargés des Affaires intérieures des Etats membres de la COI…***
Il existe une grande volonté politique de trouver des solutions ensemble. Les ministres des Affaires intérieures des pays membres de la COI vont effectivement se réunir à Maurice avant la fin de l'année dans le but de dégager une feuille de route afin de renforcer l'architecture sécuritaire de la région, avec notamment un contrôle renforcé du trafic de drogue et des actions contre la piraterie. A cela s'ajoute la problématique des catastrophes naturelles. La COI avait récemment organisé un atelier sur la paix et la sécurité dans la zone. Les recommandations de cet atelier serviront de base de travail pour les ministres de l'Intérieur.

***Certaines des menaces qui pèsent sur l'Indianocéanie sont externes. On pense notamment à la Somalie et à l'impact de la piraterie maritime sur la région…***
Même s'il y a eu une accalmie, la piraterie au large de la Somalie reste un sujet préoccupant pour la zone. Il faut une solution durable, portée par toute la région, y compris la COI, et soutenue par la communauté internationale. Je me félicite que la COI ait été désignée pour assumer la présidence du Groupe de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes (CGPCS) à partir de janvier 2018 pour une période de deux ans. L'instabilité politique, sociale et économique en Somalie constitue un terreau fertile pour la piraterie et plus largement pour le crime organisé. Il va donc falloir développer une feuille de route pour prévenir les risques mais aussi pour promouvoir des initiatives qui soient porteuses d'espoir pour les jeunes de ce pays.

***Vous disiez que nos îles de l'Indianocéanie sont des Etats-océans. Notre avenir est donc en bleu…***
Sans aucun doute ! L'avenir est à l'économie bleue et c'est une priorité partagée par tous les Etats membres de la COI. Nos vastes zones économiques marines offrent des possibilités énormes d'investissement, de création d'emplois dans divers domaines dont l'énergie renouvelable, la gestion durable des pêcheries ou encore l'industrie pharmaceutique. Il nous faut réunir nos moyens, avec l'aide de la communauté internationale, en vue d'assurer une exploration et exploitation de nos ressources marines comme un nouveau catalyseur de développement durable. Dans cette perspective, nous avons le soutien de l'Union européenne, de l'Agence française de développement ou encore de la Banque mondiale. Notre avenir est également en vert dans la mesure où toute action ou investissement se situe dans une logique de développement durable.

***Ces projets que vous évoquez visent à une croissance durable en phase avec les ambitions économiques des Etats tout en respectant les équilibres écologiques. La question écologique, l'urgence même, est aussi l'une de vos priorités ?***
Notre fragilité écologique face au changement climatique reste une des préoccupations majeures de la COI. Nous devons prévoir des ressources pour la protection des populations contre les risques de catastrophes naturelles.
Nous recherchons activement les moyens financiers et techniques, notamment auprès du Fonds vert pour le climat, pour que la COI puisse mener de nouveaux projets d'envergure d'adaptation aux effets du changement climatique pour la région.

**Seule la coopération peut nous aider à mieux surveiller nos 5,5 millions de km² de ZEE**



Le ministre Lutchmeenaraidoo recevant la présidence du Conseil des ministres de la COI des mains de Jean-Marie Le Guen, alors secrétaire d'Etat français au Développement et à la Francophonie, en mars 2017 à La Réunion. © Préfecture de La Réunion

***La sécurité alimentaire est un des axes d'intervention structurants de la COI. Comment notre organisation régionale peut-elle répondre aux différents enjeux de l'alimentation qui se posent dans l'Indianocéanie ?***

Assurer aux habitants de nos pays une nourriture saine en quantité suffisante est un défi que la COI veut relever. Un défi qu'elle peut relever si tous les Etats membres s'y mettent, avec évidemment le soutien des partenaires au développement. L'opportunité est là avec, notamment, l'immense potentiel de Madagascar pour devenir le grenier de l'océan Indien.

Nous travaillons actuellement sur un programme pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour financement sous le 11ème Fonds européen de développement. Parallèlement, la COI travaille activement avec la FAO pour la mise en route effective du Programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Il nous faut aussi explorer d'autres pistes. La Réunion a accompli des progrès considérables en matière d'agriculture raisonnée. Nous devons encourager le transfert de savoir-faire. L'apport des nouvelles technologies à l'agriculture est vital pour assurer la sécurité alimentaire.

***La connectivité régionale, sur les plans aérien, numérique et maritime est un chantier stratégique de la COI. Quelle est votre appréciation du paysage infrastructurel existant ?***

Le déficit infrastructurel, plus aigu aux Comores et à Madagascar, compromet notre capacité à développer nos économies de manière efficace et compétitive. Ceci explique d'ailleurs le coût élevé de nos produits par rapport à ceux des autres régions. C'est la raison pour laquelle, je mets l'accent sur l'intégration régionale afin que nous puissions mieux exploiter nos complémentarités et stimuler des synergies entre nos économies. Pour réussir ce pari de l'intégration économique régionale, il est indispensable d'améliorer la connectivité entre nos îles et entre l'Indianocéanie et le monde sur les plans maritime, aérien et digital. Il y a des investissements vitaux à consentir, de la part des Etats comme du secteur privé.

***Vous disiez, dans votre discours de clôture du 32ème Conseil, que la COI est porteuse d'espoirs pour les populations de l'Indianocéanie. Comment concevez-vous la vocation de l'organisation dans cette optique ?***

Je me suis donné pour mission d'amener la COI vers nos peuples. Nous voulons d'une COI qui soit plus proche encore des préoccupations et aspirations de nos populations et dont les actions fassent une différence dans leur quotidien. La priorité est de raffermir aussi la structure de gouvernance de l'organisation pour qu'elle puisse répondre efficacement aux attentes des pays membres et de nos partenaires. La priorité sera d'assurer une gouvernance revigorée avec l'accent sur la transparence, la redevabilité, la clarté des décisions stratégiques et opérationnelles majeures.

# Nos îles, notre identité : l'Indianocéanie

Les géographes nous ont oubliés.

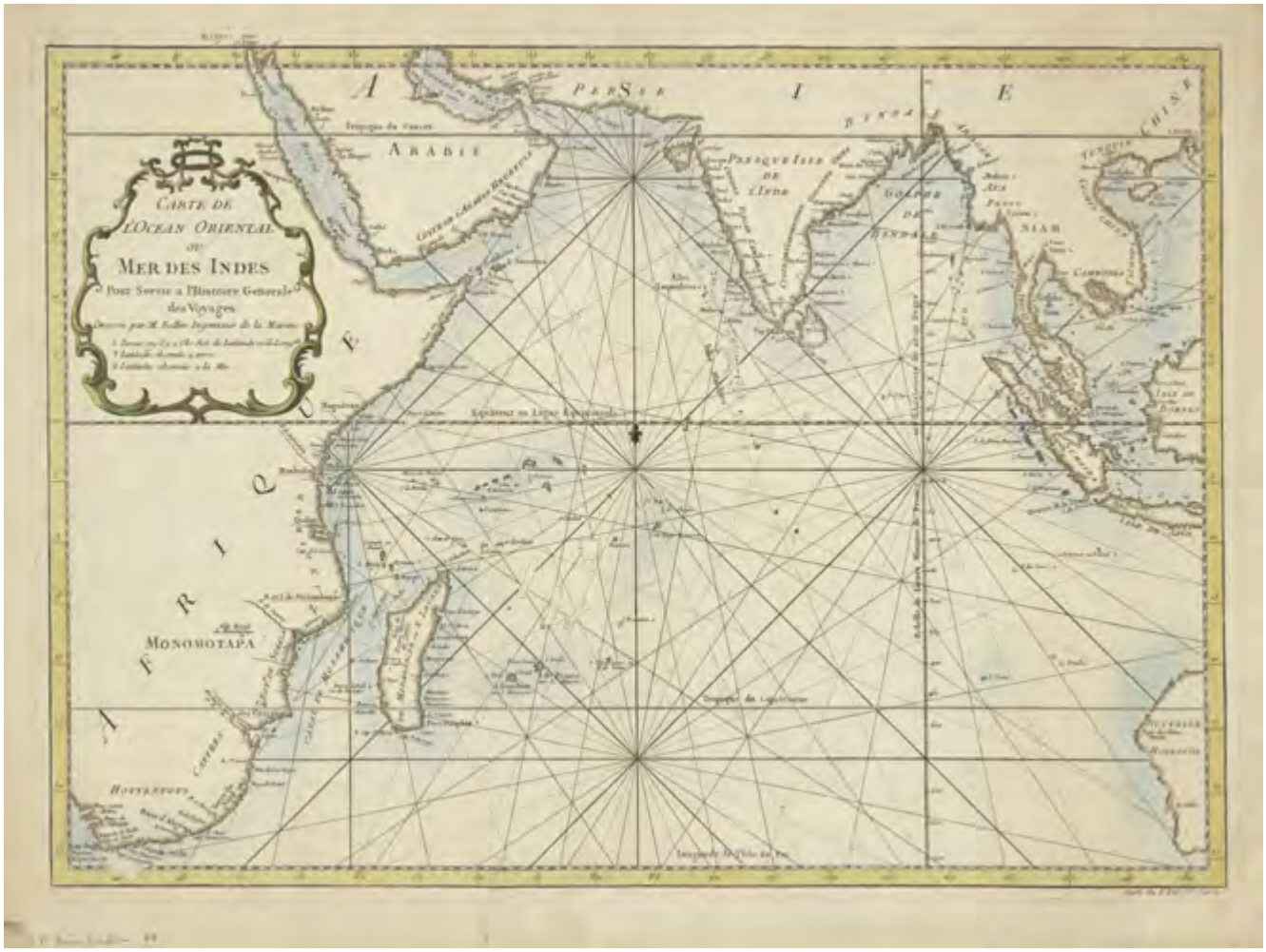
L'absence de toponyme pour désigner notre région des îles du Sud-Ouest de l'océan Indien est, en quelque sorte, l'expression d'une négation : nos îles jetées au large de l'Afrique orientale ne formeraient pas un tout cohérent à l'inverse des Caraïbes, de la Polynésie, de la Micronésie, de la Mélanésie ou encore de la Macaronésie.

Heureusement, il y a le poète.

L'écrivain mauricien Camille de Rauville évoque pour la première fois, dans les années soixante à Antananarivo, ce qu'il appelle « indianocéanisme », c'est-à-dire « *le climat, le métissage psychique commun aux divers pays et races mêlées qui composent le substrat des îles australes de l'océan Indien et qui se manifeste à travers le brassage de leurs ethnies, de leurs coutumes, de leurs pensées et croyances ainsi que de leur(s) littérature(s)* ». Pour lui, le Sud-Ouest de l'océan Indien présente « *des caractéristiques propres à ces terres reliées depuis un, deux ou trois siècles en un archipel où les diversités ne contrecarrent point les convergences* ».
La Commission de l'océan Indien a extirpé des mémoires cette pensée littéraire pour donner un nom aux îles du Sud-Ouest de l'océan Indien : l'Indianocéanie.
Ce mot dit ce que nous sommes : une communauté d'hommes et de femmes fièrement insulaires, reliés par la géographie et plus encore par l'histoire, par des généalogies entremêlées, des influences culturelles partagées et par un destin commun.
Oui, l'Indianocéanie a une identité qui lui est propre. Nous ne le savions peut-être pas assez pour oser le dire au monde. C'est pourquoi la COI, soucieuse d'insuffler une âme à la coopération régionale et de faire valoir la singularité et la proximité de ses pays membres, a organisé un premier colloque sur « l'Indianocéanie, socle et tremplin de notre devenir » en 2013.
Cette rencontre régionale a été le point de départ d'un fabuleux projet qui a fédéré directement une quinzaine de chercheurs de nos îles et une centaine de personnes sur le terrain. Il en est sorti un ouvrage, *Patrimoines partagés*, publié en février 2016 par la COI avec le concours de la Préfecture de La Réunion et du ministère français des Affaires étrangères. On y lit, autant qu'on y voit à travers de belles images, les traits communs en Indianocéanie qu'il s'agisse des similitudes architecturales, culinaires et musicales ou encore de l'imaginaire pétri des mêmes influences.
Cet ouvrage témoigne aussi du potentiel de développement que représente l'extraordinaire richesse humaine et naturelle de l'Indianocéanie, notamment grâce au tourisme.
Aujourd'hui, l'Indianocéanie est moins un concept qu'un nom approprié et utilisé par de plus en plus de personnes pour désigner notre région ou signifier leur appartenance à celle-ci.
La COI continuera de promouvoir ce mot porteur d'une aspiration légitime à exister. Ainsi apparaitra-t-il, peut-être, dans le dictionnaire... et sur les cartes des géographes.

**Oui, l'Indianocéanie a une identité qui lui est propre.**


© F.L. Athenas




*Carte de l'Océan Oriental ou Mer des Indes pour servir à l'Histoire Générale des Voyages*, Jacques-Nicolas Bellin, 1746

# Indianoceania: our islands, our identity

The geographers have forgotten us. The absence of a place-name for our region, in the southwestern Indian Ocean, is in many ways the expression of a denial: scattered off the coast of eastern Africa, our islands are not considered a coherent geographical entity, unlike the Caribbean, Polynesia, Micronesia, Melanesia or Macaronesia. Fortunately for us, a number of poets and writers have addressed this shortcoming.

The Mauritian writer Camille de Rauville first expressed the idea of "*indianoceanism*" in Antananarivo in the 1960s. By this, he meant "*the climate, the psychic miscegenation common to the countries and mixed races that are the bedrock of the islands of the southern Indian Ocean; and that is manifested through the intermingling of their ethnicities, their customs, their thoughts and beliefs, and their literature*".

For de Rauville, the southwest Indian Ocean presents "*characteristics peculiar to these lands, connected together as an archipelago for the past two or three centuries, whose differences in no way belie their similarities*".

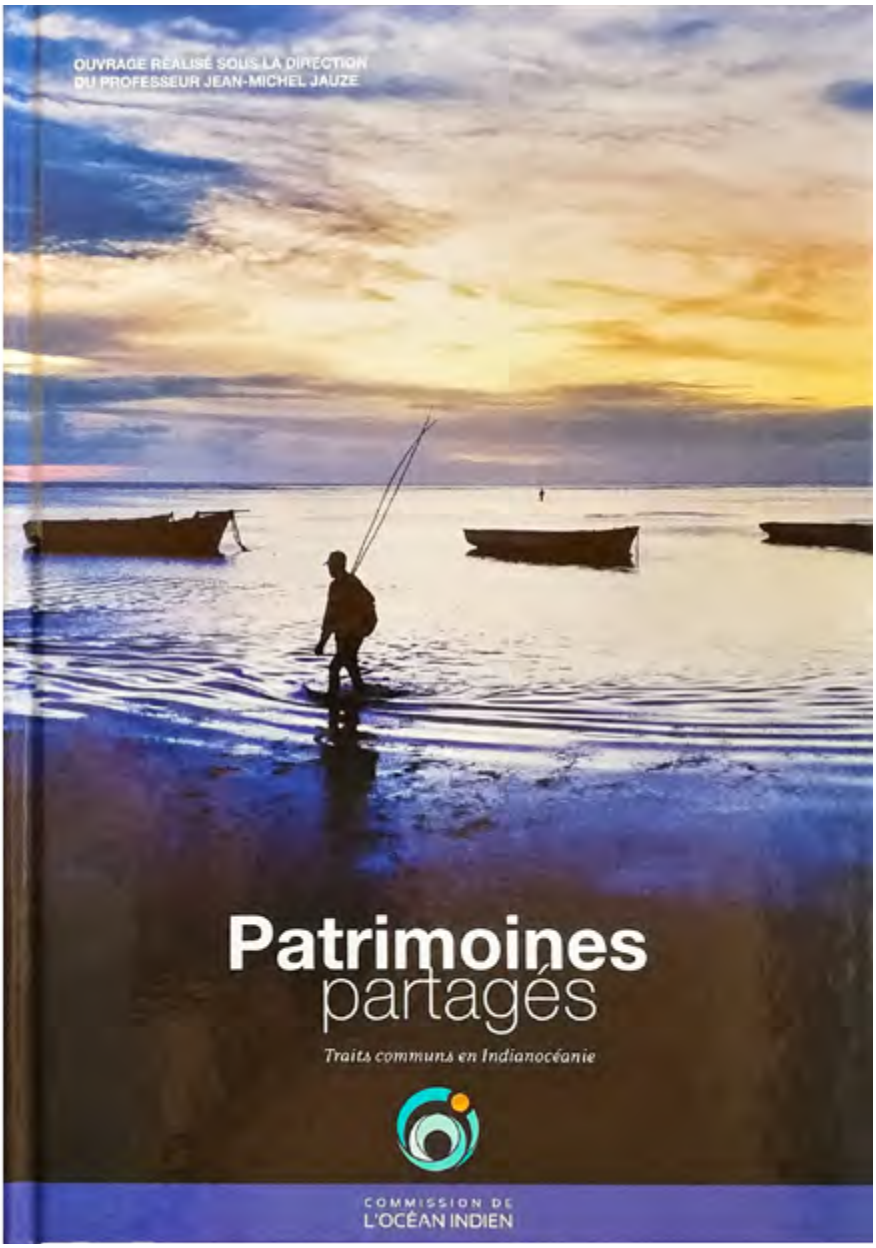
**The Mauritian writer Camille de Rauville first expressed the idea of "indianoceanism" in Antananarivo in the 1960s.**

# Yes, Indianoceania has its own unique identity.

The Indian Ocean Commission has built upon this literary concept to give our islands in the southwest Indian Ocean a collective name: Indianoceania. The term is a fitting description of who we are: a community of proudly insular men and women, connected by both geography and history, by intertwined genealogies, shared cultural influences and a shared destiny.

Yes, Indianoceania has its own unique identity. Perhaps we haven't been sufficiently aware of it before to tell the world. That is why the IOC organized its first conference on "Indianoceania, the foundation of and springboard for our future" in 2013. The aim was to promote regional cooperation and highlight member countries' unique attributes and commonalities.

The regional event marked the start of an incredible project that has brought together some fifteen researchers from our islands and a hundred people on the ground. It also resulted in a book, *Our Common Heritage*, published in February 2016 by the IOC with the assistance of the Prefecture of Reunion Island and the French Ministry of Foreign Affairs. It describes – and portrays through a number of beautiful illustrations – the characteristics that Indianocaeania has in common. These include architectural, culinary and musical similarities, and mindset molded by the same influences. The book also testifies to Indianoceania's extraordinary human and natural capital and its potential for development, particularly in the realm of tourism.




Today, Indianoceania is less a concept than an increasingly widely accepted term, used to designate our region or signify belonging to it. It is a term that the IOC will continue to advocate for, and which represents our region's legitimate desire for recognition. Perhaps, one day, it will appear in the dictionary... and on geographers' maps.




TIME PALACE
Maroquinerie - Bagagerie - Accessoires

Mall of Mauritius, Bagatelle • Tel: (+230) 468 8061

# L'île Maurice : S'évader, Se revitaliser, S'amuser, Découvrir.

Belle, accueillante, généreuse, surprenante, colorée, ensoleillée... et nous le souhaitons, inoubliable! Maurice est une destination moderne et polyvalente. Ce coin paradisiaque et chaleureux de l'océan Indien a énormément à offrir pour vous permettre de découvrir sa beauté et sa population amicale, sensible et tolérante.









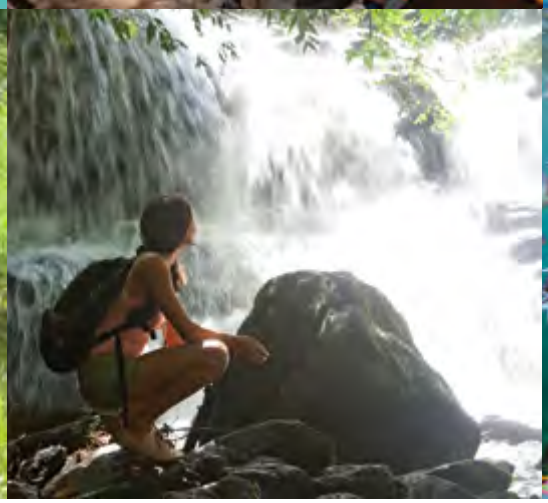
Partir, s'oublier, découvrir d'autres mondes... à travers la palette d'activités. L'île Maurice a énormément à offrir à ceux qui la visitent. La plongée sous-marine fait partie des incontournables de la destination. Grâce à ses généreux lagons, ses barrières de corail et ses vastes étendues maritimes, les amoureux de la mer peuvent ainsi découvrir un monde aux multiples richesses qu'il s'agisse des poissons colorés aux noms exotiques, des coraux aux formes surprenantes, ou encore des épaves qui nous font remonter au temps des pirates et des corsaires qui écumaient autrefois l'océan Indien. Les amateurs de randonnées trouveront aussi à Maurice plusieurs circuits possibles.
À l'intérieur de l'île, les sommets sont nombreux et offrent, en plus du plaisir de l'excursion, celui de magnifiques panoramas, passant des camaïeux de verts aux nuances de bleu des lagons. Quant au golf, il est lui aussi incontournable. Aujourd'hui, sur le million de visiteurs annuels, environ 60 000 sont des golfeurs ! Avec dix parcours 18 trous, trois parcours 9 trous parmi les plus beaux au monde et des conditions idéales, l'île Maurice peut en effet offrir aux joueurs autant d'expériences uniques. ULM, hydravion et hélicoptère feront enfin le bonheur de ceux qui rêvent de prendre les airs.

Qui dit l'île Maurice dit aussi la nature dans toute sa splendeur. Les plages font partie des plus beaux joyaux de l'île et vous ne manquerez pas de profiter de ses eaux turquoises dont le lagon compte parmi les plus beaux du monde.
Dans les terres, l'île Maurice offre aussi de belles découvertes et une végétation luxuriante. Combinant Macchabée, Bel Ombre et les réserves naturelles de Combo, le Parc National des Gorges de la Rivière Noire a été pensé et ouvert pour préserver la dernière forêt naturelle de l'île. Là, on trouve le fameux ébénier, qui fournissait le bois le plus dur au monde pour la construction des navires de guerre. Le parc est aussi le point de départ de nombreux sentiers de randonnée allant de l'excursion d'une journée entière à quelques visites plus courtes, comme sur le pic de la Rivière Noire, plus haut sommet de l'île avec 828 mètres d'altitude. Autre site d'interêt, le célèbre Jardin de Pamplemousses, 37 hectares aménagés au 18ème siècle par le botaniste Pierre Poivre et qui abrite de nombreuses espèces originaires des quatre coins du monde, comme le baobab, les nénuphars géants et plus de 95 espèces de palmiers originaires du monde entier.
Avec autant d'atouts, l'île Maurice vous offre un florilège de raisons de la placer au sommet de vos voyages de rêve.








Mauritius

www.tourism-mauritius.mu

# La COI engagée pour la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD)

C'est à New York, au siège des Nations unies, que 193 pays ont adopté un nouvel agenda mondial pour le développement durable le 25 septembre 2015. L'objectif est d'éradiquer la pauvreté, de protéger la planète et de garantir la prospérité pour tous.

Cet agenda que les pays du monde se sont engagés à mettre en œuvre jusqu'en 2030 s'articule autour de 17 Objectifs de développement durable (les ODD). Pour qu'ils soient atteints, chacun doit faire sa part : les gouvernements, le secteur privé, la société civile, les citoyens et, bien entendu, les organisations régionales.

La COI est donc naturellement engagée dans la réalisation des ODD. Son champ d'intervention lui permet de répondre aux problématiques de chacun de ces objectifs en se focalisant sur les besoins spécifiques de ses Etats membres insulaires.












**Consultez le rapport annuel 2016 :**
http://bit.ly/COIra2016

**Read the 2016 annual report:**
http://bit.ly/IOCar2016

# The IOC is commited to achieving the Sustainable Development Goals (SDGs)

On the 25th of September 2015, at the UN headquarters in New York, 193 countries adopted a new global agenda for sustainable development. Its goal is to eradicate poverty, protect the planet and ensure prosperity for everyone.

This agenda, that countries around the world have committed to implementing until 2030, revolves around 17 Sustainable Development Goals (SDGs). For these goals to be reached, everyone must play a part: governments, the private sector, civil society, citizens and, of course, regional organizations such as the IOC.

The IOC is therefore naturally engaged in the achievement of SDGs. Its field of intervention enables it to respond to the problems of each of these objectives by focusing on the specific needs of its island Member States.


















# La COI renforce son rôle politique



Mission d'observation des élections aux Seychelles

**Une diplomatie parlementaire redynamisée**

L'année 2016 a été marquée par la relance de l'Association des parlementaires des pays membres de la COI (AP-COI) à laquelle ont activement pris part une vingtaine d'élus de l'Indianocéanie. Pour Maya Hanoomanjee, présidente de l'Assemblée nationale de Maurice, « *la diplomatie parlementaire, à travers l'AP-COI, est appelée à jouer un rôle croissant pour le renforcement des institutions démocratiques, la stabilité politique, la bonne gouvernance et, in fine, pour le développement de nos pays* ».

Quelques mois après l'adoption de la Charte de l'AP-COI au mois de mai 2016 à Maurice, le Comité exécutif de l'Association a tenu sa première réunion en septembre 2016 aux Seychelles, en partenariat avec le Secrétariat général de la COI et avec le soutien de l'UE. Cette rencontre a permis au Comité exécutif d'initier une réflexion approfondie sur le plan d'action de l'AP-COI pour 2017, notamment dans les domaines de la paix et la stabilité régionale, de la promotion des intérêts des PEID, du partenariat ACP-UE post-Cotonou ou encore de la sécurité sanitaire et alimentaire régionale.

Les membres du Comité exécutif de l'AP-COI ont aussi effectué leur première activité sur le terrain avec une mission d'observation des élections législatives aux Seychelles.

**Observation des élections en Union des Comores**

A la demande du gouvernement comorien, la COI a envoyé une mission d'observateurs aux deux tours du scrutin présidentiel qui se sont tenus respectivement le 21 février et le 10 avril 2016 ainsi qu'au 3ème tour (partiel) tenu sur l'île d'Anjouan uniquement le 11 mai 2016.

Les observateurs de la COI s'étaient déployés dans plusieurs bureaux de vote de Ngazidja lors du premier tour et dans ceux de la même île et d'Anjouan lors du second.

La mission s'était félicitée des bonnes conditions générales dans lesquelles s'étaient déroulées les élections, ce qui a contribué à l'enracinement de la culture démocratique en Union des Comores.

**Une attractivité grandissante**

L'attractivité de la COI ne fait aucun doute. Après la République populaire de Chine, premier Etat à obtenir le statut d'observateur auprès de la COI en 2015, ce sont l'Ordre de Malte, l'Organisation internationale de la Francophonie et l'Union européenne qui accèdent au même statut en 2017.

Après l'octroi du statut d'observateur à l'Ordre de Malte, Hamada Madi, Secrétaire général de la COI, et Dominique de la Rochefoucault-Montbel, Grand Hospitalier de l'Ordre, ont signé un accord de partenariat à Rome le 4 juillet 2017. La COI et l'Ordre de Malte collaboreront dans les domaines de la santé publique, de la prévention et la gestion des crises humanitaires notamment suite aux catastrophes naturelles.

Preuve de son engagement constant auprès de la COI, la République populaire de Chine a effectué un nouveau don en faveur du Secrétariat général fin octobre 2017. Sun Gongyi, ambassadeur de Chine à Maurice, a également indiqué la volonté de Pékin de travailler avec la COI sur des projets concrets.


Signature de l'Accord de coopération COI - Ordre de Malte © OdM


Signature d'un nouvel accord de don de la Chine à la COI



Premium
Partners
Communication

# Creative Impressions for Strong Imprints.

Premium Partners Communication Ile Maurice, œuvre chaque jour passionnément aux côtés d'un nombre sans cesse croissant de structures et de collectivités locales, et à l'International qui nous accordent et nous renouvellent régulièrement leur confiance en nous choisissant comme partenaire privilégié de leur communication.

**Office :** 606 2132 **Mob :** 5252 2600 / 5256 2600
**Email :** contact.ppcltd@gmail.com
**Adresse :** RNS Complex, Lotus Apt, Ave Xavier Nalletamby, Phoenix.

# L'HÔTEL VOILÀ : le smart choice

## *THE VOILÀ HOTEL : The smart choice*

Situé à proximité immédiate des principaux axes routiers et des points stratégique de l'île, l'hôtel Voilà est un établissement 2.0 spécialement pensé et dédié aux hommes d'affaires. Quant hôtel rime vraiment avec business...

*Located in the close vicinity of the main highways and strategic points of the island, the Voilà hotel is an establishment 2.0 specially designed and dedicated to businessmen. When hotel really keep pace with business ...*







**INTER : UNE EXPÉRIENCE 2.0**

L'expérience l'hôtel Voilà commence, en fait, bien avant votre arrivée... puisqu'il est possible de confirmer en ligne via son ordinateur et/ou son téléphone portable sa réservation.

Dès l'entrée, le lobby plante le décor. Savant mélange de sobriété et de luminosité - avec des matériaux et du mobilier contemporains - l'hôtel affiche son créneau : efficience et rapidité. D'ailleurs le check in (et le check out) se font sur une tablette tactile !

Détail intéressant, l'horaire d'enregistrement à l'arrivée devient l'horaire de départ. De fait, le client qui réserve et paye pour 24 heures passe VRAIMENT 24 heures dans l'établissement ! Pour cela, les détails de vol sont nécessaires pour profiter de cet avantage tarifaire... D'ailleurs, le Voilà Bagatelle est le premier hôtel de Maurice à offrir ce service check-in et check-out sans contrainte. En outre, il arrive souvent que des négociations commerciales prennent plus de temps que prévu - il est difficile d'anticiper ce genre de situation – pour éviter tout stress inutile, il est possible de prolonger son séjour de 6 h et 12 h via la réservation en ligne (différentes conditions peuvent s'appliquer à certains types de réservations).

***INTER: A 2.0 EXPERIENCE***

*The experience of Voilà hotel begins, in fact, a long time prior to your arrival... since it is possible to confirm your booking online via your computer and / or mobile phone.*

*Upon entry, the lobby sets the scene. A clever blend of sobriety and brightness - with contemporary materials and furniture - the hotel displays its market niche: efficiency and rapidity. Indeed the check in (and check out) are done on a touch pad!*

*Interesting detail, the check in time upon arrival becomes the check out time upon departure. Therefore, the customer who reserves and pays for 24 hours REALLY spends 24 hours in the establishment!*

*The flight details are for that purpose, necessary to enjoy this tariff advantage... Moreover, the Voilà Bagatelle is the first hotel of Mauritius to offer this check in and check out service without constraint. Furthermore, it often happens that commercial negotiations set more time than planned - it is difficult to anticipate this kind of situation - to avoid any useless stress, it is possible to extend his/her stay of 6hr and 12hr via the on-line reservation (various conditions may apply to certain types of reservations).*




Central. Comfortable. Connected. Corporate
Completely hassle free!

a Rogers enterprise

Voilà HOTEL
BAGATELLE
MALL OF MAURITIUS








**INTER : LES CHAMBRES :**
**UN ESPACE DE TRAVAIL ET DE DÉTENTE**
Aujourd'hui, on parle de leisure hôtel, néologisme fruit de la contraction de business et de leisure (loisir). Ainsi l'hôtel Voilà propose, dans ses quatre étages, 118 chambres. Confortables, spacieuses, bien équipées et insonorisées.

**INTER : DES SALLES DE TRAVAIL QUI ALLIENT STYLE ET FONCTIONNALITE**
L'hôtel Voilà est le lieu idéal pour organiser conférences, réunions et autres évènements.L'établissement est doté de six salles, dont un Boardroom. Très branchées, elles sont idéales pour des réunions d'affaires, des conférences ou des formations. Toutes ces salles sont dotées de tous les aménagements et équipements indispensables.
Situé au 2ème étage de l'hôtel, le Boardroom, qui fait 30m², peut accueillir jusqu'à 12 personnes dans sa configuration salle de réunion
Quant à la salle Incubator, sa forme de U permet de créer et d'innover dans un lieu decontracté. Cette salle de réunion de 25 m² peut accueillir, avec des canapés ergonomiques confortables, 14 personnes.
La salle Accelerator de 45 m² est, elle aussi, conçue pour discuter et débattre.
Enfin, la salle Educator est comme son nom l'indique réservée pour informer, éduquer, résauter et promouvoir. Entièrement modulable, elle peut accueillir jusqu'à 100 personnes.

***INTER: ROOMS:***
***A WORKSPACE AND A RELAXATION AREA***
*Nowadays, we speak of bleisure hotel, neologism fruit of the contraction of business and leisure. Thus the Voilà hotel proposes, on its four floors, 118 rooms. Comfortable, spacious, properly equipped and soundproofed.*

***INTER: WORKING ROOMS THAT COMBINE STYLE AND FUNCTIONALITY***
*Voilà hotel is the ideal place to hold conferences, meetings and other events.*
*The establishment is equipped with six rooms, including a Boardroom. Very trendy, they are ideal for business meetings, conferences or trainings.*
*All these rooms are equipped with all the amenities and essential equipments.*
*Located on the 2nd floor of the hotel, the Boardroom, of 30m², can accommodate up to 12 people in its meeting room configuration.*
*As for the Incubator Room, its U-shape is about creating and innovating in a casual place. This 25m² meeting room can accommodate 14 people.*
*The Accelerator Room of 45m² is also designed for discussion and debate.*
*Finally, the Educator Room is as its name indicates reserved to inform, educate, network and promote. Fully modular, it can accommodate up to 100 people.*





BlueSky

AMERICAN EXPRESS GLOBAL BUSINESS TRAVEL




## Contact us on:

Tel: (230) 403 19 19

Email: bluesky@rogers-aviation.com

Website: www.blueskybusiness.travel

BS Travel Management Ltd. BRN no C06022393. 2, Gardens of Bagatelle, Bagatelle Business Park, Mauritius.

BS Travel Management Ltd is an independently owned and operated entity which is a licensee of American Express Global Business Travel ("GBT"). GBT is a joint venture that is not wholly-owned by American Express Company or any of its subsidiaries ("American Express"). "American Express Global Business Travel", "American Express" and the American Express logo are trademarks of American Express, and are used under limited license.

# HÔTEL ***
# Restaurant gourmand
# Coco Lodge Majunga

Un hôtel*** de charme, écrin de calme et de verdure au cœur de la ville, entre la gendarmerie et le tribunal d'instance, en face du Bar Concert Taxi Be, à 200 mètres à pied du bord de mer.

Nos 16 chambres, la suite et notre appartement disposent de tout le confort nécessaire pour un séjour agréable à Mahajanga. Elles sont équipées de la meilleure literie avec VITAFOAM. Équipements standards pour toutes nos chambres : TV LED 32", 11 chaînes satellite avec Canal+ et 5 chaines locales, mini bar, bureau, coffre, climatisation, moustiquaire et/ou anti moustique, dressing, salle de bains avec douche (colonne de douche) et WC.
La piscine, entièrement rénovée en Février 2017, est l'endroit idéal pour un agréable moment de détente.
Le bar, situé au bord de la piscine, vous permettra d'apprécier un cocktail.
L'hôtel*** est équipé d'un accès internet WIFI haut débit permanent (Fibre TELMA), à la disposition gratuite de notre clientèle hôtel et bar/restaurant.

L'Hôtel*** dispose de deux salles de réunion climatisées pouvant accueillir jusqu'à 90 personnes. Les salles sont équipées à la demande de vidéo projecteur, écran géant, sono et micros, ordinateur portable, des prises multiples ; nous pouvons les disposer selon votre demande : en U, théâtre, rectangle, écolière, …
Nous mettons à votre disposition la salle, donnant sur la piscine tout en étant parfaitement isolée, ainsi que notre personnel qualifié pour servir nourriture et boissons lors des pauses pendant vos journées de travail.
Organiser un séminaire d'entreprise, c'est faire face à une multitude de possibilités qui se doivent d'être maitrisées.

Depuis plus de 2 ans, nous organisons pour nos clients et prospects, petites entreprises, grands groupes internationaux, leur projet évènementiel qu'il soit public ou privé.
Avec une possibilité de recevoir des conférences ou atelier en parallèle, déjeuner ou dîner conférence, fiançailles, mariage, anniversaire, pause-café et cocktail très variés, buffet, …

Notre service RESTAURATION apportera une touche gourmande pour tous les goûts (cuisine française, malagasy, libanaise) grâce au Chef Noël et son Équipe. Notre Équipe en salle est parfaitement rodée pour assurer un service rapide. Des différentes entreprises, agences de voyage, organisations et projet tels que PAGE/GIZ, USAID, UNFPA, BIT, … sont en collaboration avec Coco Lodge.
En plus de ces 2 salles de conférence, L'Hôtel*** Coco Lodge peut mettre à votre disposition un appartement de 190 mètres carrés pour des réunions privées. Notre volonté est de vous apporter LA solution qui VOUS conviendra.
L'Hôtel*** Coco Lodge possède la Licence C d'organisateurs de voyages et de location avec chauffeur-guides et dispose de trois 4x4 pour tous vos déplacements et/ou transferts. Nos chauffeurs guides parlent parfaitement le français et peuvent vous faire découvrir la magnifique région Boeny à la frontière de la région de Sofia au nord-est, de la Betsiboka au sud et de Melaky à l'ouest.

## Pêche au gros

Pour tous les passionnés de l'hameçon, partez en mer pour une pêche sportive ! À vous les plus gros poissons tels que les thons, les dorades, les marlins ou encore les espadons. Réservez votre sortie de pêche sportive en mer.



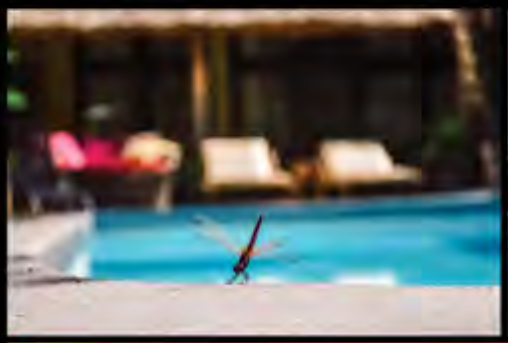


Le Coco Lodge ★★★

# HOTEL COCOLODGE

*au coeur de la ville de Majunga*

Restaurant - Bar - Piscine - Suite . Chambres Climatisées . T.V Satellite . Salles de Réunion . Parking








Tél : + 261 (0) 20 62 230 23 / + 261 (0) 34 07 011 11

49, Avenue de France - Majunga * Email : cocolodge@moov.mg * www.facebook.com/CocoLodge Majunga

www.cocolodgemajunga-madagascar.com

VISA MasterCard WiFi

# Pour la souveraineté alimentaire de l'Indianocéanie

Les chiffres sont édifiants : près de 80% des besoins alimentaires des pays membres de la COI sont couverts par les importations. A cette coûteuse dépendance s'ajoutent des enjeux de malnutrition (sous-nutrition ou surnutrition d'une île à l'autre). Et pourtant, les îles de l'Indianocéanie ont la capacité de produire davantage de denrées alimentaires, à des coûts abordables et répondant aux besoins nutritionnels des populations. C'est dans ce sens que la COI s'est engagée à aider ses pays membres à recouvrer leur souveraineté alimentaire.

Tablant pour une large part sur le potentiel de Madagascar, considéré comme le « grenier de l'Indian-océanie », la COI a développé, avec le soutien de la FAO, un Programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PRESAN) qui vise l'augmentation de la productivité, de la production et du commerce inter-îles des produits agricoles d'intérêts régional, ainsi que la sécurité alimentaire dans l'Indianocéanie. Le PRESAN prend également en compte les problématiques de développement durable et de sécurité alimentaire et nutritionnelle des Petits Etats insulaires en développement (PEID) de l'Indianocéanie.

Il reste toutefois à mobiliser les partenaires financiers pour mettre en œuvre le PRESAN. Le maître-mot : la coordination des actions. En effet, de nombreux acteurs internationaux interviennent ou ambitionnent d'intervenir dans le domaine de la sécurité alimentaire à Madagascar. Le PRESAN offre un cadre de coordination et de synergies en vue d'améliorer concrètement la sécurité alimentaire régionale en intervenant dans l'agriculture, le transport, le stockage, les normes phytosanitaires, etc.

Pour l'heure, l'Union européenne (UE) a indiqué son accord pour le financement d'un autre projet de sécurité alimentaire pour un montant de 17 millions € du 11ème FED.



## Towards food sovereignty in Indianoceania

The figures are staggering: almost 80% of IOC member countries' food is imported. This costly dependence is compounded by the risk of malnutrition. Yet the Indianoceanic islands are technically able to produce more food at affordable prices and meet their populations' nutritional needs. It is towards this goal that the IOC has committed its efforts, in the ultimate aim of helping member countries regain their food sovereignty.

Predicated in large part on the productive potential of Madagascar, considered the "breadbasket of Indianoceania", the IOC has developed a Regional Program for Food and Nutritional Safety (PRESAN) with the support of the Food and Agriculture Organization (FAO). PRESAN aims to boost productivity, production and trade of agricultural products of regional interest between member states, and ultimately increase food security in Indianoceania. PRESAN also takes into account specific issues relating to the sustainable development and food and nutritional security of the Small Island Developing States (SIDS).

Yet coordinating and mobilizing financial partners remains of paramount importance in order to implement PRESAN. The key is project coordination. Indeed, many international organizations already intervene or would like to intervene in the field of food security in Madagascar. PRESAN provides a framework to coordinate these efforts. It aims to materially improve regional food security by helping the Big Island live up to its food producing potential. It seeks to intervene in the areas of agriculture, transport, storage, phytosanitary standards, etc.

So far, the European Union has agreed to finance a €17 million food security project via the 11th European Development Fund (EDF).

# La rizipisciculture : levier de développement pour l'agriculture familiale à Madagascar

Le potentiel agro-alimentaire de Madagascar n'est plus à prouver. D'ailleurs, l'agriculture y occupe près de 77% des actifs. Pourtant, la malnutrition persiste dans le pays à tel point qu'elle coûterait jusqu'à 14,5% par an au produit national brut, selon les chiffres de l'étude « *Le coût de la faim* » de l'Union africaine et du NEPAD réalisée avec le concours des Nations unies.

Face à ce constat, un projet a été lancé en 2014 par le programme SmartFish, financé par l'UE, visant à accélérer la diffusion de l'aquaculture de carpes dans les nombreuses rizières des hauts plateaux de Madagascar (rizipisciculture) dans les régions de la Haute Matsiatra, du Vakinankaratra et de l'Itasy. En 2016, SmartFish, mis en œuvre conjointement avec la FAO, a lancé une nouvelle phase plus ambitieuse en partenariat avec des écoles dans la région de l'Amoron'i Mania dont les résultats sont explicités ci-dessous. En effet, Il était essentiel d'aborder la problématique « nutrition » en même temps que la promotion de la technique de production pour espérer un impact significatif. Pour la production comme pour la bonne nutrition, l'école s'est révélée être un excellent vecteur de communication et de progrès.



**10810**
**COLLÉGIENS SENSIBILISÉS ET FORMÉS**
aux bénéfices de la rizipisciculture



**229**
ENSEIGNANTS DU SECTEUR PUBLIC
formés à l'enseignement de la rizipisciculture dont 60 qui prendront le relai de l'assistance technique pour la pérennisation de l'action




**1 VIDÉO PÉDAGOGIQUE**
produite et
**1 BANDE DESSINÉE**
améliorée et facilement reproductibles, entres autres outils pédagogiques qui ont été affinés et complétés afin de mieux s'adapter au double objectif de qualité et de facilité de **reproduction à faible coût**



**65**
ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES
pourvus de rizières de démonstration



# Plus d'investissements pour la gestion des risques de catastrophes

## Increase investment in disaster risk management

Natural disasters have caused over a total of $17.2 billion in agricultural and economic damage to the Union of the Comoros, Madagascar, Mauritius, the Seychelles and Zanzibar since 1980.

Through its ISLANDS project funded by the EU, the IOC is committed to taking action on the issue. The aim is to promote regional integration and cooperation to reduce the financial impact of potential climatic disasters, and thereby to improve the resilience of insular states.

The ISLANDS project has now implemented the ISLANDS Financial Protection Programme (IFPP). This innovative regional program brings together the Comoros, Madagascar, Mauritius, the Seychelles and Zanzibar (Tanzania) on a series of measures to reduce the financial impact of natural disasters. The IFPP was carefully developed with the support and collaboration of the United Nations Office for Disaster Risk Reduction (UNISDR) and the World Bank.

The program managed to provide a technical foundation on which to implement efficient natural disaster risk-reduction policies. However, much remains to be done to consolidate the program and create fully operational tools. The decision to increase public investment remains in the hands of the governments concerned.

Les catastrophes naturelles ont causé plus de 17,2 milliards $ de dommages agricoles et économiques à l'Union des Comores, à Madagascar, à Maurice, aux Seychelles et à Zanzibar collectivement depuis 1980.

Dans le cadre de son projet ISLANDS, financé par l'UE, la COI s'est engagée dans des actions visant à promouvoir l'intégration et la coopération régionales afin de réduire l'impact financier des risques de catastrophes et climatiques et de renforcer en conséquence la résilience des États insulaires.

Le projet ISLANDS a mis en place un programme régional innovant, le Programme de protection financière des îles (IFPP), qui fédère les Comores, Madagascar, Maurice, les Seychelles et Zanzibar (Tanzanie) dans une démarche collective d'atténuation des conséquences financières des catastrophes naturelles. L'IFPP a été soigneusement conçu avec le soutien et la collaboration de l'UNISDR et de la Banque mondiale.

Le programme a réussi à fournir la base technique pour l'établissement de politiques plus efficaces de réduction des risques de catastrophe. Cependant, il reste beaucoup à faire pour consolider cette base et rendre les outils pleinement opérationnels. La décision d'accroître les investissements en matière de politiques publiques demeure entre les mains des gouvernements.

# « Notre école forme les cadres de l'hôtellerie et du tourisme aux problématiques de demain »






Après avoir fait ses preuves à Maurice, Renaud Azéma, le directeur général de Vatel Maurice, est la cheville ouvrière du développement de la première école hôtelière européenne dans l'océan Indien et en Afrique. Dans cet entretien, il nous dévoile les points clés de sa stratégie...

**Pourquoi avoir implanté Vatel à Maurice ?**
C'est en 2007 que l'État mauricien nous a sollicité pour ouvrir une école Vatel. Après avoir analysé les besoins, notre conclusion a été favorable. Pour Port-Louis, il s'agissait de créer une synergie avec l'École hôtelière (qui forme les techniciens) pour former ses propres managers. Car s'il y a de plus en plus de Mauriciens à des postes de Top Management - il y a de réels talents ici - ils ne sont pas encore assez nombreux.

**Beaucoup de groupes hôteliers mauriciens ont leur propre centre de formation interne alors qu'il y a deux écoles. Est-ce cohérent ?**
Depuis que je suis à Maurice, j'ai toujours connu des centres de formation intégrés aux groupes hôteliers. Ils ont suppléé l'offre de formation déficiente en quantité et en qualité. La formation interne fut, est et restera nécessaire, ne serait-ce que pour renforcer leurs standards ou diffuser leur culture de groupe. Encore aujourd'hui, l'offre de formation n'est toujours pas adaptée aux besoins de l'industrie. Il y a inadéquation entre l'offre et la demande. Mais surtout il manque un soutien plus important de l'État pour notre secteur.

**Vous avez travaillé au CENTHOR (lycée professionnel hôtelier) à La Réunion et participé à la création de l'École hôtelière à Maurice. Quels sont les besoins spécifiques de chacune de ces îles ?**
Les besoins sont variés et différents sur les deux îles. Mais leurs difficultés sont identiques : peu d'engouement pour nos métiers, pas assez de conversion d'étudiants en personnel opérationnel, un manque de ressources qualifiées et une non valorisation de notre secteur auprès des publics jeunes ou en recherche de reconversion.
Or les besoins dans tous nos métiers sont criants et la croissance de la capacité d'accueil à Maurice et à




La Réunion renforce cette difficulté. Mais elle n'est pas bien appréhendée : des organismes de formation et des institutions se concentrent sur la résolution des problèmes... d'hier !
Il y a un manque de vision et d'anticipation ! Nous devons être plus attentifs aux exigences de l'industrie de demain sinon nous risquons d'être encore plus en déphasage dans quelques années !

**Vatel est aujourd'hui présent à Maurice, Madagascar et La Réunion. Maurice ne va-t-il pas pâtir de ces ouvertures, les étudiants malgaches et réunionnais auront tendance à rester dans leur territoire ?**
Nous avons implanté Vatel à Madagascar et à La Réunion pour leur former leurs propres ressources. Mais loin de réduire le nombre d'étudiants à Maurice, ces implantations contribuent à l'augmenter : nous y avons certes un peu moins de Malgaches et de Réunionnais mais pour un de perdu ici, nous en avons 10 ou 15 là-bas !
Maurice gardera son attractivité et continuera à jouer un rôle moteur. Sur Maurice nous enregistrons environs 40% d'étudiants internationaux. Cette proportion pourrait augmenter au fur et a mesure que nous prenons pied en Afrique car dans chaque pays qui découvre le programme Vatel, il y a des étudiants qui préfèrent quitter leur pays pour faire leurs études. Ceci est vrai pour l'Afrique du Sud, le Zimbabwe, le Kenya et la Tanzanie, comme pour la Réunion, Madagascar et Maurice.

**Depuis votre ouverture à Maurice, combien d'étudiants avez-vous déjà accueilli ?**
**À Madagascar ? Et à La Réunion ?**
Depuis mars 2009, nous avons accueillis 795 étudiants à Maurice, 122 à Madagascar et 18 à La Réunion qui vient de faire sa première rentrée.

**Vous effectuez deux rentrées à Maurice. Pourquoi ?**
C'est lié à la particularité des secteurs éducatifs présents sur l'île. En avril, nous visons les étudiants du système anglophone et en octobre ceux du système francophone. Et cela marche très bien. Nous faisons le plein depuis trois ans avec 96 nouveaux étudiants en première année. Nous ne pouvons, ni ne voulons faire plus !

**Pouvez-vous brièvement présenter le cursus de votre Bachelor (Bac +3) et de votre Master (Bac +5) ?**
**Quel est le coût des formations?**
Le cursus de notre Bachelor (Bac +3) s'étale sur trois ans. La première année, l'étudiant découvre le marketing, les ressources humaines, la gestion, la culture professionnelle et s'aguerrit, au sein de l'école, à la restauration, aux techniques de production culinaire, aux contraintes du banqueting (service des banquets)… Il conclut son année scolaire par un stage. En deuxième année, l'étudiant prend contact avec le management dans la pratique. Il prend de l'assurance et réalise son stage à l'international. Il peut participer au programme « Marco Polo » pour découvrir un nouveau pays, une nouvelle culture et maitriser une langue supplémentaire tout en poursuivant ses études.
En troisième année, l'étudiant est alors mis en situation de manager des équipes. Il développe ses capacités d'analyse, fait appel à toutes les connaissances qu'il a acquises, conçoit des stratégies et prend ses premières décisions.
Quant à notre MBA (Bac +5), il s'étale sur deux ans. L'étudiant acquiert peu à peu les méthodes d'analyse et de décision de la pratique du management pendant sa première année. Il fait ses armes en application pratique au sein de

l'industrie et peut se confronter aux réalités de l'entreprise. Les stages lui permettent d'appliquer un savoir-être et un savoir-faire, de développer des aptitudes à travailler en équipe et d'expérimenter l'environnement auquel il se destine. Cela constitue surtout une solide expérience avant même d'entrer dans la vie active ! Sélectionnés par Vatel, nos stages ont lieu dans des établissements 3 à 5 étoiles. En dernière année, l'étudiant passe en revue les grandes règles stratégiques pour ensuite les appliquer au management de l'hôtellerie.
Le coût des formations est comme suit :

**Bachelor's Degree in International Hotel Management**
**MBA in International Hotel Management**

| | |
|---|---|
| **Tarif (résident)** | Rs 192 000 / année (4 800 euros) |
| | Rs 198 000 / année (4 950 euros) |
| **Frais d'admission** | Rs 4 000 (100 euros) |
| | Rs 4 000 (100 euros) |
| **Tarif (non-résident)** | 7 250 USD / année (6 222 euros) |
| | 7 600 USD / année (6 522 euros) |
| **Frais d'admission** | 400 USD (343 euros) |
| | 400 USD (343 euros) |

Tarifs sujet à modifications

Chaque année, nous offrons, aux meilleures élèves de chaque promotion, une bourse équivalente à 50 % des frais de scolarité. Ils n'auront donc uniquement qu'à régler les 50 % restant pour leur deuxième année.

**Votre école remet non pas des diplômes mais des titres, cela ne pose-t-il des problèmes au niveau des embauches ?**
Cela ne pose absolument aucun problème. En fait, tous les organismes de formation tertiaire français, qui ne dépendent pas de l'Éducation nationale et qui proposent des Bachelors, délivrent des titres. Ce n'est pas une spécificité de Vatel. Dans le système français, le secteur public délivre des « diplômes ». Un Bachelor est l'équivalent de la licence, un Bac +3. Et aujourd'hui même les universités se mettent à délivrer des Bachelor et des MBA. C'est plus tendance et sûrement plus vendeur…

**Est-il possible d'intégrer vos cursus via la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) ?**
Notre Bachelor et notre MBA sont effectivement accessibles via ce programme. Nous appliquons la démarche depuis le siège et les dossiers sont soumis à la direction académique du groupe.
C'est possible dans toutes les écoles qui doivent simplement respecter les exigences du dispositif. Mais nous sommes très prudents dans la mise en place de ce dispositif car nous ne souhaitons pas galvauder la qualité et la reconnaissance du titre.

**L'école de Maurice est la seule du réseau Vatel qui propose un MBA spécialisé en « Resorts ». Pourquoi ce choix ?**
Le choix de proposer des spécialisations dans certaines de nos écoles à coïncider avec le lancement de la 4e année d'étude - première année du Master - à Maurice.
Dès le lancement de Vatel, j'ai voulu coller au plus près aux préoccupations des entreprises locales.
C'était pertinent nous nous spécialisions, à Maurice, dans la gestion des Resorts en y intégrant des éléments comme le Spa Management, le Golf Management, le Casino Management et un module de découverte de ce qu'est un Resort au sens large. Ces établissements ne se gèrent pas comme des Business hotels et nos étudiants devraient pouvoir s'inscrire de façon pertinente sur le marché du travail. Cette spécialisation, et ce qu'elle implique en termes de recherche et de stage opérationnel, confère de fait à nos étudiants un avantage décisif !



La demande pour cette spécialisation est d'autant plus forte que le tourisme international se développe beaucoup à travers les Resorts de tous types. Nous recevons des demandes d'autres écoles Vatel pour intégrer, directement en 5e année, des étudiants. Cela aussi renforce la proportion de nos étudiants internationaux qui en Master est de 60 %.

**Proposez-vous des cours de civilisation chinoise et de mandarin à vos élèves car c'est une clientèle stratégique ?**
Depuis l'ouverture de Vatel Maurice, nous proposons des cours de russe et d'espagnol. Et depuis quatre ans, le mandarin. Cette année, nous avons même une enseignante à plein temps. Cela nous permet d'augmenter les volumes horaires et de soutenir nos partenaires recevant de la clientèle chinoise.
Nous incitons aussi nos étudiants à faire leur stage de 2e ou de 3e année en Chine. Plusieurs dizaines ont déjà fait ce choix. Et aujourd'hui, d'anciens élèves travaillent à Shanghai, Hong Kong ou Beijing.

**Selon un récent rapport par la Banque mondiale, le tourisme va être un moteur de la croissance économique de l'Afrique subsaharienne. Vous êtes présent au Rwanda.**








**Quelle est votre analyse de la situation ?**
Les besoins sont immenses. Mes différentes incursions en Afrique le confirment. Il n'y a presque pas d'organisme de formation de qualité et les États en sont conscients.
Depuis quatre ans, nous avons noué des liens avec des opérateurs africains voire débuté des négociations. 2018 devrait voir la concrétisation de certaines de ces démarches.

**Justement, Vatel est absent de l'Afrique du Sud et du Nigeria, les deux géants africains, y avez-vous des projets ?**
Il y a huit ans, Vatel était absent de l'Afrique et de l'océan Indien. Nous y avons aujourd'hui quatre établissements dont deux sont déjà devenus des références (Maurice et Madagascar) !
J'ai, depuis 2014, obtenu d'Alain Sebban - le président fondateur de Vatel - de pouvoir démarcher et identifier des partenaires dans les pays de la SADC (Afrique australe), de la COI et de l'EAC (Afrique de l'Est).
Nous avançons doucement mais surement. Les pays d'Afrique sont tous différents et s'y établir demande de la patience et l'établissement d'une relation de confiance mutuelle.
Nous allons continuer à diffuser, à partir de Maurice, l'enseignement de Vatel en Afrique. Nous contribuerons ainsi à former les cadres opérationnels qui soutiendront le développement économique et touristique de leur pays.

**Renaud Azéma, un pro du tourisme**
Titulaire d'une maitrise de tourisme, Renaud Azéma est recruté en juin 1994 par la Chambre de Commerce et d'Industrie de La Réunion pour créer le label Réunion Qualité Tourisme. Il enseigne parallèlement, au CENTHOR, le lycée professionnel hôtelier.
En septembre 1996, il intègre l'École hôtelière de Maurice où il lance différents programmes. En juillet 2014, il signe une master franchise avec Vatel et ouvre deux écoles à Madagascar et au Rwanda.
Vatel Maurice distinguée école de l'année 2017 lors de la Convention Internationale du groupe Vatel



# Économie bleue



# L'économie bleue, c'est quoi ?

La géographie de l'Indianocéanie est une aubaine. Longtemps perçues comme synonyme d'isolement et d'éloignement, les vastes étendues océaniques que contrôlent les Etats membres de la COI sont aujourd'hui considérées comme la nouvelle frontière du développement. Et pour cause : avec 5,5 millions de km² de zones économiques exclusives, les îles de l'Indianocéanie sont en mesure de consolider des filières économiques existantes, comme la pêche, et d'en développer de nouvelles.

Cette chance, ce potentiel indéniable, se double d'une responsabilité : l'exploitation des richesses océaniques comme la gestion des côtes doit se faire de manière durable pour ne pas hypothéquer un développement de long terme, pourvoyeur d'emplois, générateur de croissance et de progrès social. A cela s'ajoute la question centrale de la gouvernance des océans et de la sécurité en mer, prérequis indispensables à l'émergence d'une économie bleue / océanique.
Tout l'enjeu est donc de concilier ambitions économiques légitimes des Etats, impératifs de sécurité et exigences écologiques.
Au niveau international, il existe une réelle prise de conscience et d'engagements en faveur de l'économie bleue comme lors de la conférence des Nations unies sur le développement durable, Rio+20, où les Petits Etats insulaires en développement (PEID) ont plaidé pour que la gestion durable des océans soit une priorité en termes de croissance durable.
De fait, la COI s'est naturellement engagée en faveur de l'économie bleue / océanique à travers une multitude de projets soutenus par ses partenaires au développement, notamment l'Union européenne, l'Agence française de développement, la Banque mondiale ou encore le Système des Nations unies. Ces projets couvrent la pêche et l'aquaculture, la sécurité maritime, les infrastructures, la préservation et la valorisation des écosystèmes marins et côtiers, entre autres.
Au niveau national, les Etats membres de la COI créent un environnement économique, juridique et institutionnel favorable au développement de cette économie bleue / océanique en se dotant de stratégie ou vision nationale comme de structures dédiées.

# Blue Economy, tell us more about it...

The geography of the Indian Ocean is a boon. Thought for a long time to be a sign of isolation and distance, the large oceanic areas controlled by the members states of the Indian Ocean Commission are today considered as the next development frontier. For a very good reason: with 5.5 million square kilometers of exclusive economic zone, the islands of the Indian Ocean can consolidate the existing economic sectors, such as fishing, as well as create new ones.
This chance and undeniable potential come along with a responsibility: exploitation of oceanic wealth and coastal management have to be done in a sustainable way in order not to jeopardize long term development - which provides jobs, growth and social progress. Moreover, the essential questions of ocean governance and maritime safety and security are essential prerequisites for the emergence of a blue / oceanic economy.
The real challenge is therefore to conciliate the legitimate economic ambitions of our states, imperatives of security and ecological requirements.
On an international level, awareness and commitments are growing in favor of blue economy, such as during the United Nations' conference on sustainable development, Rio+20, where SIDS (Small Island Developing States) have advocated for the sustainable management of the oceans as a priority in terms of sustainable growth.
Therefore, the IOC is naturally committed in favor of a blue economy throughout a multitude of projects supported by its development partners such as the European Union, the Agence française de développement, The World Bank or the United Nations System. These projects cover fishing, aquaculture, maritime security, infrastructures, preservation and development of marine and coastal ecosystems, among others.
On a national level, the member states of the IOC are creating an economic, legal and institutional environment favorable to the development of the blue / oceanic economy by adopting national strategies as well as dedicated structures.




## Seychelles

Notre agent aux Seychelles, Hunt Deltel y est présent depuis les années 30 et opère dans le secteur du transport et de la logistique depuis 2007.

**Ce qui nous démarque :**

- Schedule de départ des navires fixe
- Remote Control Monitoring (RCM) permettant de verifier à tout moment la temperature des conteneurs 'Reefer'
- Fishloaders dediés à nos utilisations
- Port desservi par nos navires toutes les semaines
- Points d'alimentation supplémentaires disponibles pour les conteneurs spéciaux
- Lot de conteneurs agrées, vérifiés et nettoyés à Maurice et positionés aux Seychelles

**Contact :**
info@huntdeltel.com

**Maersk Mauritius Ltd est une agence representant Maersk Line A/S à Maurice qui a pour responsabilité Maurice, Les Seychelles et Les Comores. Les deux principaux secteurs d'activités sont : le Transport et la logistique dont Maersk Line et Safmarine font partie, et L'Energie. Aujourd'hui nous proposons une logistique du fournisseur au client aux quatre coins du globe, par voie maritime et terrestre. Nos quelques 33 000 employés se consacrent à aider les clients afin d'optimiser leurs chaines ainsi qu'à réaliser leurs ambitions en tant qu'entreprise. Que nous servions notre client d'un de nos 630 navires ou d'un de nos 306 bureaux parmi les 114 pays que nous desservons, nous assurons que la promesse faite au client soit respectée (Tagline : Your promise. Delivered). Nous nous engageons à être le 'leader' pour une transportation durable et nous recherchons toujours de nouveaux moyens pour améliorer l'efficacité et la performance environnementale.**

## Comores

Nous sommes présents sur le sol Comorien depuis l'an 1997.

**Ce qui nous démarque :**

- Notre compétitivité et nos prestations vis-à-vis des autres compagnies maritimes présentes dans le secteur
- La disponibilité de nos équipements spéciaux pour les 'Reefer Container'
- La possibilité de s'ouvrir à l'import comme à l'export au monde

**Fréquence de service :**
Deux services principaux par mois

**Contact :**
amine_gm@spanfreightmoroni.com

MAERSK LINE

Safmarine

## Madagascar

A Madagascar, les services commencent à être assurés à partir de l'année 1997.
Les activités ont débuté avec Mærsk Logistics Madagascar S.A. le 10 Janvier 2002. Mærsk Madagascar S.A. a été créée le 9 janvier 2002 mais les activités d'agence maritime n'ont débuté qu'en août 2003.
Malagasy Shipping prendra ensuite le relai le 17 décembre 2011.

**Ce qui nous démarque :**

- Notre fiabilité quant à la livraison du produit en temps et en heure
- Notre plateforme en ligne

**Fréquence de service (par semaine) :**
Deux services principaux sur Madagascar toutes les semaines basées sur un modèle de transbordement

**Contact :**
Dilraj.koonbeeharry@malagasyshipping.com

## Ile Maurice

Nous sommes présents sur le marché mauricien depuis 1997, représentés par Mayer Curie au début et volons de nos propres ailes dès 1999.

**Ce qui nous démarque :**

- Port Louis est desservi toutes les semaines par nos navires
- Une fenêtre d'amarrage fixe planifiée avec le port
- Un jour spécifique défini par navire
- L'accessibilité de notre plateforme en ligne

**Fréquence de service (par semaine) :**

- Port Louis/Tanjung Pelepas
- Durban/Salalah (ports de transbordement)
- Réunion/Toamasina/Victoria

**Contact :**
**Maersk Line :** Yoshini.Naidoo@maersk.com
**Safmarine:** Sales.Southafrica@safmarine.com

## La Réunion

Maersk Réunion est présent sur l'île depuis 1997 et célèbre ses 20 ans en 2017.

**Ce qui nous démarque :**

- L'accostage de nos navires dès le mardi, chaque semaine permettant la livraison de nos conteneurs en début de semaine.
- Notre service à quai qualifié permet une livraison des conteneurs aussitôt déchargés du navire
- Notre service clientèle qui au fil des années entretient une bonne relation avec nos clients

**Fréquence de service (par semaine) :**

- Deux services principaux : IOI le mardi et M-Express le jeudi
- Le service Protea (Afrique du Sud) – Réunion depuis peu le vendredi

**Contact :** reusal@maersk.com

# Le secteur passé au crible

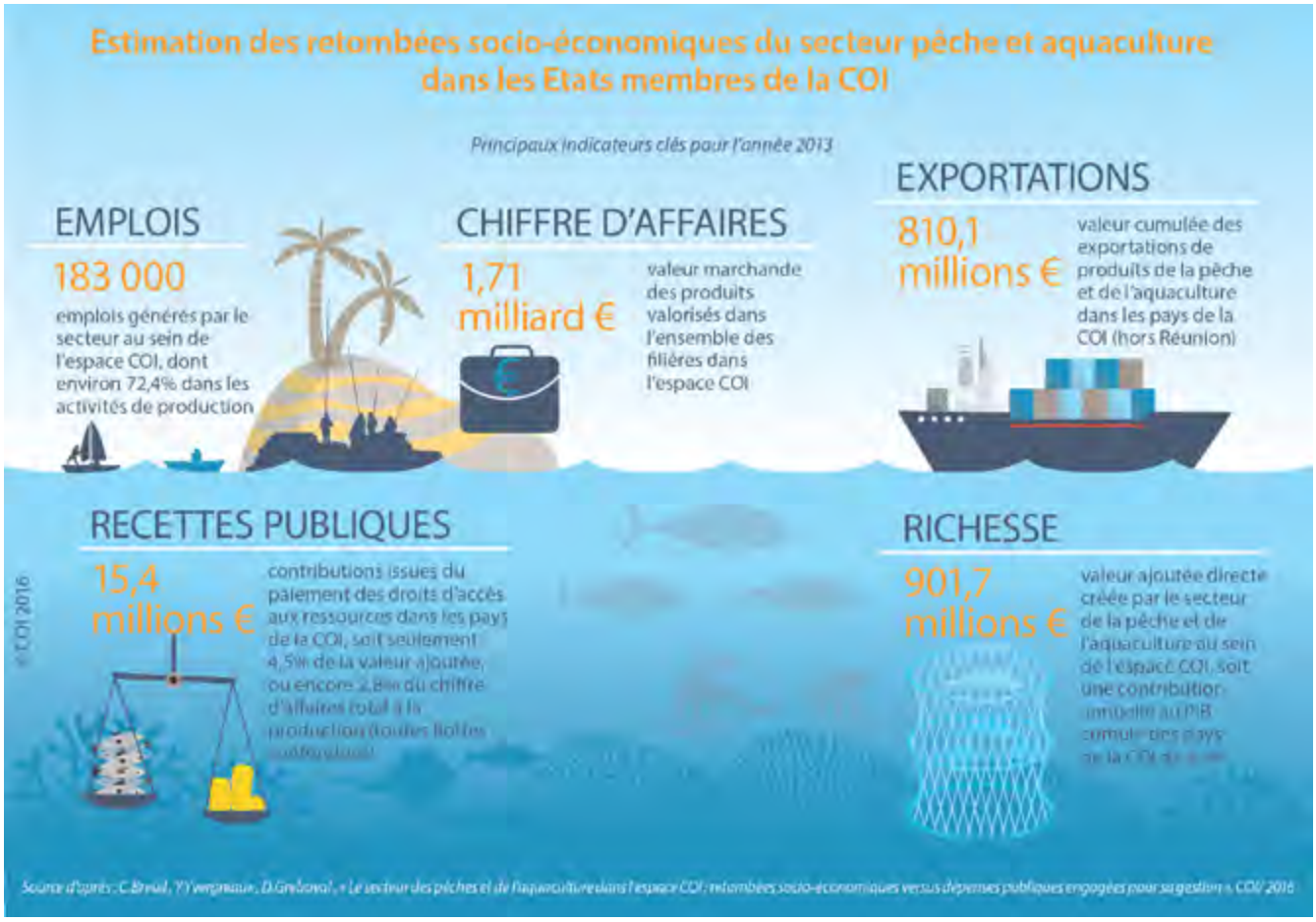
L'étude publiée en 2016 apporte un éclairage sur le poids économique du secteur des pêches jusque-là peu et mal documenté, mettant en lumière la création de valeur aux différentes étapes des filières et permettant ainsi une meilleure appréciation de leur contribution réelle aux économies de la région. Les résultats, compilés sur la base des données de 2013, sont par ailleurs analysés en regard des investissements consentis par les Etats pour la gestion de ce secteur, dans un contexte où les dysfonctionnements observés dans sa gouvernance sont souvent imputables à la faiblesse des moyens alloués pour la fourniture de services clés.

## A screening of the fisheries and aquaculture sectors

An IOC-SmartFish 2016 report sheds light on the economic value of these previously poorly documented sectors. It highlights the value that is created at various stages of both sectors and allows for greater appreciation of their actual contribution to the region's economies.

The investment of different states into managing these sectors was also assessed. It found that dysfunctional governance is often due to a lack of resources to provide key services.

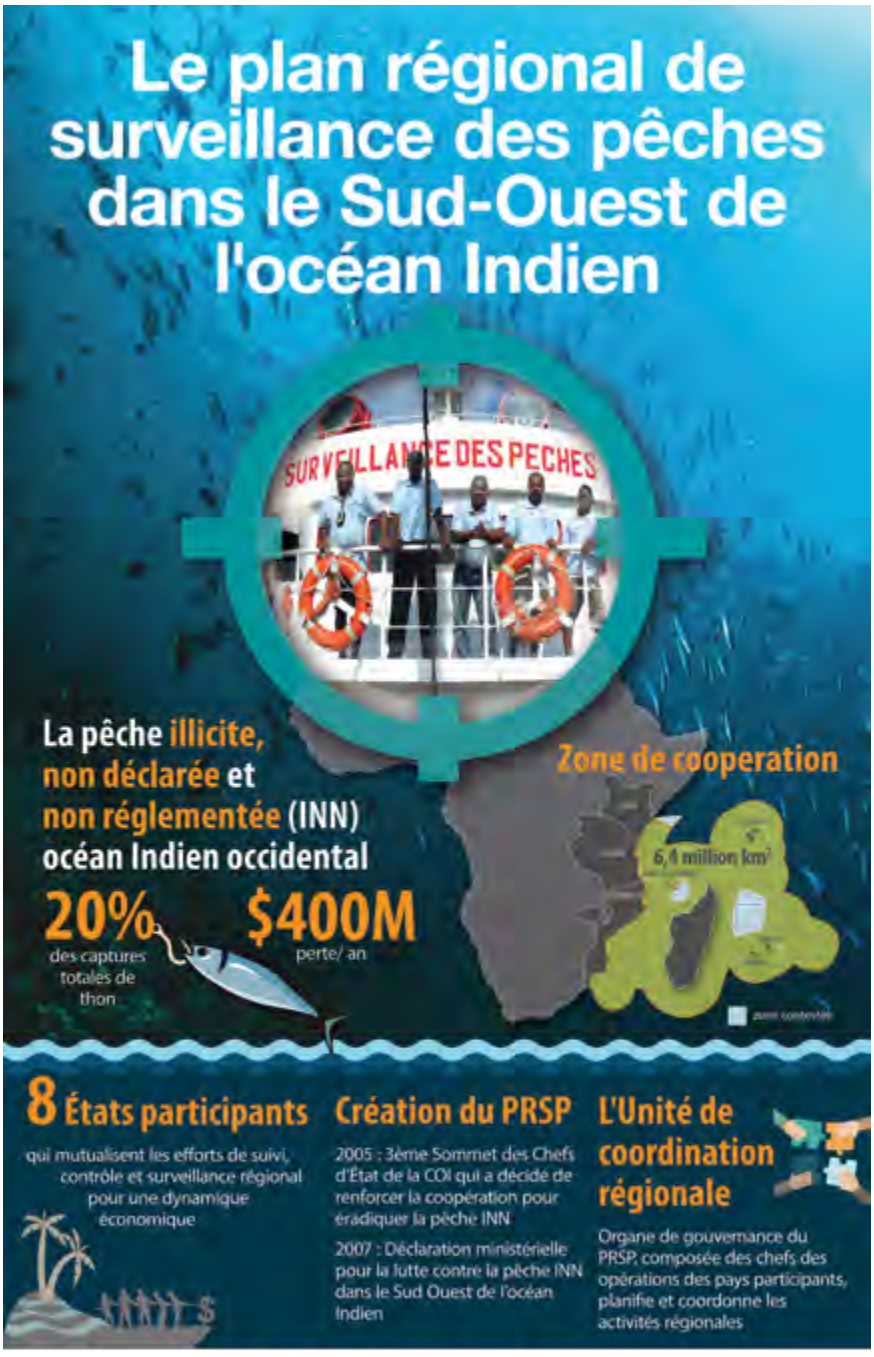
- **183,000** jobs created by the sector within the IOC region
- The cumulative value of fisheries and aquaculture exports in IOC countries (with the exception of Reunion) amounts to **€810.1 million**
- The fisheries and aquaculture sector in the IOC area represents an added value of **€901.7 million**



# Haro sur la pêche illégale : huit Etats s'engagent à rester au front

C'est l'histoire d'une décennie de coopération et celle d'un succès grandissant. A Madagascar, du 18 au 21 juillet 2017, le vice-président des Comores et les ministres des Pêches de Madagascar, Maurice et Seychelles, les hauts représentants de la France, du Kenya, du Mozambique et de Tanzanie, ainsi que des experts régionaux et internationaux ont discuté des réussites et des défis à venir du Plan régional de surveillance des pêches (PRSP) de la COI et réitéré l'engagement régional à combattre collectivement la pêche illégale dans le Sud-Ouest de l'océan Indien à travers ce mécanisme de coopération soutenu par l'Union européenne. Cette démarche concertée et renouvelée repose sur une évidence : le secteur de la pêche est un des moteurs de l'économie régionale et la ressource, particulièrement convoitée, doit être surveillée conjointement.

« *Notre PRSP constitue une réponse économiquement efficace et politiquement pertinente pour combattre la pêche illégale dans notre vaste zone de coopération de 6,4 millions de km²* », a indiqué Hamada Madi, Secrétaire général de la COI. Et de souligner que « *la pêche, secteur moteur et traditionnel de nos économies, est une filière génératrice de croissance, pourvoyeuse de milliers d'emplois directs et indirects. Le PRSP est donc une initiative adaptée aux ambitions des Etats de la région qui entendent profiter du potentiel socioéconomique de l'économie bleue* ». En dix ans, la zone de surveillance du PRSP, qui couvrait initialement 5,5 millions de km², s'est significativement élargie avec l'engagement depuis 2014 du Kenya, de la Tanzanie et du Mozambique aux côtés des Etats membres de la COI. Le PRSP a permis de conduire 49 patrouilles conjointes soit un total de 1228 jours en mer pour les inspecteurs des huit Etats participants, enregistrant 120 infractions et réalisant 12 déroutements de navires.



En outre, 670 navires ont été suivis sur le VMS (*Vessel Monitoring System*) régional depuis mars 2014.
La signature de la déclaration commune à la fin de la conférence de Madagascar marque la détermination des huit Etats participants à poursuivre leur coopération contre la pêche illicite, non déclarée et non reportée.
Le PRSP est un mécanisme de surveillance, contrôle et suivi des pêches mis en œuvre par la COI sur financement européen. Il bénéficie également, depuis 2016, de l'appui de la Banque mondiale, à travers la composante régionale du projet SWIOFish1, pour la réalisation des activités régionales.



**Pêche illégale : un commerce juteux**

Aujourd'hui, selon la FAO, un poisson sur cinq est pêché illégalement dans la région de l'océan Indien occidental. Cela entraîne une perte de près de 400 millions $ par an au débarquement, soit près d'un milliard de dollars en produits transformés. C'est un manque à gagner considérable pour les économies de la région.

# Le mukene, le trésor caché de l'Afrique

Sur les vastes étendues des Grands Lacs qui parsèment l'Afrique orientale et australe, ils sont des milliers de pêcheurs à remonter chaque jour leurs filets gorgés de poissons. Parmi les prises, il en est une dont raffolent les consommateurs : c'est le mukene, un petit poisson qui ressemble à une sardine, aussi appelé dagaa ou omena selon l'endroit.
Compte tenu de l'importance du mukene pour la pêche et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations riveraines des Grands Lacs, la COI, à travers son programme SmartFish financé par l'UE, s'intéresse à cette espèce afin d'améliorer la filière associée. En effet, la mauvaise manipulation du poisson au moment de la pêche, le non-respect des règles d'hygiène de base ou encore l'utilisation d'emballages inappropriés provoquent des pertes évaluées jusqu'à 50% des captures. On estime que les pertes post-capture de mukene en Afrique s'élève à 500 millions de $ par an ! C'est donc toute la chaîne de valeur du mukene, des pêcheurs aux consommateurs, en passant par les transformateurs et les revendeurs, qui s'en trouve fragilisée.
Pour consolider l'économie du mukene, le programme SmartFish a soutenu la construction d'étagères surélevées, qui offrent un produit propre, « sans sable ». Des grilles de séchage ont aussi été introduites par le programme SmartFish dans certaines pêcheries avec d'excellents résultats grâce à l'adoption rapide de ces outils par la communauté. En complément, le programme SmartFish conduit des formations de terrain sur le traitement (séchage, friture, congélation…) et la commercialisation des petits pélagiques dans 12 pays de la région. Il a également introduit de nouveaux emballages pour répondre à la demande locale et a participé activement à la réhabilitation du marché Kirumba, à Mwanza en Tanzanie, le plus important de la région en termes de volumes de mukene et autres petits pélagiques des lacs commercialisés.
Ces initiatives du programme SmartFish contribuent non seulement à la sécurité alimentaire des populations mais aussi au renforcement du tissu économique de la pêche lacustre et de la commercialisation des produits de la pêche dans toute l'Afrique de l'Est.





# Questions à Sofia Kagose, co-fondatrice du groupement de femmes « Charity Food Products », Mwanza (Tanzanie)

***Comment est-ce que le soutien de SmartFish a changé votre business ?***
Avant de travailler avec SmartFish, nous nous contentions de récupérer le mukene avec les pêcheurs, nous le séchions à même le sol et nous perdions beaucoup de produits dans la barque et aussi au séchage. Nous ne connaissions pas les petites astuces techniques pour rendre le produit meilleur au goût. Nous avions beaucoup d'invendus car nous n'avions jamais osé approcher un supermarché.
Avec le soutien de SmartFish, nous voyons notre business totalement différemment ! Avec les cinq étagères de séchage qu'on nous a données, nous avons considérablement réduit nos pertes. Et puis, notre petite unité de traitement a été complètement révisée, ce qui a permis de créer un produit final « hygiénique » et un environnement adéquat pour le nettoyage et le salage des poissons. Nous avons maintenant un espace dédié à la friture et nous avons aussi aménagé un espace séparé pour l'emballage et l'étiquetage. Nous avons appris à réfléchir globalement, c'est-à-dire que la qualité du produit a un lien direct avec le prix et donc les bénéfices.

***Qu'envisagez-vous pour le futur ?***
Nous sommes en train de peaufiner notre technique pour le fumage, car là aussi, il y a une demande et il n'y a pas encore beaucoup de gens qui le font sur le marché. Nous avons amélioré notre packaging et nous livrons aux supermarchés de Mwanza, Moshi, Arusha et Dar es Salam. Nous envisageons de vendre nos produits à l'extérieur du pays aussi, au Congo, au Malawi et en Zambie. Nous avons maintenant une vision et nous apprenons à penser grand. Tout cela grâce à SmartFish !

## Le saviez-vous ?

Le mukene est un petit pélagique des Grands Lacs d'Afrique au cycle de vie court (15 à 18 mois) qui se nourrit de phytoplancton.
Il est surtout pêché de nuit, attiré par les lumières dont s'arment les pêcheurs.
Le mukene est principalement vendu séché. Un important marché de gros de mukene séché, situé à Mwanza (Tanzanie), fournit toute l'Afrique orientale.

# Stop illegal fishing: Eight States at the front




It is the story of a decade of cooperation and a growing success. In Madagascar, from 18th to 21st July 2017, the Vice-President of the Comoros and the Fisheries Ministers of Madagascar, Mauritius and Seychelles, senior representatives from France, Kenya, Mozambique and Tanzania, as well as regional and international experts discussed the successes and challenges of the IOC Regional Fisheries Surveillance Plan (PRSP) and reiterated the regional commitment to collectively combat illegal fishing in the South West Indian Ocean through this mechanism supported by the European Union. This concerted and renewed approach is based on an evidence: the fisheries are a key sector of the regional economy and this coveted resource has to be jointly monitored.

"Our PRSP is an economically effective and politically relevant response to combating illegal fishing in our vast area of cooperation of 6.4 million square kilometers", said Hamada Madi, Secretary General of the IOC. And to emphasize that "fishing, the driving and traditional sector of our economies, is a growth-producing sector, providing thousands of direct and indirect jobs. The PRSP is thus an initiative adapted to the ambitions of the States of the region who intend to take advantage of the socio-economic potential of the blue economy ".

In ten years, the PRSP surveillance area, which initially covered 5.5 million km$^2$, has significantly expanded with the commitment since 2014 of Kenya, Tanzania and Mozambique alongside IOC Member States. The PRSP allowed to conduct 49 joint patrols, totaling 1,228 days at sea for inspectors from the eight participating States, registered 120 offenses and carried out 12 diversions of vessels. In addition, 670 ships have been controlled on the regional VMS (Vessel Monitoring System) since March 2014.

The signature of the joint declaration at the end of the Madagascar Conference marks the determination of the eight participating States to continue their cooperation against illegal, unreported and unregulated fishing.

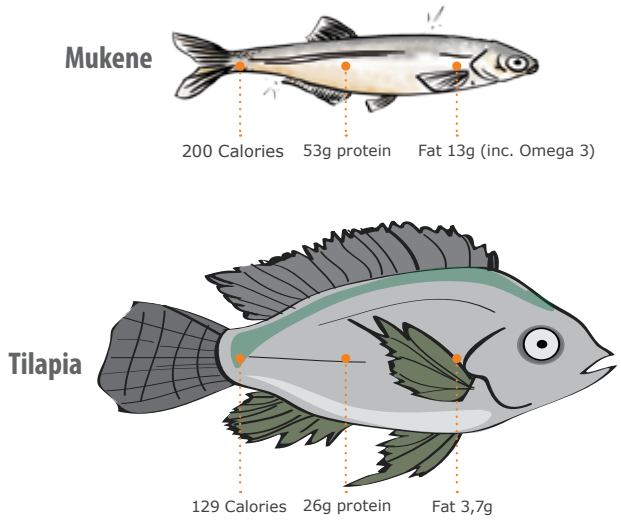
The PRSP is a fisheries surveillance, control and monitoring mechanism implemented by the IOC with European funding. Since 2016, it has also benefited from the support of the World Bank, through the regional component of the SWIOFish1 project, for the implementation of regional activities.



### *Illegal fishing: a juicy trade*

Today, according to the FAO, one in five fish is fished illegally in the western Indian Ocean region. This results in a loss of nearly $ 400 million per year on landing site, or nearly $ 1 billion in processed products. This is a significant shortfall for the economies of the region.

## Nutritionnal Value (100g) MUKENE VS TILAPIA




Dagaa/Mukene/Omena is considered as a super food, according to the UNFAO.
Mukene is the lowest cost solution that can significantly reduce the malnutrition in Africa

# The mukene, the hidden treasure of Africa

On the vast expanses of the Great Lakes in Eastern and Southern Africa, thousands of fishermen go up their fish-fed nets each day. Among the catch, there is one that the consumers love: it is the mukene, a small fish that looks like a sardine, also called dagaa or omena depending on the region.

Given the importance of mukene to fisheries and the food and nutritional security of people living on the Great Lakes, the IOC, through its EU funded SmartFish programme, is supporting the associated sector. Mishandling this species during the capture, failure to comply with basic hygiene rules or the use of inappropriate packaging results in post capture losses estimated at up to 50% of catches. It is estimated that post-capture losses of mukene in Africa amount to $ 500 million per year! The entire value chain of mukene, from fishers to consumers, to processors and dealers, is thus weakened.

To consolidate the economy of the mukene, the SmartFish programme supported the construction of raised shelves, which offer a clean, "sand-free" product. Drying grids have also been introduced by the SmartFish programme in some fisheries with excellent results thanks to the rapid adoption of these tools by the community. In addition, the SmartFish programme conducts field training on processing (drying, frying, freezing, etc.) and marketing of small pelagics in 12 countries in the region. It also promoted the use of new packaging to meet local demand and actively participated in the rehabilitation of the Kirumba market in Mwanza, Tanzania, which is the largest in the region in terms of volumes of mukene and other small pelagic species in commercialized lakes.

These SmartFish initiatives contribute not only to the food security of the people but also to the strengthening of the economic fabric of the lake fishery and the marketing of fishery products throughout East Africa.

## Did you know?

The mukene is a small pelagic fish from the Great Lakes of Africa with a short life cycle (15 to 18 months) that feeds on phytoplankton.
It is especially caught at night, attracted by the lights used by the fishermen.
The mukene is mostly sold dried.
A major wholesale dry mukene market, located in Mwanza (Tanzania), supplies all East Africa.

# Sandeep, marchand soucieux de la ressource




Sur le bord de la route, dans le village de Grand Gaube situé au nord-est de l'île Maurice, un étalage brille au soleil. En vente, des produits de la mer dont des poulpes appelés « ourites ». Cet étal bien achalandé, c'est celui de Sandeep et sa sœur aînée.

Ancien ingénieur mécanique, il s'est lancé dans la vente des produits de la mer il y a trois ans. Un vrai virage à 180 degrés ! Casquette vissée sur la tête et sourire communicatif, Sandeep a su rapidement se faire connaître des pêcheurs du coin, notamment ceux du débarcadère de Melville situé à quelques encablures de son échoppe. Et pourtant, il impose des conditions : « *j'ai besoin que la mer nous fournisse encore beaucoup de poissons dans les années à venir alors j'impose une taille minimum aux pêcheurs qui travaillent avec moi* ». Ce critère n'est pas une lubie mais bien un choix réfléchi et assumé. C'est donc tout naturellement que Sandeep se dit « *extrêmement ravi que le gouvernement ait enfin décidé d'une fermeture de la pêche à l'ourite pour toute l'île cette année* ». Les résultats ont été au rendez-vous : Sandeep a pu récolter pendant la première semaine de réouverture de la pêche près de 62 kg d'ourites fraiches, puis plus de 67 kg les deux semaines suivantes. « *Je pouvais à peine collecter 5 kg d'ourites par semaine avant cette fermeture. Pourtant la demande est forte, les Mauriciens aiment bien leur cari d'ourite frais* », rappelle-t-il avec sérieux.

# Always exceeding your expectations

made in moris




Continuously nurturing innovation and customer service excellence, we, at Meaders, have grown to become a leader in the feed industry by accompanying our clients at each step of their development while ensuring we exceed their expectations every day.

AFMA

www.meadersfeeds.com

Alimentons la Croissance

MEADERS
ANIMAL FEEDS

RETAJ

منتجع موروني للرياضة والترفيه

MORONI SPORTS & LEISURE RESORT

We welcome the world

**Le Retaj Moroni Hôtel, sa situation centrale et privilégiée vous fera découvrir une alliance exceptionnelle de la tradition hôtelière et de l'hospitalité légendaire comorienne. Cadre raffiné, cuisine du monde qui fait de nous les meilleurs**






State of the art conference



Rooms facing the ocean with modern facilities high speed internet, 30 international TV Channels, mini bar, safe and private balcony

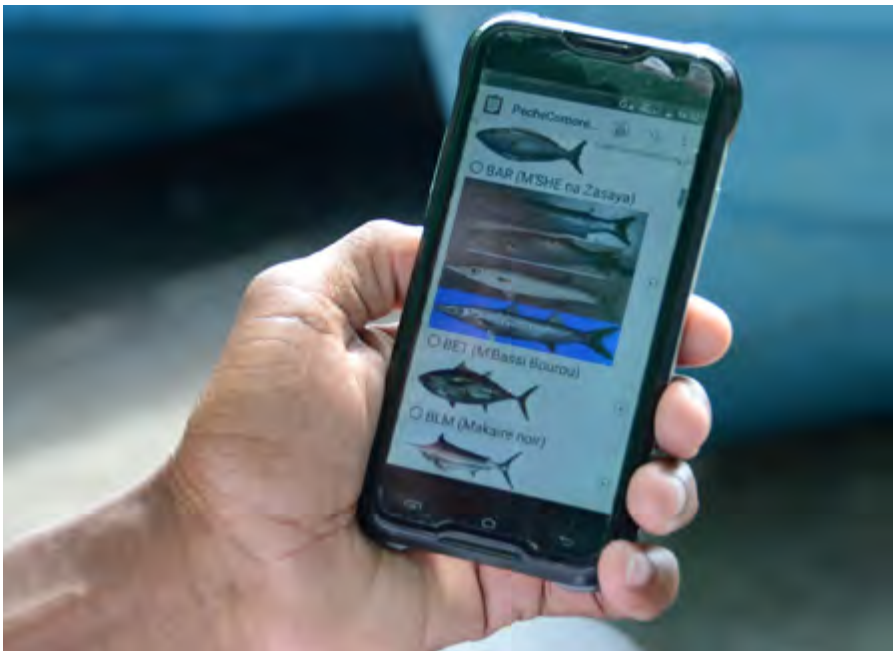


Professionnal fitness



T : +269 773 5278 / 74 / 69
Avenue Ali Soilihi - Hamramba-Moroni
Email: reservations.moroni@retaj.com

**www.retaj-hotels.com**






# La technologie au service de la pêche artisanale aux Comores



Tout près du palais présidentiel de Beit-Salam, Ali Younoussa est posté, à l'ombre d'un majestueux baobab, dans l'attente de l'arrivée d'un bateau de pêche. Dès que ce dernier accoste, Ali s'élance, instruments de mesure en main. L'espèce, la taille et le poids du poisson, la zone de pêche et le site de débarquement, le type de bateau et son immatriculation, mais aussi la quantité de carburant et de glace utilisés, toutes ces informations sont consignées par Ali Younoussa.

Ali fait partie de l'escouade des onze enquêteurs répartis aux quatre coins de chaque île (cinq déployés sur Grande Comore, quatre à Anjouan et deux à Mohéli), qui effectuent un échantillonnage des pêches cinq jours par semaine.

L'originalité de ce système de collecte des données de la pêche artisanale réside dans l'outil utilisé : c'est à l'aide d'un smartphone, via l'application ODK (pour Open Data Kit) et avec une connexion internet 3G, que les données sont enregistrées et transmises. Elles seront ensuite analysées par la Direction générale des Ressources halieutiques afin d'établir des statistiques, servant notamment à prendre des décisions en matière de gestion des stocks. Nécessaires à l'application du Code de conduite de la FAO pour une pêche responsable, ces statistiques sont également communiquées au comité scientifique de la Commission des pêches du Sud-Ouest de l'océan Indien ainsi qu'à la Commission des thons de l'océan Indien, pour contribuer à une meilleure gestion régionale de la capture de ces espèces migratrices.

Entièrement opérationnel dans les trois iles depuis janvier 2017, ce système de collecte de données électronique a été mis en place dans l'Union des Comores dans le cadre du volet national du projet SWIOFIsh1, avec l'appui et l'expertise d'un consultant auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de la Banque mondiale.



# Le Grand Port Maritime de La Réunion change de dimension.

Après avoir réalisé, en 2014 et 2015, des travaux d'agrandissement de ses quais (+160m), d'approfondissement de sa darse (+2,5m) et de renforcement de ses outillages (3 nouveaux portiques super-overpanamax), le port de La Réunion est entré depuis l'an dernier dans une période de forte croissance de son activité.



Fortement portés par le développement des trafics conteneurisés, les tonnages transitant par le port sont passés de 4 millions de tonnes en 2013 à plus de 5,4 millions de tonnes en 2016, soit une progression de 34% en 3 ans. Encore plus significatif, le nombre de conteneurs traités par le port a dépassé les 320 000 EVP (équivalent vingt-pieds) en 2016, ce qui représente une progression de plus de 52% par rapport au niveau de 2013.

Même si elles sont moins spectaculaires, ces progressions se poursuivent en 2017, soutenues par le dynamisme de l'économie réunionnaise (+3,1% de croissance en 2016) et par la montée en puissance du hub de transbordement mis en place début 2016 par la compagnie française CMA CGM, l'un des grands leaders mondiaux du transport maritime de conteneurs.

Cette dynamique a été accompagnée par des investissements importants réalisés, non seulement par le port, mais aussi par les manutentionnaires, générant par ailleurs des emplois et de la valeur ajoutée pour l'ensemble de la communauté portuaire. En 2016, l'INSEE a évalué que les entreprises présentes sur la zone industrialo-portuaire de La Réunion représentaient 7% de la valeur ajoutée de l'ensemble des activités économiques de l'ile et plus de 4 300 emplois directs, en règle générale plus stables et plus qualifiés que dans d'autres secteurs.

Le port de La Réunion ambitionne de capitaliser sur son développement récent et d'améliorer les retombées pour le territoire en renforçant son attractivité au travers de l'aménagement d'une nouvelle zone d'activités. Cette zone, d'ores et déjà reconnue en tant que Projet d'Intérêt Général par l'Etat, favorisera les liens directs entre l'économie réunionnaise et la nouvelle offre maritime et portuaire récemment développée. D'une surface d'environ 90 hectares elle sera dédiée au transit portuaire et au développement de solutions logistiques performantes et adaptées aux multiples filières économiques orientées à l'international à La Réunion.

# La région mobilisée face à l'insécurité maritime

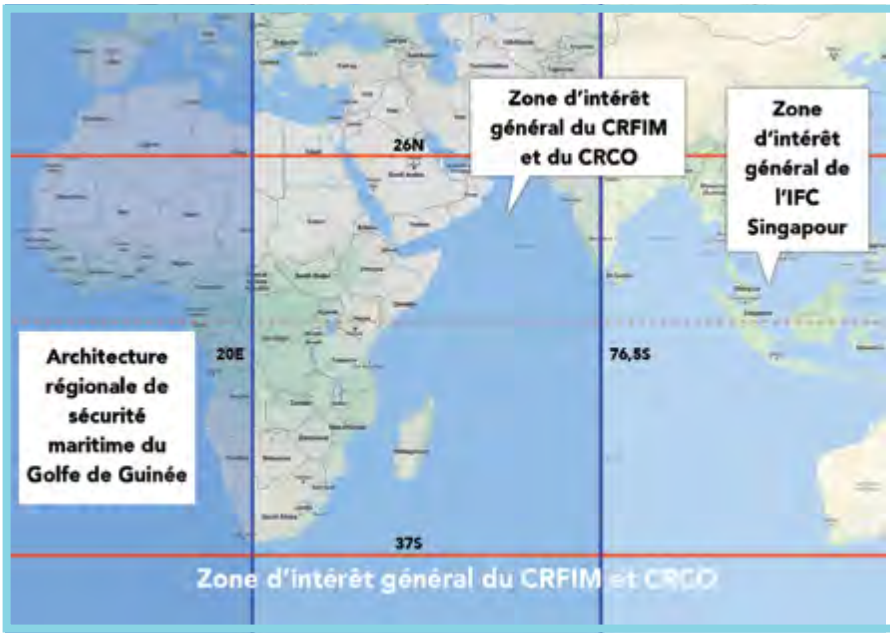
**Les pays d'Afrique orientale, australe et océan Indien (AfOA-OI) tirent à nouveau la sonnette d'alarme. Après une trêve de cinq ans, la sécurité maritime de l'océan Indien est encore une fois sous la menace des attaques de piraterie : trois attaques ont été enregistrées depuis le début de l'année 2017 au large des côtes somaliennes. Les Etats riverains sont appelés à se mobiliser et à redoubler d'efforts pour venir à bout de ce problème qui freine la stabilité, le développement et la croissance économique régionale.**





Le programme régional de Sécurité maritime (MASE), mis en œuvre par la COI, le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) sur financement de l'Union européenne (UE), est une réponse commune de plusieurs Etats à l'insécurité maritime et plus précisément à la piraterie et aux activités illicites dans le bassin occidental de l'océan Indien. En phase avec la Stratégie maritime intégrée à l'horizon 2050 de l'Union africaine, le programme MASE témoigne d'un changement de paradigme au niveau de l'engagement des pays de la région sur la sécurité maritime. Condition sine qua non pour le développement économique des pays, la sécurité maritime est plus que jamais la priorité des Etats riverains comme des Etats extérieurs à la région.

En effet, l'océan Indien est un des grands théâtres de la mondialisation. Bordant quatre continents, il est traversé par des autoroutes maritimes d'importance mondiale : 50 % du transport mondial de pétrole, 40% du gaz et près du tiers du trafic maritime marchand international transitent par l'océan indien. Les crimes,




### Deux centres régionaux pour assurer la sécurité maritime

La création de deux centres régionaux, à savoir le Centre régional de fusion de l'information maritime (CRFIM) à Madagascar et le Centre régional de coordination opérationnelle de l'action de l'Etat en mer (CRCO) aux Seychelles, renforce la capacité opérationnelle des actions de l'Etat dans l'espace maritime indianocéanique et plus largement dans tout le bassin occidental de l'océan Indien. Complémentaires, ces deux centres contribuent activement à la coordination et l'échange d'informations en vue de la mise en place d'un système de surveillance et de contrôle efficace de notre espace maritime.

menaces et trafics maritimes dans le bassin occidental de l'océan Indien perturbent donc l'économie mondiale et, plus directement, celle des Etats riverains.

Espace de convoitises et de rivalités, espace déterminant pour la stabilité internationale, l'océan Indien est sujet à une sensibilité stratégique qui requiert non seulement une sécurisation de ses routes maritimes, mais surtout une coopération régionale cohérente et pérenne. C'est dans ce sens que les organisations régionales, dont la COI, avec le soutien de l'UE et des partenaires internationaux, se sont engagées dans la sécurisation des espaces maritimes en luttant non seulement contre la piraterie mais aussi contre toutes les formes de crimes et menaces en mer.

## Le Centre régional de coordination opérationnelle (CRCO)

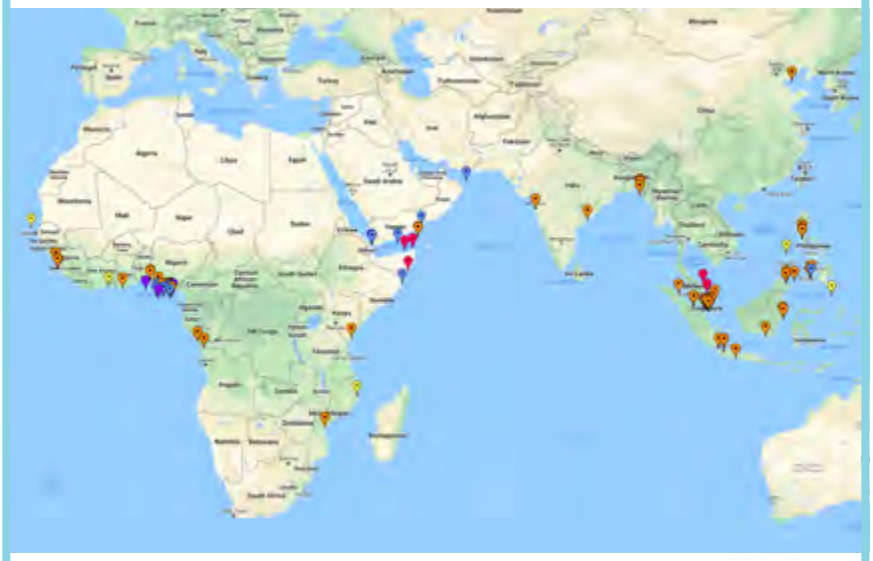
Inauguré en juillet 2017, le Centre régional de coordination opérationnelle (CRCO) basé aux Seychelles a pour objectif principal de planifier et coordonner les interventions en mer en se basant sur les informations recueillies par le CRFIM et ses autres partenaires. Constitué d'un état-major et d'une équipe de soutien, le centre comprend trois cellules :

- **Opération** - en charge de la planification et de la coordination des actions avec les Etats pourvoyeurs des moyens. Elle assure également la conduite et le suivi de la situation des opérations en temps réel ;
- **Juridique** - constituée de conseillers juridiques, cette cellule travaille en étroite collaboration avec l'Etat contributeur (bureau de l'Action de l'Etat en mer (AEM) ou le ministère de la Justice), elle contribue à la planification des opérations et élabore les demandes d'autorisations et les recherches de validation diplomatique et politique ;
- **Soutien** – en charge du fonctionnement général du centre. Il s'agit d'un soutien administratif (secrétariat, financier et personnel de bureau) et logistique.

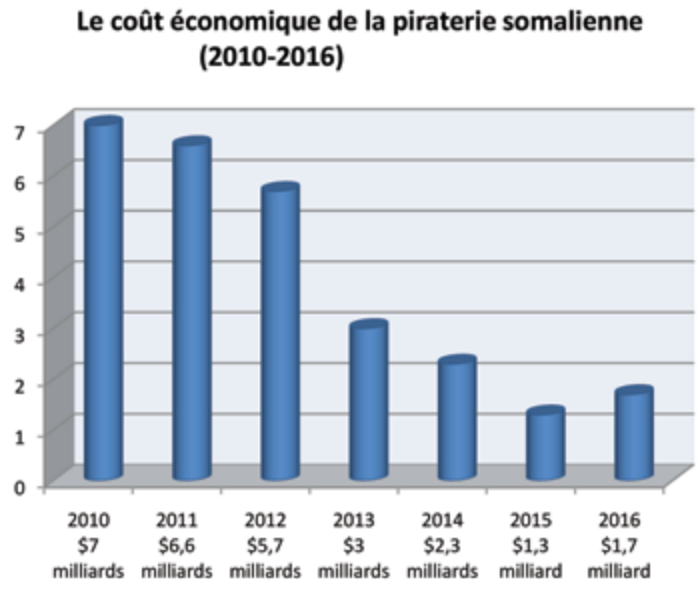
### La piraterie, un enjeu de sécurité ancien

C'est un crime internationalement reconnu. Le premier de l'histoire. Parce qu'elle contraint « *la liberté de la haute mer* » fondée sur le droit des Etats à commercer librement, la piraterie maritime a, depuis le XVII[ème] siècle, été l'objet de préoccupations tant pour les Etats que pour les acteurs économiques. Les pirates sont ainsi considérés comme des « *ennemis du genre humain* », selon la formule consacrée par le juriste hollandais Hugo de Groot, auteur en 1609 de *De la liberté des mers*.

Le Bureau maritime international (BMI) propose ainsi une définition des « *actes de piraterie et de vols à main armée* » qui correspond davantage à la piraterie moderne. Celle-ci relève de « *tout abordage ou tentative d'abordage d'un navire avec l'intention de commettre un vol ou n'importe quel crime et avec l'intention et la capacité d'utiliser la force […], que le navire soit accosté, au mouillage ou en mer* ».



Extrait de la carte mondiale des actes de piraterie en 2017 établie par le Bureau maritime international




Source : Etat des lieux de la piraterie maritime 2016 - Evaluation du coût économique et humain (Ocean Beyond Piracy)

# Questions à Edmond Randrianantonaina, directeur général du CRFIM



***Quel est le rôle du Centre régional de fusion d'informations maritimes ?***
Le CRFIM est un centre à vocation régionale qui œuvre dans le domaine de la collecte, de l'analyse et de la fusion d'informations maritimes pour alerter de tout risque maritime potentiel dans la région AfOA-OI. Grâce à une veille journalière et une interaction constante avec le Centre régional de coordination des opérations (CRCO), situé aux Seychelles, le centre peut établir une Connaissance de la situation maritime (CSM) régionale et maintenir une Image maritime reconnue (IMR) sur toute la zone indianocéanique. Les informations recueillies font ensuite l'objet d'analyses et d'études pour mieux appréhender les problématiques liées à la sécurité et la sûreté maritimes régionales.

***En quoi, le Centre de Madagascar diffère de celui des Seychelles ?***
Agissant dans la même zone maritime, le CRFIM et le CRCO ont des missions différentes, mais complémentaires dans le domaine de la sécurisation de l'espace maritime régional.

Spécialisé dans la collecte, le traitement et l'analyse d'informations maritimes, le CRFIM anticipe les risques et menaces maritimes en recoupant les informations provenant de diverses sources, notamment les usagers de la mer et les Etats côtiers. Sur la base des informations collectées et analysées par le CRFIM, le CRCO se concentre sur la planification et l'organisation des opérations d'intervention en mer en collaboration avec les Etats côtiers de la région et les forces maritimes présentes dans la zone.

***Quelle est votre évaluation après un an d'opération ?***
Le CRFIM a fait ses premiers balbutiements en décembre 2015 et nous sommes satisfaits du travail accompli jusqu'ici. Nous sommes encore en période de démarrage et souhaitons atteindre une opérationnalité effective d'ici fin 2018.
Se dotant progressivement d'accès à diverses plateformes de suivi du trafic maritime, de données et de partage d'informations, le Centre est en mesure d'effectuer une surveillance des activités maritimes (trafic, incidents etc.) en temps réel et de recouper diverses informations provenant de différentes sources à travers le monde.
Au fil des mois, nous avons mis en place un réseau important de partage d'informations avec nos partenaires directs et indirects, comptant environs huit Etats et plusieurs centres opérationnels et de partage d'informations maritimes.
Ainsi, grâce aux informations récoltées depuis un an, nous avons commencé à créer une base de données nous permettant d'avoir une vision globale de la situation, d'identifier les zones les plus à risque et d'être plus proactif dans la planification des actions en mer.

# MASE programme

**In response to the continuous challenges of piracy crisis off the coast of Somalia and throughout the Eastern and Southern Africa and Indian Ocean (ESA-IO), a number of projects have been initiated in the region. Among the most prominent initiatives is the Maritime Security programme (MASE) launched in 2012. Implemented by COMESA, EAC, IGAD and IOC under European Union funding, the programme aims at promoting maritime security in this zone and across borders.**
In line with the African Union's 2050 Africa's Integrated Maritime (AIM) Strategy, the MASE programme confirms a paradigm shift in the commitment of regional countries to address maritime insecurity. Indeed, the proven devastating economic and social consequences of piracy and illegal maritime activities compel states to consider maritime security as a priority in their agenda.
The recent dramatic maritime events (3 attacks recorded since the beginning of 2017 off the coast of Somalia after 5 years of respite) remind us that maritime insecurity remains a major issue that hampers stability, regional economic growth as well as peace and security of countries. The MASE programme seeks to bring together stakeholders from government, industry and civil society to initiate and develop global and sustainable actions to alleviate maritime threats, more precisely piracy and other illegal activities at sea in this area.
Considered as a vital artery for international trade and an important development factor for China and India, the two major emerging powers, the Indian Ocean is marked by strong geo-economic interests coupled by a complex geopolitical reality. Across four continents and bordering the world's main hydrocarbon reserve, the southern Indian Ocean zone is an

# An interregional dynamic on maritime safety issues


© Marine nationale francaise

important route for oil shipping, with 50% of the world's oil transport and 40% of gas. In addition, 30% of world trade and almost half the volume of container's traffic are managed by bordering ports.

## Two regional centers for maritime security

The MASE programme operates in a region marked by strong maritime, coastal and economic development issues. The control and safety measures at sea are major economic challenges for states especially when it comes to maritime crimes and countries' prerogatives on territorial sovereignty.

With the objective of driving the programme forward and strengthening the capacity building of the states with regard to maritime security in the ESA-IO region, two regional centers, namely the Regional Maritime Information Fusion Center (RMIFC) in Madagascar and the Regional Center for Operational Coordination (RCOC) in Seychelles, have been set up.

Different, yet complementary, the two centers contribute actively in the coordination and exchange of information in view to establish effective monitoring and control system in the ESA-IO area.



GIZC

# Des crêtes aux récifs
## Agir localement, au plus près des communautés



Culture d'algues à Ilampy

Grâce à une enveloppe de subventions de moins de 2 000 € du projet de Gestion des zones côtières dans les pays de la COI (GDZCOI) financé par le Fonds français pour l'environnement mondial, 12 micro-projets de gestion intégrée des zones côtières (GIZC) ont été lancés à Sainte-Marie (Madagascar) en août 2016 et six projets de plus grande envergure ont démarré début 2017. Actuellement en cours de mise en œuvre, ils se termineront d'ici fin 2017. Ces projets contribuent à l'autonomisation économique et sociale des communautés locales suivant une démarche de gestion et de valorisation durable des ressources et milieux naturels. En voici quelques exemples à Madagascar :

- les cultures maraîchères à Agnafiafy et à Ambodiforaha par « les maraîchers du soleil » ;
- les cultures d'algues à Ilampy par l'Association Mitsinjo ;
- l'aviculture (poules pondeuses, canards, oies) à Vohilava par le Groupe Espoir ;
- l'artisanat (couture et vannerie) à Ambohitra par l'association FIVEMA ;
- l'élevage de crevettes et de crabes à Ankobahoba par le groupe « Baie Bleue » ;
- la gestion des déchets à travers le programme « le plastique c'est pas chic » par Raymond Botobe ; et
- l'apiculture à Ifotatra.



«Le plastique, c'est pas chic» et son promoteur Raymond Botobe

## Des communautés soucieuses de leur milieu naturel

Le projet de Gestion durable des zones côtières (GDZCOI) a identifié trois sites pilotes dans les pays membres de la COI pour en faire des exemples en matière de gestion intégrée des zones côtières allant des crêtes aux récifs.
En 2016, les plateformes de concertation locales de gestion intégrée des zones côtières (GIZC) ont été créées à Sainte-Marie (Madagascar), Mohéli (Comores) et Rodrigues (Maurice). Le projet GDZCOI soutient également leur animation.
Ces plateformes, multisectorielles et pluri-acteurs, ont pour vocation de réunir tous les acteurs de la gestion intégrée des zones côtières afin de prendre des décisions concertées sur le développement durable de chacune de ces îles. Ces plateformes GIZC sont rattachées aux comités GIZC nationaux. Les membres de ces plateformes se réunissent régulièrement et chacune des îles développe un plan d'action GIZC, pour fin 2017.

Une démarche de gestion et de valorisation durable des ressources et milieux naturels.

# VOGUEZ SUR « LA CURIEUSE » POUR UNE NOUVELLE FAÇON DE VIVRE LA CROISIÈRE



Embarquez sur le navire « La Curieuse » pour découvrir, en toute tranquillité, les secrets cachés des îles de l'archipel des Mascareignes. C'est surtout une nouvelle façon de vivre la croisière.

## UNE EXPÉDITION HORS DU COMMUN

Construit en 1989 aux Sables d'Olonne, « La Curieuse » est - tel le célèbre Calypso, le navire d'exploration océanographique du commandant Cousteau - un bâtiment conçu pour accompagner les chercheurs dans leurs opérations océanographiques dans l'archipel des Kerguelen et les îles Éparses. Le bâtiment apporte un appui logistique aux programmes et missions de recherche scientifique pour les Terres australes et antarctiques françaises (TAAF). Ainsi « La Curieuse » a été affrétée, en octobre 2016, pour une mission scientifique sur les bancs Geyser et Zélée au nord-est de Mayotte avant de faire cap au sud vers les Kerguelen pour la campagne d'été 2016/2017.

Le navire est aussi régulièrement sollicité par la Commission de l'océan Indien pour des missions liées par exemple aux questions environnementales.

Mais outre ces opérations, le navire peut être mis à la disposition d'associations, de clubs et de particuliers pour des navigations « à la carte ».

## PLONGER DANS DES LAGONS

Ses six membres d'équipage, dont un cuisinier, accueillent 12 passagers (6 cabines doubles, lits superposés) pour des voyages inoubliables. « La Curieuse » - un navire de 25 mètres - leur permet, au choix, de faire le tour de Maurice, ou de voguer vers Madagascar, les Seychelles ou même le canal du Mozambique. Les heureux passagers peuvent pratiquer de la plongée, du kitesurf ou s'ils le préfèrent choisir la farniente en famille ou entre amis. La location leur offre l'opportunité de découvrir nos îles d'une manière originale en ne ratant rien de leurs secrets cachés. Elle leur permet d'organiser EUX-MÊMES leurs déplacements, leurs escales et leurs activités en fonction de leurs envies du moment.

C'est avant tout une occasion de découvrir des paysages paradisiaques et de profiter d'un cadre unique plein de raffinement.

Le clou des excursions est sans doute l'archipel de Saint Brandon. Cet atoll de 280 km$^2$ de récifs coralliens est à












24 h de bateau de Maurice. Il s'agit d'une trentaine d'ilots qui permettent une multitude d'activités.
Les passagers peuvent pratiquer du kite pour des rides interminables dans des eaux limpides et des lagons turquoises, entre raies et tortues, slalomant entre les bancs de sable.
S'ils préfèrent la plongée ?
Un équipement de plongée complet est à leur disposition à bord. Ils sont encadrés par une équipe de professionnels pour découvrir un gigantesque aquarium naturel.
Ils peuvent également (re-découvrir) Maurice depuis la mer en s'embarquant, pourquoi pas, pour un week-end dépaysant à bord. De l'île Plate au Morne, de Grand-Gaube au parc marin de Blue Bay, petits et grands peuvent vaquer à leurs occupations toute la journée pour mieux se retrouver au coucher du soleil autour d'un drink et/ou d'un barbecue.
Une température de l'air idéale, des nuits douces, un vent calme et suffisant pour glisser le long des plages de sable blanc et découvrir des paysages idylliques.
Cocotiers, grillades de langoustes, baignade et snorkeling dans l'océan Indien seront au menu...











# Nos fonds marins, notre première richesse


© Jean-Pascal Quod

## Belles mais envahissantes !

Ne vous laissez pas tromper par sa beauté. L'étoile de mer couronne d'épines est une espèce marine envahissante qui menace l'équilibre de l'écosystème marin aux Seychelles. Cette étoile de mer qu'on retrouve essentiellement à Mahé dégrade l'écosystème marin et, par voie de conséquence, les activités économiques liées au tourisme. Le projet Biodiversité aide donc l'Autorité des parcs nationaux des Seychelles (SNPA) pour contrôler la population d'étoiles de mer couronne d'épines en collaboration avec les centres privés de plongée de l'île. Cet appui de la COI s'inscrit dans la mise en œuvre du plan d'action régional pour la gestion de ces espèces envahissantes adopté à Maurice, grâce à l'appui du projet Biodiversité. En 2016, un atelier de formation des responsables portuaires et des biologistes marins des pays bénéficiaires a été organisé en partenariat avec le Mauritius Oceanography Institute (MOI).

Le projet Biodiversité appuie, en outre, la Convention de Nairobi pour amender le protocole relatif aux aires protégées, à la faune et à la flore sauvages afin d'y intégrer les espèces envahissantes.

# Invasive marine species

Don't be fooled by its beauty. The crown of thorns starfish is an invasive marine species that threatens the balance of the marine ecosystem in the Seychelles. This starfish, mainly found in Mahe, damages the marine ecosystem and represents a threat to the tourism-related economy. The Biodiversity Project is therefore helping the Seychelles National Parks Authority (SNPA) to control the crown of thorns starfish population in collaboration with the island's private diving centers.
This IOC support is part of the regional plan of action for the management of invasive species, supported by the Biodiversity Project and adopted in Mauritius. In 2016, a training workshop for port managers and marine biologists from beneficiary countries was organized in partnership with the Mauritius Oceanographic Institute.


© Jean-Pascal Quod

## Le saviez-vous ?

Le transport maritime reste la voie d'introduction involontaire d'espèces marines envahissantes la plus fréquente : on estime que les eaux de ballast transportent quotidiennement jusqu'à 10 000 espèces exotiques à travers les mers et les océans.

# 20 ans au chevet des récifs

Le Réseau Récif, mis en place avec le soutien de la COI, fête ses 20 ans en 2017. Ce réseau régional et les réseaux nationaux contribuent activement au suivi et à la préservation des récifs coralliens du Sud-Ouest de l'océan Indien. La longévité du réseau régional est remarquable et prouve l'engagement des parties prenantes en faveur de la conservation de ces écosystèmes essentiels à la biodiversité comme à l'économie.

# 20 years of looking after the reef

The Reef Network, set up with IOC support, will celebrate its 20th anniversary in 2017. This regional network, alongside its national counterparts, actively contributes to the monitoring and preservation of coral reefs in the southwestern Indian Ocean. The longevity of the regional network is remarkable and demonstrates its stakeholders' commitment to the conservation of these ecosystems, that are essential both to biodiversity and to the economy.


© Jean-Pascal Quod

# La COI s'inquiète du blanc qui habille les coraux

De fin 2015 à mi 2016, notre région comme d'autres océans du globe fut touchée par le deuxième évènement le plus sévère de blanchissement depuis 1998. En cause, le phénomène El Niño, un courant marin chaud qui, combiné avec les effets du changement climatique, cause la mort des récifs coralliens. En 1998, près de la moitié des récifs de l'océan Indien occidental avait été touchée.

Dès la première alerte lancée par l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA), la COI a mobilisé son réseau régional de surveillance des récifs coralliens impliquant tous les pays de la région, avec l'assistance technique de l'ONG CORDIO Afrique de l'Est, pour essayer d'y apporter une réponse commune et appropriée.

La COI, à travers son programme Biodiversité financé par l'UE, et ses partenaires s'engagent alors sur plusieurs fronts : élaboration d'un guide méthodologique pour suivre l'état de santé des coraux, dissémination du guide auprès des acteurs concernés dans la région et formations à Moroni (Comores) et Zanzibar (Tanzanie).

Ces outils et activités ont précédé la phase d'intervention. Celle-ci se fait avec palmes, masques et tubas ou bouteilles. L'objectif : évaluer l'état de santé des récifs en se servant ensuite d'un formulaire en ligne pour centraliser les données de terrain. Les résultats confirment les inquiétudes : selon les 699 observations soumises en ligne sur l'événement de blanchiment, provenant de 80 observateurs issus de 54 organisations, il ressort que plus de 50% de récifs sont affectés avec un risque de déséquilibre écologique considérable favorisant la prolifération d'algues au détriment des coraux. La surpêche des poissons herbivores et l'apport d'éléments nutritifs par les pollutions venant des côtes risquent d'empirer cette situation.

Ces résultats ont nourri les échanges d'un séminaire en ligne organisé en septembre 2016, avec une cinquantaine de participants, qui a permis de faire des recommandations pour une meilleure gestion de ces phénomènes et des récifs coralliens en général.

Compte tenu de l'impact négatif de ce genre de phénomène sur la production des pêches et sur le tourisme, la prise de mesures appropriées s'avère indispensable et urgente, notamment avec une gestion durable de la pêche récifale et de la pollution côtière.




# La mégafaune marine : un trésor à préserver

La COI, à travers le programme Biodiversité financé par l'UE, soutient plusieurs initiatives régionales en faveur de la conservation de la mégafaune marine de l'océan Indien occidental (OIO). La COI intervient notamment dans la gestion durable des baleines, des dauphins, des tortues, des raies et des requins.

La région, déjà connue pour sa riche biodiversité, est considérée comme un important hotspot pour les raies et de requins, probablement le second au monde après le Triangle de Corail du Sud-Est asiatique. Selon la Wildlife Conservation Society (WCS), au moins 211 espèces ont été enregistrées dans la région, représentant le quart des espèces de raies et de requins dans le monde. 56 espèces de raies et requins sont enregistrées comme étant endémiques de l'OIO et on estime presque autant d'espèces encore non décrites.

Aujourd'hui, un quart des raies et requins sont menacés bien que leur statut soit peu connu. Cela s'explique par le manque des données (écologiques, captures et commerces) complètes et fiables, constituant un obstacle majeur à la conservation de ces espèces.

Dans la région, l'une des principales menaces est la surpêche. Il s'agit aussi bien de pêche ciblée pour la viande, les ailerons, le cartilage ou l'huile, que de pêche accidentelle dans la pêche artisanale ou industrielle. A cela s'ajoute la réputation négative des raies et des requins, dont le rôle est pourtant vital à la bonne santé des écosystèmes marins. La perte des habitats et le changement climatique constituent également d'autres menaces à ces espèces.

En avril 2017, le programme Biodiversité de la COI a organisé, en partenariat avec la Convention





de Nairobi, WCS et TRAFFIC (réseau de surveillance du commerce des espèces sauvages), un atelier visant à « *traduire les données techniques et scientifiques du rapport régional sur le statut des raies et requins en information tangible destinée aux décideurs afin d'opérer des changements dans les politiques nationales puis régionales* », selon les propos de Gina Bonne, chargée de mission auprès de la COI.
Du côté de l'UE, « *l'appui consiste, dans ce cas précis, à mettre en valeur la contribution de cette biodiversité au développement régional* », a déclaré Gonçalo Leitao, attaché de coopération à la Délégation de l'UE à Maurice.
Compte tenu de l'importance socioéconomique des raies et requins pour les petits pêcheurs, la feuille de route établie lors de l'atelier d'avril propose également l'engagement communautaire ainsi que le développement d'aires marines protégées transfrontalières pour plus d'impact en matière de conservation des raies et des requins dans la région.




# Les cétacés : plaisir des yeux et opportunités économiques

On les voit, à chaque hiver austral, nager et parfois sauter dans les eaux de l'Indianocéanie. A Madagascar, à La Réunion, aux Comores ou encore à Maurice, les cétacés font la joie des nageurs et autres amoureux de la nature. Au point que l'observation des baleines pourrait constituer un atout original pour le tourisme dans le Sud-Ouest de l'océan Indien. Rien que dans la Grande Ile, la valeur économique totale générée par l'activité d'observation des baleines était estimée par le Fonds international pour la protection des animaux (IFAW) à plus de 1,4 millions € en 2008.
Ces cétacés restent cependant très menacés. Malgré la ratification de textes législatifs sur les mammifères marins et l'adoption d'instruments internationaux, la baleine continue d'être pêchée pour sa chair et son huile très prisées. A cela s'ajoutent des pressions liées aux observations touristiques incontrôlées et aux menaces de pollution marine.
Les pays de la région accueillant tous des baleines dans leurs eaux, une coopération régionale s'avère plus que jamais indispensable. C'est ainsi que le consortium IndoCet voit le jour en 2015 en marge du congrès tenu à Sainte-Marie (Madagascar). Ce réseau régional de chercheurs se fixe pour objectif de favoriser la conservation et de faire avancer la recherche sur les cétacés dans l'océan Indien occidental.
Tout naturellement, la COI, à travers son programme Biodiversité financé par l'UE, s'est associée avec les initiatives en cours, notamment celles du réseau régional IndoCet et du projet régional de gestion durable des zones côtières (GDZCOI).
Avec l'appui du programme Biodiversité, les membres du réseau IndoCet ont pu échanger, faire le point sur les recherches scientifiques et discuter des priorités pour accroitre la connaissance afin d'améliorer constamment la conservation des baleines à bosses dans la région. Cette rencontre, organisée en collaboration avec les ONG Cetamada et Globice, s'est tenue en marge de la seconde édition du congrès mondial des baleines, lequel s'est tenu à La Réunion du 3 au 7 juillet 2017.
Par la même occasion, une exposition intitulée « Cétacé mystérieux » a été inaugurée au Musée Stella Matutina. Cette exposition interactive et à la carte, élaborée par l'artiste commissaire Tatiana Patchama, dévoile l'univers fabuleux de ces géants des océans au grand public, aux gestionnaires et aux décideurs. L'exposition voyagera aux Comores, au Kenya, à Madagascar, à Maurice, aux Seychelles et en Tanzanie tout au long de l'année 2017 grâce à une collaboration entre la Région Réunion et le programme Biodiversité de la COI.

# PORT-LOUIS HARBOUR

## Your preferred regional maritime gateway



Transshipment



Bunkering



Cruise Tourism



Marine/Port Services



Fishing

MPA
Mauritius Ports Authority

H. Ramnarain Building, Mer Rouge, Port Louis, Republic of Mauritius
Tel: (230) 206 5400 - Fax: (230) 240 0856 - E.mail: info@mauport.com

**www.mauport.com**

# Association des ports des îles de l'océan Indien (APIOI)



Port de Toamasina

L'Association des ports des îles de l'océan Indien (APIOI) a été créée le 8 mai 2007 à Tamatave (Madagascar) pour mieux défendre les intérêts communs des ports de la région et réfléchir ensemble aux défis et opportunités qui se présentent à eux dans un esprit de coopération. Elle rassemble aujourd'hui les ports de Moroni, Mutsamudu, Boingoma, Victoria, Port-Louis, Ehoala, Toamasina, Longoni, ainsi que le Grand port maritime de La Réunion.

## Accompagner le développement maritime de la zone océan Indien, tout en valorisant la singularité de chaque port membre

La promotion de la région océan Indien est au centre de la mission de l'APIOI, qui souhaite en faire une zone attractive pour les navires de pêche, de plaisance et de croisière, ainsi que pour les bâtiments de commerce et de pêche semi-industrielle - tout en valorisant la singularité de tous ses membres. Ainsi, reconnaissant d'une part la nécessité de réfléchir à une stratégie de développement régionale pour les ports de l'océan Indien et leur intégration harmonieuse dans leur environnement immédiat, l'APIOI souhaite d'autre part préserver et valoriser l'identité et les atouts naturels de chaque territoire.

Les projets de l'APIOI se déclinent autour des thèmes de la pêche, la plaisance, la croisière, ou encore la formation, la sécurité et la sûreté au sein des ports. La préservation de l'environnement et la valorisation des ressources naturelles des îles sont également des champs importants de la coopération entre les différentes autorités portuaires, et font l'objet d'un comité spécifique au sein de l'association.

## L'APIOI, « le bras maritime » de la Commission de l'océan Indien

L'APIOI et la Commission de l'océan Indien collaborent étroitement dans le cadre des projets qui touchent aux domaines maritime et portuaire. La coopération entre les deux organismes est scellée par une convention de partenariat, renouvelée le 8 juillet 2016 pour y inclure l'hébergement du secrétariat permanent de l'APIOI à compter du 1er février 2017. Considérée comme le « bras maritime » de la COI, l'APIOI est impliquée au cours des différentes phases des projets de la COI la concernant. Elle est également chargée d'aiguiller sur les aspects techniques et particuliers des ports de la zone. La connectivité maritime entre les îles de l'océan Indien ou encore la sécurité et la sûreté portuaires sont quelques-uns des thèmes sur lesquels l'APIOI et la COI joignent leurs efforts en mutualisant leurs compétences et moyens d'actions, afin de garantir un résultat impactant et une meilleure implication des acteurs.



Le Grand port maritime de La Réunion

# Questions au Colonel André Ciseau, président de l'APIOI

***Quels sont les principaux défis communs aux ports des îles de l'océan indien ?***

Tout d'abord la sécurité maritime représente un défi majeur en raison de la menace pirate, qui par le passé a freiné le développement des activités maritimes dans la région océan Indien. Malgré une baisse des actes de piraterie, ils restent préoccupants pour les marins et les compagnies qui transitent dans la région.

Ensuite, la mise à niveau des infrastructures portuaires constitue également un chalenge pour les ports de l'océan Indien ; en effet, dans leurs efforts pour se maintenir à niveau eu égard aux pratiques internationales en matière de développement portuaire, les îles de l'océan Indien ont parfois du mal à suivre le rythme du renouvellement des technologies et des infrastructures.

Le développement de véritables lignes de commerce maritimes entre les îles de l'océan Indien constitue également un objectif important pour les ports de la région.

Enfin le tourisme de croisière n'a pas encore dévoilé tout son potentiel dans l'océan Indien, ainsi une nouvelle stratégie de promotion de la région pourrait inciter les navires à transiter plus longuement dans la zone. De plus, il serait souhaitable de travailler en faveur d'une meilleure répartition du marché de la croisière dans le monde.

***Quelles sont les actions de l'APIOI qui contribuent à répondre à ces défis ?***

L'APIOI est le symbole de la synergie entre les ports de l'océan Indien. L'approche collaborative qu'ils ont choisie permet de traiter les sujets et problématiques relatifs aux ports de la zone avec un intérêt partagé, en utilisant une approche systémique et stratégique. Dans cette optique, les membres se réunissent régulièrement au long de l'année, afin d'assurer la continuité et la concrétisation du plan d'action établi.

En permettant aux ports de faire front commun, l'APIOI joue un rôle important dans la recherche de solutions pour faire face aux défis que rencontrent l'ensemble des ports de l'océan Indien. L'APIOI s'est par exemple engagée à promouvoir la croisière dans la région. L'accroissement de cette activité bénéficierait à tous les membres, grâce aux importantes retombées économiques attendues.

***Quels sont les bénéfices de la coopération entre l'APIOI et la COI dans le domaine maritime et portuaire ?***

La collaboration entre l'APIOI et la COI prend la forme d'un partenariat dynamique dans le plus grand intérêt de la région océan Indien. Il va sans dire que le positionnement du secrétariat permanent de l'APIOI au sein des locaux de la COI souligne la force des liens entre les deux entités.

Cette association ne peut qu'assurer la poursuite de projets pertinents pour l'océan Indien grâce également à une assistance internationale, à l'octroi d'aides et à la coopération avec d'autres organismes internationaux, (tels que l'Association de gestion des ports d'Afrique de l'Est et australe (PMAESA / AGPAEA), le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), l'Union Européenne, l'Union africaine, etc).

Ainsi, les intérêts de la COI et de l'APIOI se rencontrent autour des projets concernant la sécurité portuaire et maritime, ainsi que la mise en place d'un système de cabotage régional.

L'objectif est de promouvoir l'océan Indien comme un seul et même front.

***Que signifie la notion d'économie bleue pour les ports des îles de l'océan Indien ?***

La définition du concept d'économie bleue varie d'un pays à l'autre, cependant l'essence reste plus ou moins universelle, elle réside dans ces termes : « l'usage de la mer et de ses ressources pour un développement et une croissance durables ». L'économie bleue comprend donc toutes les activités maritimes qui permettent une croissance pérenne et le développement de nos îles, contribuant ainsi à la prospérité présente et future.



Port de Maurice

#OurOcean

# Notre océan, un océan pour la vie

**Régulateur du climat mondial, vivier d'importantes ressources économiques pour de nombreux pays du globe et en particulier pour les petits Etats insulaires, mais aussi théâtre de criminalité, piraterie et vols à main armée, les océans sont plus que jamais au centre des préoccupations internationales. Les 5 et 6 octobre 2017, l'Union européenne (UE) a organisé à Malte la quatrième conférence "Our ocean" afin que les leaders mondiaux y prennent des engagements ambitieux pour parvenir à des océans sûrs, sécurisés, propres et gérés de manière durable.**

C'est pour répondre à ces défis que les chefs d'Etat, ministres des Affaires étrangères, de l'Economie, de l'Environnement et de la Pêche, scientifiques, écologistes, entrepreneurs, philanthropes, représentants d'organisations non gouvernementales, d'universités et d'institutions de recherche étaient invités à la conférence « Notre océan, un océan pour la vie » en octobre à Malte. Le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI) était également présent, ce qui représentait une nouvelle occasion de montrer la valeur du partenariat UE-COI dans le domaine de la gestion et de la protection des ressources de l'océan.

L'évènement s'est articulé autour de quatre thèmes principaux : zones marines protégées, pêche durable, pollution marine et incidences climatiques sur l'océan. L'UE y a ajouté les thèmes de l'économie bleue et de la sécurité maritime qui offrent d'énormes possibilités en matière de croissance et de développement.

Tout en conservant sa portée mondiale, l'édition 2017 de la conférence a mis l'accent sur la mer Méditerranée, l'océan Atlantique et l'océan Indien. À ce jour, les trois conférences "Our ocean" précédentes ont généré des engagements évalués à plus de 9,2 milliards de dollars en faveur de la protection des océans, qui se concentrent sur les principaux problèmes océaniques de notre époque.



**Aires marines protégées**



**Changement climatique**



**Pêche durable**



**Pollution marine**



**Une économie bleue durable**



**Sécurité maritime**

### Que fait l'Union européenne?

L'Europe est un continent maritime et ses divers océans et mers, ainsi que son vaste littoral ont longtemps été le cadre d'importantes activités maritimes essentielles du point de vue économique, environnemental et social. En 2007, l'UE s'est dotée d'une politique maritime intégrée pour aborder les questions maritimes de manière plus cohérente et renforcer la coordination entre les différents domaines d'activité. Cette politique inclut une dimension internationale notamment pour garantir la sécurité maritime, la sûreté maritime et la liberté de navigation. En 2012, l'UE adoptait la stratégie de long terme « Croissance bleue », pour soutenir la croissance durable dans les secteurs marin et maritime, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive.

L'UE est déterminée à mettre en œuvre le programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies, et notamment l'objectif de développement durable n° 14 « Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines ».

Consciente de son rôle sur la scène mondiale, l'UE a adopté, en novembre 2016, l'initiative sur la gouvernance internationale des océans pour des océans sûrs, sécurisés, propres et gérés de manière durable. Cette communication définit des actions dans trois domaines prioritaires : amélioration du cadre de la gouvernance internationale des océans ; réduction de la pression humaine exercée sur les océans et mise en place des conditions propices à une économie bleue durable ; approfondissement de la recherche et des données relatives aux océans au niveau international.

Au vu de l'importance des océans pour les îles et les Etats côtiers de l'Afrique orientale et australe – océan Indien, le potentiel de l'économie de l'océan mais également les

dangers auxquels il est exposé, l'UE est active dans cette région du monde, et ce depuis plusieurs années, à travers le partage de son savoir-faire et la mise à disposition de plus de 100 millions € dans de nombreux domaines du secteur maritime.

### La sécurité maritime

Le programme régional pour la promotion de la sécurité maritime (MASE) pour la région Afrique orientale et australe – océan Indien a pour objectif notamment de renforcer les capacités nationales et régionales dans le domaine maritime.
L'opération EUNAVFOR Atalanta, déployée depuis 2008 au large des côtes somaliennes, a contribué à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie et des vols à main armée en mer au large de la Somalie.

### La lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN)

Le Programme régional de surveillance des pêches dans le Sud-Ouest de l'océan Indien (PRSP) et le programme SmartFish (mis en œuvre depuis 2011) ont permis la conduite de plusieurs patrouilles conjointes des pays de la région pour la surveillance des pêches. A Malte, la COI a présenté l'engagement fort des 8 Etats qui luttent ensemble contre la pêche illégale à travers le PRSP auquel l'UE apporte son appui depuis 2007.

### L'action climatique

Les océans, les mers et les côtes sont des zones qui disposent du potentiel nécessaire pour contribuer de façon significative aux stratégies effectives d'atténuation des effets du changement climatique.
Le Programme régional pour la gestion des ressources marines et côtières mis en œuvre de 2006 à 2009 (Recomap ou Progeco) a permis la réalisation de 63 projets par des acteurs non étatiques en faveur de la protection et de la gestion des zones côtières, du renforcement des capacités en matière de gestion intégrée des ressources côtières (GIZC) mais également de la promotion d'Aires marines protégées (AMP).
Les récifs coralliens représentent un écosystème vital pour les régions tropicales. Le programme régional ISLANDS a permis depuis 2011 la conception d'un système régional d'information sur les récifs coralliens, et la mise en place d'un réseau régional pour leur suivi.

### Amélioration des connaissances sur les océans

Au titre du Programme de surveillance pour l'environnement et la sécurité en Afrique (MESA), l'Institut d'océanographie de Maurice (MOI) mène une évaluation de la vulnérabilité des côtes des pays de la COI en utilisant des données satellitaires historiques et archivées au cours des 10 à 20 dernières années. L'objectif final est de produire des cartes sur la vulnérabilité côtière et le changement côtier.
Le Programme régional de marquage des thons dans l'océan Indien a, quant à lui, permis de marquer 168 000 thons entre 2005 et 2009, permettant aux scientifiques de récolter des données sur le déplacement et les courbes de croissance des thons, données importantes pour l'évaluation des stocks. Le vaste ensemble de données générées au cours de ce programme continue à être utilisé dans diverses analyses dans le cadre des travaux de la Commission thonière de l'océan Indien (CTOI) au sein de laquelle l'Union européenne, représentée par la Commission européenne, joue un rôle actif.
Les écosystèmes marins et les économies maritimes font face à de nombreux défis qui requièrent une approche intégrée et une solide coopération internationale. Il relève très clairement de la responsabilité de l'UE à la fois en tant qu'acteur mondial et en tant que partenaire régional de faire le nécessaire et même de montrer le chemin pour faire face aux défis du secteur maritime. La conférence "Our ocean" d'octobre prochain sera une nouvelle opportunité d'aller collectivement beaucoup plus loin dans nos engagements en faveur de la protection des océans et de la préservation des ressources de notre planète.



## Mission

L'UE est déterminée à mettre en œuvre le programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies, et notamment l'Objectif de développement durable n° 14 «Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines».



17 years experience in making the Indian Ocean Islands accessible to global markets has made us experts in offering specialised high quality solutions for the shipment of your containerised, breakbulk and hazardous cargo.

We pride ourselves on our flexibility and ability to make quick decisions to meet your needs in a rapidly changing shipping industry.




UAFL
UNITED AFRICA FEEDER LINE

***How can we help you?***

United Africa Feeder Line
UAFL House, Domaine de Labourdonnais, Mapou 31803, Mauritius
+230 266 3000 www.uaflshipping.com www.facebook.com/uafl1/

# ASC

## ANJOUAN STEVEDORING COMPANY LTD.

Operating the Unions of Comoros' only deep sea port, we are well positioned to handle your operational needs.

**We are specialists in :**

- Containerised Cargo
- Break Bulk Cargo
- Heavy Cargo
- Cargo related to the oil and gas industry logistics



**Anjouan Stevedoring Company Ltd**
Boite Postale 234, Mutsamudu, Ile Autonome d'Anjouan
Union Des Comores
Tel +269 771 13 65



CULTURE

# Mer de Demain

**Entièrement réalisée avec des déchets ramassés en bord de mer, l'exposition « Mer de Demain » allie création artistique et défense de l'environnement de façon étonnante. L'artiste plasticienne Béatrice Neirinckx a recréé 50 m² de paysages sous-marins dans une salle du collège Paul Hermann de Saint-Pierre, à l'île de La Réunion.**




Le visiteur, pénétrant par une grotte sous-marine, est accueilli avec des bruits de plongée ou des chants de baleines. La première moitié du parcours, très réaliste, montre des poissons dans le massif corallien, une tortue qui broute dans l'herbier, recréés avec des savates, du polystyrène et toute sorte de déchets ramassés en bord de mer.
Dans la deuxième partie, notre « plongeur » est rattrapé par la triste la réalité : les déchets sont encore mis en scène, cette fois-ci sans transformation, pour donner une impression d'immersion dans un vortex de déchets comme ceux dérivant au milieu de chaque océan.
À la sortie, des travaux d'élèves (créations plastiques, poèmes, panneaux explicatifs, et idées de solutions) montrent combien les jeunes se sentent concernés par ce problème. La visite se termine par les photos de l'apnéiste Thierry Peres, qui montrent que la mer reste encore très belle mais qu'elle est aussi très fragile.





Photos sous-marines et photos de l'exposition © Thierry Peres





### En container

La salle d'exposition devant être libérée fin décembre 2017, Béatrice a imaginé de tout transférer dans un container pour rendre cette expo à la fois pérenne et mobile. « *En effet, nous voudrions que tous les élèves de l'île puissent la visiter car le déplacement d'un container coûte beaucoup moins cher que de nombreux déplacements en bus : pour un même budget, on pourrait toucher presque dix fois plus d'élèves.* »

### Un même rêve, une même ambition, deux portraits qui se complètent

Plasticienne passionnée par le Land art, ces œuvres d'art faites de matériaux naturels et réalisées en harmonie avec les paysages dans lesquels elles s'inscrivent, Béatrice Neirinckx a ramassé des matériaux naturels pendant des années pour ses installations éphémères. « *J'avais l'espoir de sensibiliser à la nature, si souvent maltraitée. Les choses s'aggravant, j'ai compris qu'il fallait passer à la vitesse supérieure, et les déchets sont devenus ma matière première.* »

Professeur de sport, moniteur d'apnée et photographe, Thierry Peres fédère régulièrement les amoureux de la mer autour de projets de sensibilisation à la fragilité de l'écosystème marin réunionnais et d'actions citoyennes de nettoyage de sites côtiers. Il a fait la connaissance de Béatrice Neirinckx via un réseau social. Les causes qu'ils défendent sont si proches que Béatrice lui a proposé d'associer ses photos à l'exposition « Mer de  Demain ».







# METISS,
## câble à très haut débit indianocéanien


Signature du Consortium METISS – Juin 2016 – Madagascar

Le 15 décembre 2016 au siège de la COI, huit opérateurs de télécommunications créent la surprise. En présentant officiellement le projet METISS, pour *MElting poT Indianoceanic Submarine System*, ces opérateurs généralement concurrents montrent leur volonté d'allier leurs forces pour améliorer les capacités de connexion de l'Indianocéanie.

Emtel et CEB FiberNET Co Ltd de Maurice, Blueline et Telma de Madagascar, et Canal+ Telecom, SRR (SFR Réunion), Telco OI (Only) et Zeop de La Réunion sont les membres du consortium METISS qui installera un câble sous-marin à très haut débit reliant Maurice, La Réunion et Madagascar à l'Afrique du Sud d'ici 2019. En juillet 2017, le projet franchit un nouveau pallier : deux nouveaux membres investisseurs, Belgacom International Carrier Services (BICS) et Airtel Madagascar, intègrent le comité de pilotage du projet pour lequel une société, Câble Metiss Ltd., a été créée et enregistrée à Maurice en juin dernier.

La COI, avec le soutien de l'UE, a joué son rôle de facilitateur en plaidant pour l'amélioration de la connectivité régionale et en accompagnant la structuration du projet. Et en décembre 2017, la signature de l'accord de construction et de gestion marque le lancement effectif du projet.

**« Notre région est au bord de la fracture numérique »**

*« L'enjeu est celui d'une croissance nouvelle, soutenue par l'innovation. Le défi est celui d'une nouvelle infrastructure. Avec ce nouveau câble, je suis convaincu que nous serons plus à même d'accompagner une nouvelle donne économique dans une société numérique et intelligente »*

**Hamada Madi,**
**Secrétaire général de la COI**

## En chiffres

**10 opérateurs**
**ont choisi d'unir leurs efforts pour une infrastructure partagée**

**3000 km**
**Longueur du câble METISS qui reliera Maurice, La Réunion et Madagascar à l'Afrique du Sud**

**40 millions €**
**Coût estimé du câble METISS**

# Mobiliser les forces nationales pour produire de l'énergie propre

C'est certainement la composante la plus emblématique du programme COI-ENERGIES, financé par l'Union européenne : l'appel à propositions, pour le cofinancement de projets de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables dans les pays bénéficiaires du programme, a suscité l'intérêt de plus de 150 opérateurs publics, privés et communautaires.

A la fin de l'année 2016, 17 projets ont été sélectionnés et seront cofinancés par le programme pour un engagement total de plus de 4,6 millions € de subvention.

A Maurice, deux projets ont été lancés au cours des dernières semaines : le projet de dessalement d'eau de mer par énergie solaire, porté par la société Quadran, le 10 juillet 2017 à Rodrigues et le projet d'Omnicane de biométhanisation de la vinasse et de production d'électricité à partir de biogaz le 9 août 2017.

Aux Comores, une cérémonie de lancement des projets financés s'est tenue le 17 août 2017 à Moroni. Parmi les quatre projets mis en oeuvre aux Comores, COI-ENERGIES cofinancera la construction et la diffusion de 50 unités de distillation d'huile essentielle d'ylang-ylang dans les îles d'Anjouan et de Mohéli, un projet porté par l'ONG Initiative Développement. Il s'agira de soutenir la généralisation des bonnes pratiques énergétiques et écologiques au sein de cette filière emblématique de l'économie comorienne.

A Madagascar, les projets ont été officiellement lancés le 22 août 2017 à Antananarivo. L'un d'eux, porté par l'Agence de développement de l'électrification rurale, projette d'exploiter un site hydroélectrique dans la commune rurale d'Ampasimbe, afin de satisfaire les demandes des habitants de quatre communes. Ainsi, 500 clients bénéficieront d'un service continu d'électricité à des prix accessibles et la gestion locale de l'exploitation sera pérennisée.

Les projets retenus, grands et petits, relevant du secteur public comme du secteur privé et de la société civile, qui font appel à toute la panoplie des technologies de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables, démontrent la capacité et la volonté des producteurs d'énergie de contribuer activement au développement durable de nos îles.

Ces projets participent aussi à la préservation des milieux naturels et au développement socioéconomique des territoires, notamment dans les zones rurales.

Ce dernier point est d'ailleurs le cœur de l'un des 17 projets de l'appel à propositions intitulé « FEmmes Malgaches entrepreneurs SOLAires Rurales (FEMSOLAR) », porté par WWF Madagascar.

## Chiffres clés

**17** projets soutenus par le programme COI-ENERGIES

Plus de
**4,6 millions €**
sur crédits du 10ème FED

**Comores : 4 projets**
**Madagascar : 9 projets**
**Maurice : 4 projets**
**Total : 17 projets**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Comores | 2 Organismes d'intérêt public | - Privé | 2 ONG |
| Madagascar | 2 Organismes d'intérêt public | 3 Privés | 4 ONG |
| Maurice | 2 Organismes d'intérêt public | 2 Privés | - ONG |

## Type d'énergie

utilisé dans les projets :

**Solaire**
5 projets

**Hydro-électricité**
3 projets

**Efficacité énergétique**
2 projets

**Biogaz**
4 projets

**Biomasse**
2 projets

**Biocarburant**
1 projet





Les femmes d'Ambakivao parmi les participantes à la formation au Barefoot College à Tilonia, en Inde. © WWF MDCO/Tony Rakoto

# FEmmes Malgaches entrepreneurs SOLAires Rurales (FEMSOLAR)

## Interview de la responsable du projet à WWF : Voahirana Randriambola

***Expliquez-nous en quoi consiste le projet que vous portez.***

Le projet s'inscrit dans la Nouvelle politique de l'Energie de Madagascar qui entend contribuer à l'atteinte d'un objectif d'au moins 12% de ménages ruraux malgaches ayant accès à l'éclairage moderne et à l'électricité d'ici 2030. D'ici la fin du projet que nous portons, il est spécifiquement attendu que l'accès durable à l'éclairage moderne et à l'électricité des populations rurales isolées de Madagascar fasse l'objet d'un programme national dans lequel la femme joue un rôle central.

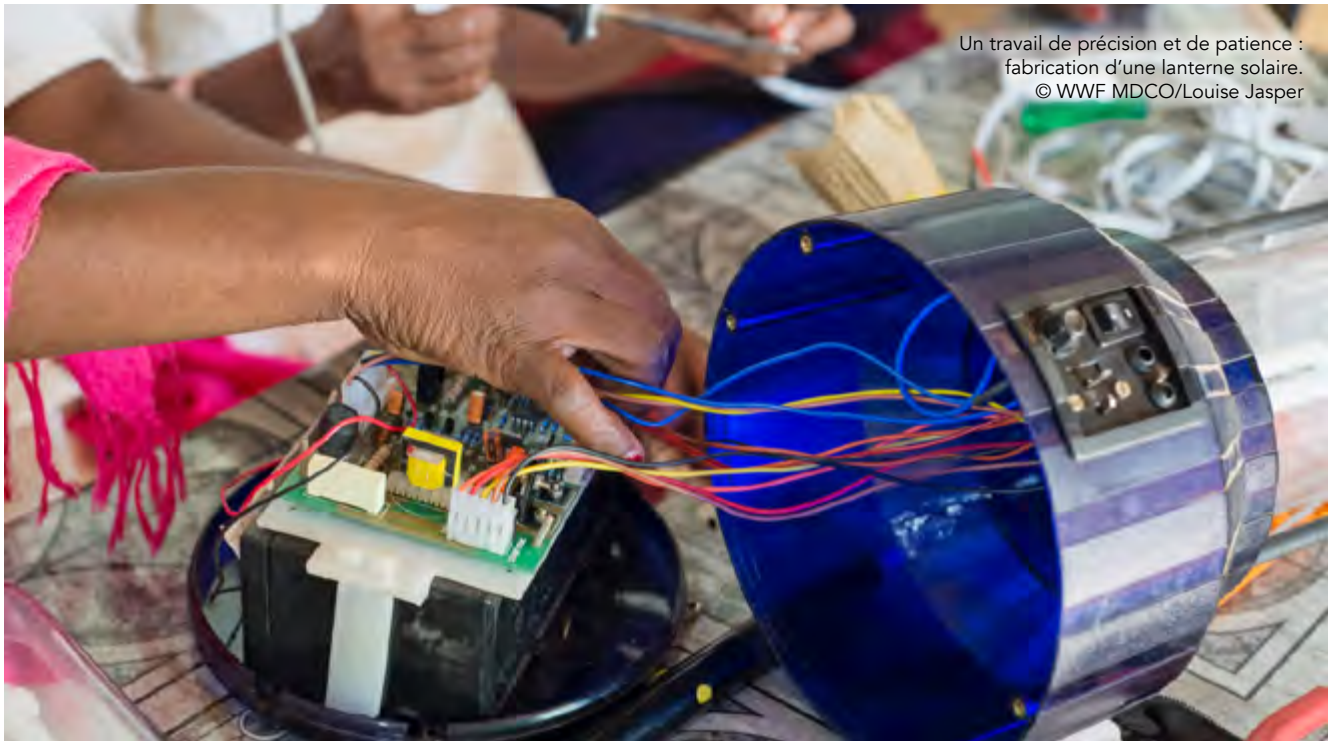
Les principales parties prenantes comprennent quatre femmes, sélectionnées avec les communautés du village rural isolé d'Ambakivao, sans aucun accès à l'électricité et situé à proximité d'une zone de conservation de mangroves dans la région Menabe. Une approche « modèle » d'électrification sera développée au niveau de ce village, comprenant l'installation de systèmes solaires par les femmes. Ceci permettra à au moins 200 ménages, soit environ 1360 personnes, de bénéficier d'un accès à l'éclairage moderne et à l'électricité pour faire fonctionner, par exemple, un appareil radio et procéder à une recharge de téléphone. De manière plus large, 289 ménages gravitant autour du village comptent à terme parmi les bénéficiaires de l'action.

Ce projet sera mis en œuvre durant deux ans.

***Quelle est la valeur ajoutée d'un tel projet utilisant une énergie renouvelable, le soleil, dans des régions isolées à Madagascar ?***

Le modèle que nous développons cible les villages isolés, parmi les plus défavorisés, ceux qui ne peuvent être concernés par une approche économique de l'électrification rurale par des acteurs privés, faute de rentabilité. Il vient ainsi proposer une solution pour une frange de la population rurale qui sans cela, risque d'être délaissée. Le projet cible particulièrement les communautés actrices de la préservation des écosystèmes pour un impact environnemental optimisé.

Enfin, le projet ne se contente pas de développer un modèle, mais prépare également sa mise à l'échelle à travers des partenariats public – privé, pour une valeur ajoutée à l'échelle de Madagascar.



Un travail de précision et de patience : fabrication d'une lanterne solaire. © WWF MDCO/Louise Jasper

***Ce projet comporte beaucoup d'avantages, parmi lesquels le rôle donné aux femmes, l'accès à l'électricité pour une population rurale, défavorisée et isolée, la préservation de l'environnement… Pourriez-vous nous en dire plus sur ces bénéfices ?***

Les quatre femmes sélectionnées sur le village d'Ambakivao vont devenir des techniciennes solaires compétentes suite à leur formation de 6 mois au Barefoot College en Inde et ce malgré le fait qu'elles soient (semi-) illettrées. Mis à part les travaux de fabrication, montage, installation et réparation, elles acquerront également des capacités de formatrices dans le cadre de la mise en place de la filière locale « lampes solaires portables ».

Elles bénéficieront d'un revenu régulier à leur retour de formation en officiant en tant que techniciennes solaires pour la maintenance, l'entretien, la formation des utilisateurs et la réparation des systèmes solaires qu'elles auront elles-mêmes installés.

En échange d'une cotisation mensuelle pouvant varier de 1 à 4 € par ménage, grâce aux systèmes solaires installés, les 200 ménages ruraux du village d'Ambakivao bénéficieront de manière pérenne d'un éclairage moderne de qualité, permettant par exemple aux enfants de faire leurs devoirs le soir. Actuellement, les dépenses d'un ménage en achat de pétrole lampant et de piles pour des usages similaires mais fortement limités par la disponibilité monétaire, peuvent s'élever à 6 € par mois ; les économies monétaires réalisées pourront ainsi être affectées à d'autres besoins, en particulier alimentaires. La source d'énergie utilisée, renouvelable et propre, contribuera également à la diminution des maladies respiratoires (pollution intérieure) et des risques de détérioration de la santé dus à l'éparpillement de déchets dangereux (piles).

Les séances éducatives dont les ménages bénéficieront au niveau de la maison solaire communautaire, ainsi qu'un meilleur accès à l'information, viendront appuyer l'amélioration des conditions d'hygiène, le planning familial, la santé, l'éducation scolaire, l'alphabétisation, le développement d'activités génératrices de revenus et la protection de l'environnement.

Grâce à ce projet, il est prévu d'éviter l'émission d'au moins 6 300 kg eq $CO_2$ par an du fait de l'abandon de l'utilisation de pétrole lampant par les ménages [1]. Un plan d'action pour le développement d'un système de collecte et de recyclage des batteries usagées sera adopté.




Les 4 femmes (Hanitra, Remeza, Yollande et Kingeline) en démonstration à leur retour à Madagascar, à Morondava. © WWF MDCO/Tony Rakoto

[1] *Un ménage consomme environ 1 à 2 litres de pétrole lampant par mois. On considère un facteur d'émission de 2,63 kg eq $CO_2$ par litre de pétrole lampant*

# Les petites îles :
## laboratoires des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique



Rodrigues est l'un des sites pilotes du programme COI-ENERGIES en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie et de promotion des énergies renouvelables à Maurice

Le programme COI-ENERGIES a conduit des études stratégiques sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique dans quatre petites îles, à savoir Mohéli aux Comores, Sainte-Marie à Madagascar, Rodrigues à Maurice et La Digue aux Seychelles. Il s'agit en quelque sorte de faire de ces petites îles des laboratoires d'une transition verte. Les stratégies ont été finalisées en 2016. Ce travail de réflexion, les échanges avec les acteurs locaux et nationaux et le potentiel avéré de ces petites îles ont encouragé la COI à aller plus loin.

A Mohéli, COI-ENERGIES apportera un appui direct à la formation professionnelle. Une plateforme de formation solaire sera développée pour l'installation, la maintenance et la gestion des appareils à énergie solaire photovoltaïque et thermique.

A Sainte-Marie, il est envisagé de soutenir le développement d'une filière locale bois-énergie reposant sur l'exploitation et la valorisation d'une espèce envahissante, le grevillea, pour la production de charbon de bois.

A Rodrigues, le projet de démonstration se fera sur le même schéma que celui de Mohéli. Les apprentis électriciens et plombiers bénéficieront ainsi d'un cours pratique sur ces les thématiques de gestion et maintenance des appareils à énergie solaire.

A La Digue, un projet de démonstration consistera à installer, dans la halle aux poissons en cours de construction, un équipement solaire permettant la production d'eau chaude sanitaire et la fabrication de glace pour la conservation du poisson. Il est également prévu de soutenir la création d'un tableau de bord énergétique.

# WORLD-CLASS
## ENGINEERING SOLUTIONS



**AUTOMOTIVE SOLUTIONS**










**ELECTRICAL & POWER SOLUTIONS**










**SECURITY SOLUTIONS**




**WATER SOLUTIONS**













**HEATING, VENTILATION & AIR CONDITIONING SOLUTIONS**










**HOTEL & CATERING SOLUTIONS**










**VERTICAL TRANSPORTATION SOLUTIONS**




REY · & · LENFERNA · LTD.

# MEP SERVICES
## FACILITIES MANAGEMENT

HVAC

Medium, Low & Extra Low Voltage

Building Automation & Energy Management

Public Health & Fire Fighting

Lifts & Escalators

Security

Rey & Lenferna Ltd has acquired a long and proven experience in the fields of Mechanical, Electrical & Plumbing for installation, repair, diagnostic and maintenance. Based on our experience, we are able to offer MEP **Facilities Management** to our customers.

Our skilled in-house engineers and technicians work both strategically and tactically to deliver best-in-class integrated service, maintenance, testing & inspections in addition to installations.














Head Office: Royal Road, Bell Village 11202 - Tel: 203 4400 | Fax: 208 9876
Showroom: Bell Village - Tel: 203 4455 | Emerald Park, Commercial Centre, Trianon - Tel: 207 6433
Service Centre - Tel: 207 6400
Email: info@reylenferna.com | Website: www.reylenferna.com

# Le Domaine de Labourdonnais







**Un espace authentique pour favoriser le succès de votre événement. Conférence, réunion, formation, séminaire, brainstorming, cocktail etc**

Vous dirigez un organisme ou une association. Que votre événement s'adresse à un public familier ou que vous cherchiez simplement à promouvoir votre innovation ou votre projet, faites du Domaine de Labourdonnais votre prochaine destination de congrès. Dans un cadre des plus prestigieux l'Espace Ernest Wiehe– met à votre disposition tous les services dont vous avez besoin. Votre congrès se doit d'être rigoureusement professionnel. C'est ce que nous offrons en premier lieu bien évidemment, mais en prime nous pouvons également vous proposer des activités, visite du château construit en 1859 et qui fait aujourd'hui partie du patrimoine local. Vous pourrez découvrir la faune et la flore du domaine, visiter les vergers, et pour satisfaire au goût de chacun déguster les meilleurs jus gorgés de soleil, ainsi que les pâtes de fruits, et confitures d'un parfum sans égale. L'Espace Ernest Wiehe est disponible à la location tous les jours.

***Le Chateau et ses jardins sont quant à eux disponibles à la location pour vos fêtes de fin d'années, anniversaires, mariages et notre équipe se tient à votre disposition pour s'occuper de tous les aspects logistiques (tentes, décoration, animations...)***

**T :** +230 266 95 33 **E :** leisure.events@ddl.mu

***An authentic space to foster the success of your event. Conference, meeting, training, seminar, brainstorming, cocktail etc.***

*You run an organization or association. Whether your event is for a familiar audience or you simply want to promote your innovation or your project, make the Domaine de Labourdonnais your next convention destination. In a most prestigious setting, the Espace Ernest Wiehe provides you with all the services you should need. Your congress must be rigorously professional. This is what we offer in the first instance of course, but as a bonus we can also offer activities, visit of the mansion built in 1859 and which is now part of the local heritage. You can discover the fauna and flora of the estate, visit the orchards, and to satisfy everyone's taste savor the best sun-drenched juices, as well as fruit pastes, and jams with unequaled flavor. The Espace Ernest Wiehe is every day available for rent.*

***The mansion and its gardens are available for rent for your end-of-year celebrations, birthdays, weddings and our team is at your disposal to take care of all logistical aspects (tents, decoration, animations ...)***

***T:*** *+230 266 95 33* ***E:*** *leisure.events@ddl.mu*

**La table du Château de Labourdonnais**
**Cap sur des saveurs vraies**
La Table du Château de Labourdonnais vous accueille dans un cadre exceptionnel pour un moment de détente et de plaisir incomparable, pour déjeuner, diner ou célébrer l'événement de votre choix.
Ouvert à tous, la Table du Château permet de faire connaissance avec les fruits et légumes récoltés au Château de la plus délicieuse manière qui soit.
Fidèle a son style, le Chef Fabio de Poli reste aux commandes d'une table réputée pour sa créativité culinaire et décline une cuisine légère et concentrée sur le plaisir des saveurs vraies.

**Le Labourdonnais Express**
Le Domaine de Labourdonnais offre bien plus que son magnifique jardin et son Château.
Découvrir le Domaine de Labourdonnais installé dans le Labourdonnais Express avec Jocelyn et Sarah lors d'une balade commentée d'une durée de 45 minutes, durant lesquelles notre guide vous fait découvrir à travers une ambiance des transports d'autrefois, quelques facettes du Domaine en passant par la vieille cheminée et ses vestiges, les vergers , et la pépinière . Une dégustation des produits du Domaine est aussi incluse dans le forfait. Après cette balade, les visiteurs pourront se promener à leur rythme dans les jardins du Domaine.

***La Table du Château de Labourdonnais***
***Focus on true flavors***
*La Table du Château de Labourdonnais welcomes you in an exceptional setting for a moment of relaxation and incomparable pleasure, for lunch, dinner or celebrate the event of your choice.*
*Available to all, La Table du Château allows you to get to know the fruits and vegetables harvested at the mansion in the most delicious way.*
*Faithful to his style, Chef Fabio de Poli remains at the controls of a table renowned for his culinary creativity and offers a light cooking style and focused on the pleasure of true flavors.*

***The Labourdonnais Express***
*The Domaine de Labourdonnais offers much more than its magnificent garden and its Château.*
*Discover the Domaine de Labourdonnais nestled in the Labourdonnais Express with Jocelyn and Sarah during a guided tour lasting 45 minutes, during which, our guide will help you discover through an atmosphere of transportation of the past, some facets of the Domaine while passing by the old chimney and its vestiges, the orchards, and the plant nursery. A tasting of the Domaine's products is also included in the package. After this walk, visitors can walk at their own pace in the gardens of the Domaine.*











**La distillerie de Labourdonnais**
En 2006, le Domaine construit sa distillerie, aujourd'hui connue comme Distillerie de Labourdonnais. Celle-ci se spécialise dans la production de rhum agricole, fabriqué à partir de pur jus de canne issu de la première presse, donc d'une qualité exceptionnelle.

***The Labourdonnais distillery***
*Built in 2006 as the Rhumerie des Mascareignes, it has been renamed as the Labourdonnais Distillery in 2014. It is specialised in producing agricultural rums made out of fresh sugarcane juice and is well-renowned for its incredible quality.*

# La COI veille sur l'Indianocéanie

## Le projet Veille sanitaire en bref

- Un réseau régional opérationnel et intégré de surveillance des maladies, regroupant plus de 250 professionnels de la santé publique et de la santé animale
- Un échange d'information sanitaire continu entre les services de surveillance des Etats membres couplé à une veille sanitaire régionale et internationale
- Une surveillance des maladies animales renforcée et standardisée au niveau régional (Madagascar, Comores, Maurice et Seychelles)
- 25 épidémiologistes de terrain formés d'ici fin 2017
- 18 modules de formation courte au bénéfice de 431 personnels de santé humaine et animale dont 43% de femmes
- Le financement d'un laboratoire mobile de biologie moléculaire positionné à l'Institut Pasteur de Madagascar
- Le financement d'un laboratoire de biologie moléculaire aux Seychelles
- Le financement d'un « *safety cabinet* » pour le laboratoire de Rodrigues
- Un programme de contrôle qualité-externe chikungunya-dengue pour les laboratoires de biologie moléculaire des Etats membres
- Un programme régional de surveillance de la résistance des moustiques aux insecticides
- Un programme régional de surveillance de la résistance aux antibiotiques
- L'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication au service de la veille sanitaire



## Le Réseau SEGA : expression de la solidarité régionale face aux épidémies

L'action régionale en faveur de la santé publique, sous l'égide de la Commission de l'océan Indien, est passée à une étape supérieure en 2017. A l'occasion du 32ème Conseil de la COI, tenu le 1er mars à La Réunion, les ministres des Etats membres ont signé une Charte qui institutionnalise et pérennise le Réseau de Surveillance des épidémies et de gestion des alertes (SEGA-One Health) de la COI. Cette charte est le premier acte officiel vers une unité technique pérenne au sein du Secrétariat général de la COI à même d'apporter le soutien nécessaire aux Etats membres dans la protection des populations de l'Indianocéanie contre les épidémies.
Par ailleurs, 2018 sera l'année du lancement de la phase III du projet Veille sanitaire, financé par l'Agence française de développement (AFD) qui réitère ainsi sa confiance envers la Commission de l'océan Indien.
Ce partenaire met à la disposition de la COI une subvention d'un montant de 8 millions € mobilisable sur les 5 prochaines années (2018-2022).

**Les objectifs du futur projet portent sur :**

- le renforcement des capacités techniques de la COI en matière de veille sanitaire, d'alerte et de riposte face aux épidémies ;
- le soutien et le développement du réseau SEGA ;
- le renforcement de l'expertise technique régionale et des partenariats en matière de réduction des risques sanitaires dans le contexte du changement climatique ;
- l'intégration de l'Unité de Veille sanitaire dans le département de santé publique permanent de la COI avec le soutien renforcé des Etats membres et des pôles d'expertise régionaux.




*Source : Organisation mondiale de la santé animale (OIE)

# Une collaboration renforcée avec l'Organisation mondiale de la santé animale

Le Réseau SEGA de la COI a intégré une composante en santé animale depuis 2013. La raison : santé humaine et santé animale sont intimement liées comme le démontrent les quelques chiffres ci-dessus.
La participation du Secrétaire général de la COI à la 85ème Assemblée générale de l'Organisation mondiale de la Santé animale (OIE) en mai 2017 marque un renforcement dans la collaboration entre les deux institutions.
Le Secrétaire général de la COI est intervenu pour y présenter le réseau SEGA-One Health et ses principales réalisations en matière de santé animale.
En marge de la séance plénière, il s'est aussi entretenu avec le Dr Monique Eloit, directrice générale de l'OIE, et a évoqué l'importance capitale du concept de « une seule santé » (One Health) pour l'avenir à long terme du réseau de veille sanitaire de la COI.

# La force du Réseau SEGA : le renforcement de capacités par l'échange d'expertises

RÉSEAU SEGA
ONE HEALTH
L'initiative 'Une seule santé' de l'océan Indien

Que de chemin parcouru depuis la création du Réseau en 2009… Plus de 250 partenaires de la région de l'océan Indien et du monde entier sont parties prenantes aujourd'hui, s'investissent et apportent leur expertise quand cela est nécessaire.
Pour exemple en 2017, les services de lutte antivectorielle (LAV) de La Réunion et de Maurice, encadrés par la Plateforme d'intervention régionale de l'océan Indien (PIROI) de la Croix-Rouge française et sous l'égide de l'Unité de veille sanitaire (UVS) de la COI, ont apporté leur expertise au ministère de la Santé comorien pour la mise en place d'un plan national de réponse aux arboviroses en prévision d'une éventuelle épidémie de Zika, de dengue ou de chikungunya.
De la même façon, les équipes de vétérinaires malgaches sont venues renforcer les bancs des vétérinaires mauriciens face à l'épidémie de fièvre aphteuse qui a touché le pays de juillet à octobre 2016. Les équipes réunionnaises et l'UVS sont également intervenues aux Seychelles au cours de l'épidémie de dengue L'UVS de la COI a également envoyé ses épidémiologistes en appui à l'équipe internationale de l'OMS et fourni du matériel aux autorités malgaches dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de peste qui a débuté au deuxième semestre 2017.
Afin de renforcer les compétences des partenaires de la région, le projet Veille sanitaire met également en avant l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) au travers de son programme Mobile Health. Ces outils de collecte et de remontées de données ont été élaborés pour faciliter la surveillance et la veille sanitaire des Etats membres de la COI. Ce sont plus de 250 centres de santé à Madagascar et 100 formations sanitaires aux Comores qui bénéficieront de cette technologie grâce au projet Veille sanitaire d'ici fin 2017.
Enfin, la formation, tant en santé humaine qu'en santé animale, de plus de 25 épidémiologistes de terrain issus des Etats membres renforce les liens entre les services de nos pays et favorise la fluidité de la communication et de la diffusion d'information à l'échelle régionale. Ces équipes sont le réseau de demain, capables de répondre avec rapidité à une situation de crise et de mobiliser au plus vite les équipes et expertises nécessaires. C'est ensemble, en travaillant main dans la main et en pérennisant le Réseau SEGA-One Health, que l'Indianocéanie sera plus forte pour faire face aux épidémies qui la menacent à court, moyen et long termes.

# VDTEC « l'Architecte de la Sécurité »



Visionnaire, et passionné, Didier Lebon est à la tête de VDTEC qui voit le jour en 2011, l'idée est de devenir une référence sur le marché de la sécurité. Depuis l'entreprise a su relever le défi pour acquérir une expérience reconnue par les plus grandes entreprises du commerce et de l'industrie, banques, aéroports etc….
Une forte ambition portée par un esprit d'innovation ont permis une expansion régulière qui franchit désormais nos frontières d'ores et déjà VDTEC est représentée à Madagascar et très prochainement à l'Ile de la Réunion.

**LES ENJEUX DE LA SÉCURITÉ ÉLECTRONIQUE**
Plus que jamais, votre environnement nécessite de protéger vos collaborateurs, vos clients, vos visiteurs et de surcroît vos infrastructures et biens… Pour la pérennité de votre activité économique et la protection complète de l'ensemble des éléments la constituant, il est impératif de s'entourer de spécialistes habilités à faire face à tous les risques potentiels, allant de la prévention à l'analyse jusqu'à la mise en place des dispositifs techniques.

**L'OBJECTIF DE LA SÉCURITÉ ÉLECTRONIQUE**
VDTEC assure l'installation et la maintenance préventive et curative de systèmes comme :

- *La détection intrusion, dispositif de vidéosurveillance (CCTV), pour la protection des locaux commerciaux, professionnels ou personnels contre les cambriolages et agressions, VDTEC met en place des solutions d'alarmes, de vidéosurveillance répondant à vos besoins spécifiques.*
- *Le contrôle d'accès et de gestion horaire*
- *Le lecteur biométrique*
  *Le lecteur biométrique se base sur la biométrie, c'est à dire l'analyse d'un caractère physique propre à chaque individu comme les empreintes digitales par exemple.*
- *Notre société intervient dans le domaine de la gestion du temps de travail, et fourni aux décideurs d'entreprise des solutions complètes et adaptées leur permettant d'optimiser leurs ressources humaines. Au pointage en entreprise peut aisément être rajoutée une solution de contrôle d'accès.*



**Contrôle d'accès badge et carte biometrique**
Le lecteur de badge identifie le badge propre à chaque salarié ou autre visiteur. Le porteur de badge met en contact son badge avec le lecteur ou bien l'approche simplement de la borne : le lecteur détecte son badge individualisé et lui autorise l'accès.



Nous travaillons en étroite collaborations avec des fabricants tel que Safran Morpho (anciennement Sagem), Pelco, Hitron Evolis, Bosch, Honeywell, Indigo Vision et Axis.



**L'expertise et l'engagement de notre entreprise**
VDTEC offre à ses partenaires des produits de haute technologie et assure un support réactif et performant avec:

- *Devis personnalisés gratuits.*
- *Matériel électronique et de biométrique dernière génération.*
- *Logiciels adaptés et personnalisables.*

**Fire Ball**
VDTEC commercialise un système novateur de lutte contre l'incendie capable d'éteindre un feu en quelques secondes. Ayant une forme de ballon qui peut être utilisé pour des feux au stade initial. C'est un produit au poids léger facile à utiliser même par les enfants ou les personnes âgées dans le cas d'un incendie.



VDTEC
DISTRIBUTORS

# INNOVATIVE SOLUTION PROVIDER

Our company is specialised in Security and Information Technologies Management. With a close relationship with renowned companies in the global security market, VDTEC represents the N°. 1 worldwide AFIS (Automated Fingerprint Identi cation System) distributor in the Indian Ocean. Working with high grade products and providing outstanding customer service & maintenance gives the company its competitive edge. e company was founded in February 2011 and is currently based in Mauritius, Madagascar, Seychelles, South Africa and expanding shortly in Reunion Island.

## PRODUCTS & SERVICES

SECURITY CAMERAS
ACCESS CONTROL
ADSL SOLUTIONS
GPS TRACKING
ALARM SYSTEMS
INTERACTIVE SOLUTIONS

FINGERPRINT BIOMETRICS
TIME & ATTENDANCE
CARD PRINTER SERVICES
UPS SERVICES
GUARD PATROL
ELECTRONIC SOLUTION PROVIDER

No.1
Leading Distributor in the Indian Ocean

SAFRAN Morpho
POWER
PELCO by Schneider Electric
BOSCH Invented for life
EVOLIS
suprema
Honeywell
ELIDE FIRE

**VDTEC Distributors Ltd**, Ebene Junction, Rue de la Democratie, Ebene, Mauritius,
Tel: 4641716 / Mob: 54211732/25, Email: sales@vdtec.net
**www.vdtec.net**

# L'Agence Française de Développement (AFD), financer le développement pour « un monde en commun »

## L'AFD dans l'océan Indien

Banque de développement et partenaire de la coopération, l'Agence Française de Développement est la plus ancienne institution de développement du monde, engagée depuis 75 ans au service des populations des pays du Sud. L'intervention de l'AFD en matière de coopération régionale s'inscrit dans plusieurs cadres stratégiques, dont la stratégie de coopération régionale de l'AFD pour l'océan Indien validée en 2012.

Le soutien aux organisations multilatérales de la région répond à ces objectifs. Les thématiques d'intervention auprès de la Commission de l'océan Indien sont ciblées en priorité sur les biens publics mondiaux, notamment la lutte contre les pandémies et l'adaptation au changement climatique. Egalement, l'AFD a engagé en 2015 un Programme de renforcement des capacités commerciales (PRCC) régional au bénéfice de l'Union des chambres de commerce de l'océan Indien (UCCIOI), dont les synergies avec des actions initiées en bilatéral avec les pays, ou avec la COI, sont nombreuses.

Enfin, l'AFD est présente dans chacun des Etats membres de la COI, où des programmes de coopération adaptés sont déployés. Les stratégies et les projets bilatéraux sont gérés par des agences à Antananarivo, Moroni, et Port-Louis (qui couvre également les Seychelles). Dans les territoires français de l'océan Indien, l'activité se concentre sur l'appui aux collectivités locales, aux organismes en charge de la politique de logement, et au secteur privé (en direct, ou via les outils de BPI France).



## La Commission de l'océan Indien, partenaire de l'AFD

La COI est un partenaire de longue date avec lequel s'est tissée une relation de confiance qui permet de poursuivre un engagement de développement durable en cohérence avec les priorités de la région. Les interventions de l'AFD auprès de la COI sont en adéquation avec les axes stratégiques de l'organisation régionale, compte tenu des caractéristiques insulaires de ses Etats membres qui ont en commun l'isolement, l'étroitesse des marchés, la fragilité environnementale et l'exposition aux catastrophes naturelles. Depuis la première intervention d'envergure en 2007, plus de 25 M€ de subventions lui ont été octroyés, dont 2,2 M€ du Fond français pour l'environnement mondial (FFEM).

Les thématiques cibles d'intervention jusqu'ici se sont concentrées sur les sujets dits des « biens publics mondiaux », notamment avec un projet de lutte contre les pandémies à travers le réseau SEGA (Surveillance des épidémies et de gestion des alertes) et le projet Veille sanitaire, le projet d'adaptation aux changements climatiques, le projet de gestion intégrée des zones côtières (GDZCOI) soutenu par le FFEM et des études ponctuelles. Deux fonds d'études ont également permis d'appuyer des initiatives visant à favoriser les échanges économiques (gestion des déchets, desserte maritime régionale) ainsi qu'un appui à la COI elle-même, pour ses activités de communication.


Parc marin de Mohéli

# L'AFD et la COI au chevet de la santé et des zones côtières

Soucieuse de contribuer au développement humain de l'Indianocéanie, l'AFD soutient deux projets de la COI : le premier en santé publique et le second en matière de gestion durable des zones côtières.

En matière de santé publique, l'AFD finance à hauteur de 6 millions € la deuxième phase du projet Veille sanitaire. Le projet Veille sanitaire de la COI est unique et emblématique de la coopération régionale entre les îles de l'Indianocéanie. Intégrant surveillance sanitaire, santé animale et santé humaine, il donne des résultats très encourageants face aux défis sanitaires de la région. La signature de la charte Réseau SEGA One Health au 32ème Conseil des ministres de la COI en témoigne. Cet appui s'insère dans une stratégie de soutien global de l'AFD au secteur de la santé dans la région. A Madagascar et aux Comores, l'AFD appuie les systèmes de santé pour renforcer la disponibilité, l'accessibilité et la qualité des soins, en visant particulièrement la santé maternelle. A La Réunion, l'AFD participe à la coordination des acteurs de la coopération dans le domaine de la santé.

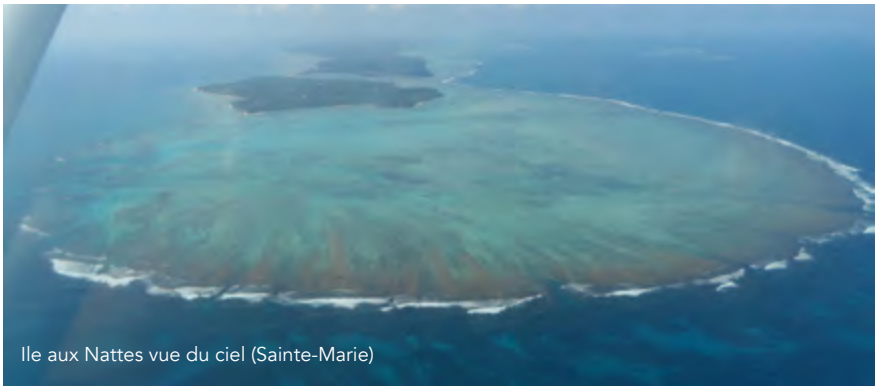
Dans le domaine environnemental, la COI met en œuvre le projet de Gestion durable des zones côtières (GDZCOI) avec l'appui financier du Fonds français pour l'environnement mondial pour un montant de 1,2 million € sur trois ans.

Ce projet qui implique directement les acteurs locaux de la gestion des milieux côtiers vise à appuyer les initiatives communautaires et à valoriser les bonnes pratiques existantes tout en facilitant des échanges d'expérience.

Aujourd'hui, 99 bonnes pratiques sont identifiées et renseignées et une plateforme a été développée et mise en ligne. Quelque 17 échanges régionaux ainsi que deux partenariats internationaux avec le comité *Man and the Biosphere* pour l'inscription de Mohéli (Comores) en Réserve de Biosphère et le Parc national de Port-Cros en France pour un échange d'expertise avec la *Seychelles National Park Authority*.

Le projet GDZCOI s'implique aussi plus particulièrement sur trois sites pilotes : Mohéli aux Comores, Sainte-Marie à Madagascar et Rodrigues à Maurice. Dans le viseur : un appui au développement d'un plan d'action, la mise en place des comités de gestion et l'identification de petits projets prioritaires suivis par les assistants techniques sur place.

Des activités sont également menées conjointement avec les projets Biodiversité et ISLANDS de la COI, tous deux financés par l'Union européenne, notamment pour le suivi et la préservation des récifs.


Ile aux Nattes vue du ciel (Sainte-Marie)

# Mauritius Duty Free Paradise prend son envol

## *Mauritius Duty Free Paradise is taking off*




L'aéroport international Sir Seewoosagur Ramgoolam a pour la troisième année d'affilée été désigné par ses pairs meilleur aéroport d'Afrique accueillant moins de cinq millions de passagers à l'année.

*Sir Seewoosagur Ramgoolam International Airport has for the third consecutive year been nominated by its peers, Africa's best airport with less than five million passengers a year.*



Fort de 3,7 millions de passagers l'aéroport présente toutes les caractéristiques, d'un grand aéroport en adéquation avec les attentes des différents segments de voyageurs. L'équipe de Mauritius Duty Free Paradise, dynamique et passionnée préside aux destinées de ses divers grands magasins situés dans la zone de départ, et de l'arrivée de l'aéroport ; ainsi qu'un magasin a l'aéroport Sir Gaëtan Duval, sur l'Ile Rodrigues.
Nous valorisons la culture, et l'atmosphère locale, de telle sorte qu'effectivement nos boutiques hors taxes soient une vitrine de l'Ile Maurice, et que les voyageurs aient envie d'y passer du temps.

*With 3.7 million passengers the airport has all the characteristics of a modern airport in line with the expectations of different segments of travelers. The team of the Mauritius Duty Free Paradise, dynamic and passionate chairs the destinies of its various department stores located in the departure and arrival zones of the airport; as well as a shop at Sir Gaetan Duval airport, on Rodrigues Island. We value culture, and the local atmosphere, so that indeed our duty free shops are a showcase of Mauritius, and that travelers want to spend time there.*





**Vivez une expérience shopping unique et économisez sur vos achats.**

« Nous sommes ravis de poursuivre l'élargissement des choix offerts à nos voyageurs » relève Rakesh Ragoobeer CEO de Mauritius Duty Free Paradise. Une diversification dans les choix proposés des milliers de références, de l'alimentaire certifié conforme, à l'artisanat local, en passant par les cosmétiques, parfums, jouets, souvenirs etc… jusqu'aux produits de luxe. À titre d'exemple nous proposons à nos passagers une offre plus variée de produits fabriqués localement tels que des confiseries, diverses variétés de thé, et tisanes.

***Live a unique shopping experience and save on your purchases.***

*"We are delighted to continue to expand the choices offered to our travelers," highlights Rakesh Ragoobeer CEO of the Mauritius Duty Free Paradise. Diversification in the choice of thousands of references, ranging from certified food compliant, local crafts, through cosmetics, perfumes, toys, souvenirs etc. ... to luxury products. As an example, we propose to our passengers a more varied offer of locally made products such as confectionery, several varieties of tea, and herbal teas.*

**Nos boutiques hors taxes ont pour vocation de promouvoir la curiosité culturelle à travers l'artisanat local et rodriguais**

Mieux faire connaître les produits fabriqués par les artisans locaux et rodriguais aux visiteurs. En ce sens, un protocole d'accord a été conclu entre Mauritius Duty Free Paradise et la Small and Medium Enterprise Development Authority (SMEDA) dont le but est de placer les produits mauriciens et rodriguais, dans nos boutiques. Ce partenariat a permis de travailler la présentation de certains produits, avec des emballages au design attractif. L'artisanat rodriguais est très prisé par nos visiteurs. Tout est fait maison, ou fait main : allant de la confiture aux articles en vannerie très coloriées, qui sont des cadeaux originaux.

***Our duty free shops aim to promote cultural curiosity through local and Rodriguan handicrafts***

*To promote the products made by local and Rodriguan craftsmen better known to the visitors. In this sense, a memorandum of understanding has been concluded between the Mauritius Duty Free Paradise and the Small and Medium Enterprise Development Authority (SMEDA) whose purpose is to place Mauritian and Rodriguan products in our duty-free shops. This partnership made it possible to work on the presentation of certain products, with attractive design packaging. The Rodriguan craftsmanship is very popular with our visitors, everything is homemade, or handmade: ranging from jam to colorful basketwork items, which are original gifts.*



















# Union européenne – Commission de l'océan Indien : un partenariat historique au service du développement



En 2017, l'UE fête 60 ans de paix et de démocratie sur le continent européen.

Le partenariat historique qui lie l'Union européenne (UE) et la Commission de l'océan Indien (COI) dans cette région n'a fait que s'accroître au cours des années, non seulement en termes de montants mais également de domaines concernés. L'UE demeure le principal partenaire financier et technique de la COI, et 83% du montant des projets mis en œuvre par la COI sont financés par l'UE.

Depuis plus de 30 ans, l'UE appuie la COI pour la mise en œuvre de projets couvrant des thématiques telles que la défense des intérêts des Petits Etats insulaires en développement (PEID), l'économie bleue, l'économie verte, l'intégration économique et la sécurité. L'appui de l'UE a permis le rayonnement de la COI tant au niveau régional qu'au niveau international sur de nombreuses thématiques clés pour ses Etats membres et pour l'UE.

Encourager la coopération régionale est l'un des axes importants de l'Accord de Cotonou (2000) qui régit la coopération entre l'UE et les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Le partenariat UE - COI s'inscrit dans ce cadre. Fait particulier, un des Etats membres de la COI (La Réunion, département français) est également membre de l'UE, et bénéficie à travers la politique régionale de l'UE, du FEDER (Fonds européen pour le développement régional) pour encourager notamment son insertion régionale. Ainsi, le partenariat UE - COI est à la confluence de plusieurs politiques européennes.

Jusqu'en 2020, et dans le contexte de la programmation régionale pour l'Afrique orientale, l'Afrique australe et l'océan Indien, l'UE met à disposition de la COI et de ses Etats membres une enveloppe de 50 millions € pour la paix, la sécurité et la stabilité régionale, l'intégration économique régionale et la gestion des ressources naturelles. Cette programmation tient compte des spécificités des PEID notamment face à l'enjeu du changement climatique.

**Des réalisations ayant un impact positif au niveau de la région**

Le partenariat UE - COI a permis d'importantes réalisations en particulier dans les domaines de la sûreté maritime, de la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, de la gestion durable des ressources marines et de la lutte contre le changement climatique. La COI et l'UE ont d'ailleurs signé, en marge de la COP 21 à Paris, une déclaration commune qui souligne la volonté des deux parties de reconnaître les spécificités et de défendre les intérêts des PEID face aux effets du changement climatique.

Les réalisations du partenariat UE - COI ont permis d'améliorer les conditions de vie de milliers de personnes dans la région Indianocéanie. Nous sommes engagés à mettre en valeur ces réalisations auprès des citoyens de la région et de l'UE.



Marjaana Sall
Ambassadeur de l'Union européenne auprès de la République de Maurice et de la République des Seychelles

**Un dialogue stratégique permanent**

Lors du récent dialogue UE - COI, nous avons réaffirmé notre engagement commun pour un développement durable, sécurisé et équitable de l'Indianocéanie. L'UE continuera d'appuyer le mandat de la COI donné par ses Etats membres au bénéfice des populations de la région. L'objectif est que le partenariat UE - COI contribue davantage encore à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) et puisse nous permettre de faire face aux enjeux majeurs de notre temps, notamment la paix et la sécurité, la lutte contre le dérèglement climatique et la protection et la gestion durable des océans.

**Un partenariat adapté aux nouveaux défis du monde**

Le partenariat UE - COI s'inscrit dans un monde en pleine transformation et doit ainsi se modifier pour mieux répondre aux nouveaux défis auxquels nous devons répondre. Un certain nombre de politiques et de stratégies sont en place pour adapter au mieux notre partenariat à ces défis, notamment :

- le nouveau consensus pour le développement, adopté par l'Union européenne en juin dernier qui s'articule autour de cinq piliers : Paix, Prospérité, Planète, Personnes et Partenariat, avec pour objectif de promouvoir le développement durable et l'éradication de la pauvreté partout dans le monde ;
- la vision de l'UE pour « Un nouvel élan pour le partenariat Afrique - UE » rendue publique en mai dernier en vue du prochain Sommet UE - Afrique (29 et 30 novembre 2017 à Abidjan), qui prévoit de renforcer et d'approfondir le partenariat stratégique et de l'axer davantage sur l'action pour plus de prospérité et de stabilité sur les deux continents ;
- la stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'UE qui vise notamment à atteindre les ODD en Europe et dans le monde entier.

Pour conclure, cette année l'UE fête 60 ans de paix et de démocratie sur le continent européen. Nous œuvrons pour soutenir le développement durable de nos partenaires et nous sommes fiers d'avoir contribué aux réussites dans l'océan Indien. Nous profitons de cette occasion pour réitérer notre attachement au partenariat UE - COI dans la promotion du développement durable et à la paix et la prospérité pour tous.

**Notre objectif est que le partenariat COI-UE contribue davantage encore à la réalisation des ODD**

## Quelques chiffres clés sur l'Union européenne (UE) :

L'UE est le premier bloc commercial du monde. Le total des exportations de l'UE-27 s'élève à environ 5 800 milliards €.

L'UE est la plus grande source et destination d'investissements directs étrangers (IDE) dans le monde.

L'UE et ses Etats membres sont les premiers donateurs d'aide publique au développement (APD) du monde, soit plus de 50% pour un montant de 75,5 milliards € en 2016.

L'UE et ses Etats membres sont également les premiers donateurs d'aide humanitaire au monde, venant en aide à plus de 120 millions de personnes chaque année.

L'UE a fourni et continuera de fournir un soutien financier important en faveur de l'action pour le climat dans ses pays partenaires.

Au moins 20 % du budget pour 2014-2020 de l'UE - soit 180 milliards € - devraient être consacrés à la protection du climat. Ce soutien vient s'ajouter aux fonds provenant des différents Etats membres de l'UE.

Avec ses 139 délégations et bureaux situés dans le monde entier, l'UE a l'un des plus importants services diplomatiques.

➤ **PUBLI-REPORTAGE**

# Votre partenaire expert en solutions d'impressions grand format, numérique, bureautiques et onduleurs.

Jet Solutions Provider Ltd représentée par son directeur Lindsay Pauvaday est une société régionale à dimension humaine, active dans le domaine de l'impression grand format et numérique depuis janvier 2009. Nous sommes en mesure de répondre à tous vos besoins : imprimantes grand format couleur et noir et blanc, scanners, imprimantes numériques professionnels, photocopieurs, ups/onduleurs et solutions informatiques.

**Imprimante grand format, scanner, onduleur et photocopieur**

Nous sommes distributeur agréé des produits CANON, COLORTRAC, INFOSEC/ Jets-Pro UPS SYSTEM, HP, EPSON, IMAGEACCES pour la région Océan Indien. La gamme des produits est très complète et saura assurément convenir à vos besoins de reproduction.

Loin de l'époque ou nous vendions de simples photocopieurs et imprimantes. Conscients de cette réalité, nous avons adapté notre métier. Au-delà d'une simple relation classique client / fournisseur, Jet Solutions Provider Ltd, sera à vos côtés dans un esprit de partenariat personnalisé, en bénéficiant de nos services, vous vous offrez la possibilité de maîtriser vos coûts et d'améliorer le rendement de vos équipements, ce qui contribue grandement à favoriser le développement de votre entreprise.

Nous vous accompagnons dans le choix de vos solutions d'impression et dans le suivi-après-vente.

**Objectif : satisfaire le client**

La capacité de Jet Solutions Provider Ltd à atteindre un tel but passe, bien évidemment, par un accueil de qualité, un professionnalisme à toute épreuve et la fourniture de produits et de prestations performants, mais cela implique tout autant d'assurer à sa clientèle un service après-vente des plus appropriés.

Le service technique après-vente que vous propose Jet Solutions Provider Ltd fait intervenir des professionnels faisant valoir une grande expérience et veillant en permanence à se former aux évolutions technologiques. Tous nos techniciens sont agrées pour toutes les marques que nous représentons, et sont formés en Afrique du Sud, France, Allemagne ainsi que les Pays Bas. Rompus aux spécificités du métier et connaissant parfaitement les exigences de performance qu'a toute entreprise, les techniciens de l'équipe de service après-vente déploient toute leur énergie et tout leur savoir-faire pour vous apporter entière satisfaction.

**Distributeur agrée des produits de la marque :**

océ A CANON COMPANY — Canon — Colortrac Our Business is Your Image — Jets-Pro UPS system

INFOSEC — Image Access — Bookeye®

**Revendeur agrée des produits de la marque :**

DELL — EPSON EXCEED YOUR VISION — hp — Microsoft



# JET SOLUTIONS PROVIDER LTD
# PREMIUM PARTNER CANON

**Jet Solutions Provider LTD** is a **Canon Registered Partner**, you can trust us to provide **innovative technology** and **deliver outstanding value.**



Specializing in **Large Format Printers**, **Digital Press Solutions** and **Arizona Large Format UV Flatbed Printers**.



**We can...**

- deliver outstanding business benefits
- identify and meet your needs
- provide software solutions
- provide unrivalled support



+230 57 24 06 15 www.jets-pro.com jetspro@gmail.com

Mauritius - Reunion - Seychelles - Madagascar - Mayotte

Canon

Jet Solutions Provider Ltd

# La jeunesse engagée pour le développement durable

Le projet ISLANDS de la COI financé par l'UE a mis à l'honneur celles et ceux qui, par conviction et en actes concrets, agissent pour le développement durable de nos îles. C'était dans le cadre d'une campagne digitale qui a permis de faire connaître ces *#ChangeMakers* à plus d'1,5 million d'internautes de la région. Un moyen d'inspirer aussi les autres et de les motiver à s'engager maintenant, pour l'avenir.
Pour en savoir plus : www.medium.com/ISLANDS.COI

**Faites la connaissance de Fanilo, Martine, Khadija et Karine, des jeunes acteurs du changement dans nos îles**




## Fanilo : des briques écolos et moins de $CO_2$

A tout juste 20 ans, Fanilo a montré que l'innovation est à portée de tous. Passionné de construction, ce jeune Malgache étudie le Génie civil à l'Institut supérieur de technologie d'Antananarivo. Suffisant pour avoir un travail dans le domaine qui l'intéresse depuis son enfance. En fait, non : Fanilo avait la certitude de pouvoir faire aussi œuvre utile.
« *Je souhaite changer le point de vue des gens sur l'impossible. A Madagascar, les gens pensent que la fabrication de briques doit toujours faire appel à la cuisson. Cette méthode de fabrication émet pourtant beaucoup de $CO_2$. Or, la terre n'a pas forcément besoin d'être cuite pour résister dans le temps* », explique-t-il.
Son idée : mélanger la terre avec du ciment et compresser ce mélange à l'aide d'une charge allant jusqu'à 40 tonnes afin d'obtenir une brique. Le procédé est simple. Il fallait y penser.
Grâce à ce projet baptisé EcoBrik, l'étudiant en génie civil a obtenu plusieurs distinctions, notamment de l'ONG Youth First en 2016. Mieux, le Centre d'excellence en entrepreneuriat l'accompagne dans sa démarche. Et pour cause : non seulement la méthode de fabrication des briques dégage moins de $CO_2$ mais en plus Fanilo entend bien ainsi « redonner un second souffle aux maisons traditionnelles, les *trano gasy* ». Environnement, patrimoine et entrepreneuriat ou le tiercé gagnant de Fanilo.

# Martine : « Changeons les habitudes qui font du mal à notre île »




Martine Lassémillante, directrice et co-fondatrice de Belle Verte, est une touche-à-tout qui a travaillé dans le tourisme, la santé, la décoration d'intérieur et l'enseignement à Maurice. Mais c'est dans l'engagement social et écologique qu'elle s'épanouit le plus.

***Quelle est la cause la plus chère à vos yeux ?***

Je répondrai par ce que je déteste par-dessus tout : l'injustice.

Lutter contre l'injustice, ça commence par l'éducation et l'accès à l'information. Toute personne informée peut faire des choix, se prendre en main et entraîner ses pairs - qui eux aussi doivent pouvoir faire des choix en connaissance de cause.

Il y a tellement de talents non reconnus à Maurice. Je ne parle pas uniquement d'artistes mais de simples personnes qui ont un savoir-faire sans même s'en rendre compte. J'ai la chance d'avoir rencontré ceux qui ont permis la concrétisation du projet Belle Verte ainsi que ceux qui travaillent avec moi. A Belle Verte nous agissons en faveur de l'insertion sociale et économique en s'attaquant à des problèmes environnementaux comme la gestion des déchets. C'est ensemble, chacun à notre niveau, en éduquant, qu'on sera en mesure de changer vraiment les mauvaises habitudes qui font du mal à notre île.

***Quel a été le déclencheur de votre engagement ?***

Je crois que c'est lié à mon engagement dans le scoutisme, qui est d'ailleurs arrivé assez tard.

Adolescente, je souhaitais rejoindre ce groupe pour servir. J'ai été initiée en tant que cheftaine de meute à l'âge de 19 ans. La promesse scoute étant faite, ces paroles et cet engagement envers les hommes et la nature ont été à l'origine de toutes les actions qui ont construit mon parcours, jusqu'aujourd'hui, avec ma place au sein de Belle Verte.

***Vous avez un parcours particulièrement riche. Racontez-nous les projets sur lesquels vous avez travaillé.***

Plusieurs projets phares avec des citoyens engagés !

D'abord l'association T1diams que j'ai co-fondée en 2005. Un travail de fond commencé en 2002 avec une simple question : « *vers qui je me tourne demain, quelles sont les facilités qui m'aideront si j'ai un enfant diabétique de type 1 ?* ». A l'époque j'étais visiteuse médicale et je côtoyais tout le corps médical ainsi que les petits patients et parents, souffrant du manque de connaissance et du tabou qui entourait cette « maladie » car c'est surtout une condition de vie à laquelle chacune de ces familles avait à s'adapter. T1diams propose des groupes de paroles, des consultations orientées sur l'acceptation de cette condition jugée handicapante, des camps d'éducation pour enfants, adolescents.

Le deuxième est le Kolektif Drwa Zenfan Morisien, dont je suis membre indépendante. Avec une dizaine d'ONG actives dans le domaine de la protection de l'enfance, nous nous réunissons régulièrement pour travailler sur un « Child Protection Protocol » et nous travaillons avec les ministères concernés pour améliorer la condition de l'enfance à Maurice.

***Est ensuite venue Belle Verte…***

Oui, depuis 2014. Belle Verte offre une solution efficace à la gestion et au traitement des déchets.

Je constate avec satisfaction une vraie et belle évolution. La recherche et le développement pour trouver des solutions au niveau national est assuré par l'Institut Bon Pasteur. Baz'Recup, la compagnie sœur de Belle Verte, assure le tri et la réutilisation des recyclables, ou upcycling.

Nous nous engageons ensemble avec l'aide du SEED et du projet Ecolab de la COI à informer, sensibiliser et engager le maximum de citoyens pour vivre sur une île Maurice durable et belle !

***Avez-vous un message à faire passer à propos de l'importance de préserver l'environnement et la vie sur terre ?***

La citation de Gandhi : soyez le changement que vous voulez voir dans le monde.

C'est à nous de décider comment nous souhaitons vivre et pourquoi.

# #ChangeMakers
## Youth engaged for Sustainable Development

The EU-funded IOC ISLANDS project has honored those who, in their daily life, are committed to the sustainable development of our islands. These *#ChangeMakers* were presented in a digital campaign that reached more than 1.5 million people in the region. It was an opportunity to inspire others and motivate them to engage now, for the future. For more information: www.medium.com/ISLANDS.COI




## Khadija : drones for environmental protection and conservation!

Khadija is currently in the final year of her Bachelor of Information Technology and Application Management at the State University of Zanzibar. She is also currently working at the Zanzibar Mapping Initiative (ZMI) project that uses UAVs (drones) to help protect resources of Zanzibar.

"*Geographical Information System is a new course in our university that I chose. My lecturer asked us to find ways to work with geospatial data to help the world become a better place by using new technologies. That's how I started to use UAVs to collect data and provide high resolution maps that are used in land planning and environmental monitoring*", said Khadija.

Technologies and Earth Observation datas and services are now part of her daily life. And her objective is clear: protect and manage the environment of her island and its people. She eventually got involved in the ZANSEA project that "*gives [me] the opportunity to understand more about geographical information technology used to preserve Zanzibar Islands, improve mangrove health, reduce soil erosion and manage more efficiently land planning.*"

Drones and other UAVs are new technological devices that are more and more used in Zanzibar for environment monitoring and management. And it has also contributed to Khadija empowerment. Two birds with one stone!

## Karine, "citizen of the ocean"

Karine, 27 years old, is Senior Economist at the Seychelles Fishing Authority. But in her heart, Environment is at the centre of her convictions and social engagement.

***You are one of those young people who are very dedicated to environment. Tell us about the cause you're fighting for.***

Apart from my professional career, I am a dedicated environmentalist and an active advocate for oceans and climate change. I have led various grassroots initiatives in my community and have recently co-founded The Ocean Project, an NGO that aims to educate and engage the people of Seychelles to take action to protect our Oceans.

***What made you want to fight for this particular cause?***

As an islander, I consider myself a citizen of the ocean. Sadly, I know that our islands and our oceans are being threatened by climate change. I feel it by the warming seas; I see it in the eroding coastlines, damaging our coral reefs. Our beaches and oceans are littered with plastic, choking our waterways, killing our birds and turtles and intoxicating the fish we eat.

***You said that you are a "dedicated environmentalist". Tell us more about what you have been doing lately for sustainable development…***

In 2015, I got involved in a campaign against plastic bags with SYAH-Seychelles, a youth-led NGO advocating for sustainable development and created with the support of the Indian Ocean Commission. Under the umbrella of this campaign, I organised educational workshops, beach clean-ups and collaborated with other organisations and institutions such as Seychelles Prison to produce alternative reusable bags. Our lobby to Government for a complete ban on importation of plastic bags in Seychelles was successful and this has come into force as of January 2017! We are very proud of it. Having understood that there is a need to not only educate and call youth to action, my best friend, Zara Pardiwalla, and I decided to co-found an NGO, The Ocean Project Seychelles, which as its name suggests would address specific ocean-related issues and target the general public as well as the youth.




***Do you have a message to get across concerning the importance of preserving the environment and life on Earth?***

I firmly believe that individualistic action, no matter how small and insignificant they might appear, can lead to changes. Let's do it!

# S'OUVRIR AU MONDE & REUSSIR

**Yashminee Hazareesingh**
*Promotion 2012*
*Sales Manager*
*One&Only Le St. Géran, Mauritius*

Registered with the Tertiary Education Commission as Post-Secondary Educational Institution under the TEC Act

VATEL
INTERNATIONAL BUSINESS SCHOOL
HOTEL & TOURISM MANAGEMENT

PARIS
LYON
NIMES
BORDEAUX
BRUXELLES
SWITZERLAND
MADRID
ABIDJAN
ANDORRA
ASUNCIÓN
BAKU
BANGKOK
BUENOS AIRES
DAKAR
HÔ-CHI-MINH CITY
HUANGSHAN
ISTANBUL
KAZAN
KIGALI
KUALA LUMPUR
LOS ANGELES
MADAGASCAR
MANILA
MARRAKECH
**MAURITIUS**
MEXICO
MONTENEGRO
MOSCOW
NEW DELHI
**REUNION**
SALTA
SAN DIEGO
SINGAPORE
TEL AVIV
TUNIS
YUNNAN

**Bac + 2/ Bac +3, Envie de vous spécialiser?**

Notre objectif:
Former les **professionnels de l'hôtellerie** de demain

- Plus de **30 campus**
- Plus de **7000 étudiants**
- Stages à **l'International**
- Vatel International Business Game
- MBA Vatel: **10 Spécialisations**

BEST HOSPITALITY MANAGEMENT SCHOOL
VATEL
WORLDWIDE HOSPITALITY AWARDS

DES TITRES CERTIFIÉS PAR L'ETAT

Bachelor et MBA
International Hotel management
Bac+ 3 & Bac +5 / Titres d'Etat niveaux II et I enregistrés au RNCP par arrêté ministériel.
Admissions Post-Bac, Bac+2, Bac+3

1ER GROUPE MONDIAL
de l'Enseignement du Management de l'Hôtellerie-Tourisme

FLASH ! ET RETROUVER NOUS SUR FACE BOOK!

**www.vatel.mu**

**Tel : +230 427 43 63**




*Browse among an assortment of luxury items ranging from perfumes and cosmetics, jewelleries and chocolates, to electronics and toys and be sure to find the perfect gifts to spoil your loved ones!*

*Mauritius Duty Free Paradise Co Ltd*
*SSR International Airport*
*Plaine Magnien*
*Mauritius*

*Rodrigues Duty Free Paradise (RDFP)*
*Sir Gaëtan Duval Airport,*
*Rodrigues Island (a subsidiary of MDFP )*
*In Arrival and Departure*
*Rodrigues*

*Tel: +230 603 6400 - Fax: +230 637 6024*

MAURITIUS DUTY FREE
MAURITIUS DUTY FREE PARADISE CO. LTD